

COOPERATION INDUSTRIELLE - CODEVELOPPEMENT -  
TRANSFERT DE SAVOIR-FAIRE - INTERDEPENDANCE ECONOMIQUE -  
ECHANGES INTERCULTURELS - COOPERATION SCIENTIFIQUE -

(et au-delà)

Dossier d'études sur les relations  
et les coopérations entre les deux pays dans  
les domaines :

- économique
- industriel
- commercial
- culturel
- scientifique
- transferts de technologie

## INTRODUCTION

Ce dossier d'études se consacre et se limite, essentiellement, aux relations entre la France et l'Indonésie dans les domaines économiques (commercial, industriel), culturel et scientifique.

Dans certaines limites, ce dossier traite également, ici et là, des possibilités et des perspectives de relations entre les deux pays pendant le Quatrième Plan Quinquennal (REPELITA IV) de l'Indonésie, entre 1985-1989, et même au-delà.

Le but de ce dossier est de rappeler l'importance de ces relations entre les deux pays, pour le renforcement de la présence française dans l'Asie du Sud-Est dans l'immédiat, et à long terme, dans le Bassin du Pacifique.

Ce dossier se concentre sur l'Indonésie à cause de sa position et de son rôle dans l'Asie du Sud-Est. Les problèmes de l'ANSEA (ASEAN), le Bassin du Pacifique, la CEE, le Japon, la RFA y ont été succinctement traités, afin d'avoir un aperçu général sur l'Indonésie dans son contexte actuel et ses perspectives d'avenir.

Avec cette orientation, le dossier serait la première ébauche d'un effort tendant à démontrer que, malgré l'existence de problèmes multiples et variés, les renforcements des relations gouvernementales ou non-gouvernementales entre la France et l'Indonésie sont, à long terme, bénéfiques réciproquement.

Ce dossier n'est pas adressé aux spécialistes de l'Indonésie, ou à ceux qui travaillent (ou ont travaillé) assez longtemps sur place. Ils possèdent déjà une vaste connaissance, plus profonde et plus détaillée des sujets traités.

Ce dossier est destiné aux lecteurs qui sont susceptibles de s'intéresser de par leur fonction, leur profession, leur responsabilité, à s'initier aux évolutions de la situation en Indonésie et à suivre les relations entre les deux pays.

## SOURCES UTILISEES

Ce dossier d'études utilise un grand nombre de publications, indonésiennes et étrangères, pour obtenir les données les plus récentes.

Des efforts ont été faits pour utiliser, au maximum, d'abord les sources indonésiennes et françaises et, ensuite, les autres sources.

### Sources indonésiennes

- Livres de REPELITA IV (4ème Plan Quinquennal)  
en 4 volumes, Jakarta.
- INDONESIA, Guide for Investors 1984-1985, Jakarta
- Perspectives indonésiennes, Paris
- Indonésie aujourd'hui, Paris
  
- Tempo, Jakarta (hebdomadaire)
- Kompas, Jakarta (quotidien)
- Sinar Harapan, Jakarta (quotidien)
- Merdeka, Jakarta (quotidien)
- Pelita, Jakarta (quotidien)
- Suara Karya, Jakarta (quotidien)

### Sources françaises

- Les Echos
- Le Nouvel Economiste
- Sud-Est Asie
- Le MOCI
- Le Monde
  
- Documentation du C.F.C.E.
- Notes de la PEE de Jakarta
  
- Le marché indonésien
- Dossiers de l'ACTIM
- Dossiers de l'ACIFE
- Dossier du TOTAL (CFP)
- Dossier de Rhône Poulenc

## LE BASSIN PACIFIQUE

---

Le Bassin Pacifique qui englobe, directement ou indirectement, 30 pays avec une population de 2,4 milliards de personnes (environ 53% de la population mondiale) et un PNB de 8.000 milliards de dollars américains change son image dans l'économie mondiale.

La surface de l'océan qui touche le Pôle Nord et le Pôle Sud, qui touche également les continents de l'Asie, de l'Amérique et de l'Australie, dépasse ainsi la surface terrienne totale de notre globe.

Après la fin de la guerre d'Indo-Chine en 1975, le centre des activités économiques mondiales se déplaçait au fur et à mesure vers ce grand bassin, avec la participation active des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, du Japon, de la Corée du Sud, de la République Populaire de Chine, de Taiwan, de Hong-Kong et de Singapour.

### • Le commerce trans-pacifique

Le commerce trans-pacifique des Etats-Unis a dépassé le volume du commerce trans-atlantique en 1983. Durant la période de 1965 à 1980, le commerce entre les Etats-Unis et l'Europe est tombé de 29% à 23%, tandis que le commerce entre ce géant économique et les pays du Pacifique augmentait de 17% à 26%.

Malgré le fait que la CEE reste encore le plus important groupe commercial et industriel dans le monde, il ne faut pas prendre à la légère la déclaration du Premier Ministre Japonais NAKASONE, qui a dit : "*Le 21ème siècle sera le Siècle d'Or pour le Japon et le Pacifique*". Le Bassin du Pacifique ne présente pas dans l'immédiat une menace pour l'Europe. Mais il existe de sérieuses raisons pour que les pays européens, y compris la France, ne perdent pas de leur importance lors de prochains affrontements pour le Pacifique.

### **• Les Etats-Unis et le Pacifique**

Les Etats-Unis ont depuis très longtemps regardé davantage vers le Pacifique que vers l'Atlantique, surtout après 1945. (La défaite du Japon, la guerre de Corée, Chinas Containment Policy, la guerre de l'Indo-Chine, Taiwan's Policy, SEATO). Mais le gouvernement de Ronald Reagan affiche plus que jamais, un grand intérêt vers cette orientation. Il a nommé un certain nombre de "spécialistes" sur l'Asie dans les postes-clé de son Administration et il a envoyé en 1983 et 1984, beaucoup de personnalités de haut niveau pour resserrer les relations avec les pays de l'Asie et de l'Asie du Sud-Est.

Le Président Reagan a déclaré en Mai 1984 : "I happen to be a believer in the Pacific Bassin as the place of the futur ... You cannot help but feel that the great Pacific Bassin with all its nations and all its potential for growth and development - that is the future" (FEER- 17/05/84).

### **• Axe : Washington - Tokio - Pekin**

Le Bassin Pacifique est le témoignage de l'émergence et du renforcement des axes Washington-Tokyo, Washington-Pékin, Pékin-Tokyo, et (beaucoup moins important) de Washington-Jakarta.

L'axe Washington-Tokyo reste le point le plus cardinal et le plus fondamental (en 1983, le Japon était le deuxième acheteur de produits américains). L'axe Washington-Pékin se dessine de plus en plus clairement avec la visite du Président Reagan en 1984, la visite du Vice-Président Bush, et les accords de coopérations technique et commerciale (nucléaire, haute technologie).

L'axe (plus faible) Washington-Jakarta, est basé sur le rôle très important de l'Indonésie dans l'ANSEA (ASEAN).

### **• Le Japon et le Pacifique**

Le Bassin Pacifique est une zone très hétérogène tant sur le plan des régimes politiques, culturels et traditionnels, que sur le plan développement économique. Face à la réalité, le Japon, dans la perspective de conquérir

économiquement cette zone, a lancé diverses offensives sous plusieurs formes et moyens. Il y a environ 15 ans, le "Pacific Basin Economic Council" fut constitué à l'initiative d'entrepreneurs japonais. En 1980, le Premier Ministre OHIRO a soulevé l'idée de former le "Pacific Economic Cooperation" et a créé le "Pacific Cooperation Study Group". Actuellement, le Japon est un des membres le plus actif dans les organismes créés plus récemment, notamment le "Pacific Trade and Development Conference" (avec une structure bipartite : entrepreneurs-académiques) et le "Pacific Economic Cooperation Conference" (avec une structure tripartite : gouvernement- entrepreneurs-académiques). Cela démontre que le Japon, la deuxième puissance économique mondiale, a, depuis longtemps, travaillé avec patience et persévérance sur les problèmes du Bassin Pacifique.

L'importance du Bassin Pacifique dans l'économie mondiale se manifeste dans le fait que ces pays (surtout les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande, la République Populaire de Chine, la Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong, Singapour et les pays de l'ASEAN), ont fourni plus de 50% de la production mondiale. Il est vrai que le Japon et les Etats-Unis représentent, actuellement, la plus grosse part de ce chiffre.

## ASEAN (ANSEA)

---

La présence française en Asie du Sud-Est, sera de plus en plus importante dans la prochaine décennie, tant sur le plan économique que politique. Dans le cadre de la géopolitique, le rôle de l'ANSEA (ASEAN en anglais, qui regroupe 6 pays : Indonésie, Philippines, Malaisie, Thaïlande, Singapour et Brunei), est devenu un facteur à considérer pour beaucoup de pays et ce rôle deviendra plus important dans un très proche avenir.

La bataille pour la "conquête" de l'Asie du Sud-Est (surtout des pays de l'ANSEA), a commencé farouchement voici bientôt 20 ans. Dans cette bataille, les deux géants, le Japon et les Etats-Unis, ont remporté de grands succès en laissant les pays de l'Europe très loin derrière eux.

### • Version asiatique de la C.E.E.

Vers l'année 2000 et surtout après 2000, les pays de l'ANSEA qui représentent actuellement une population d'environ 270 millions d'habitants (et à peu près 330 millions en 2000) et qui tentent de renforcer la coopération économique entre eux, pourraient former une communauté économique, une version asiatique de la CEE, assez puissante.

Avec un coût de travail très bon marché, et une force productive toujours améliorée, **l'ANSEA représenterait un adversaire "compétitif"** pour d'autres puissances économiques, et de plus, un marché très prometteur pour les pays industrialisés (l'Europe, le Japon et les Etats-Unis).

### • Dynamisme économique et industriel

Le dynamisme économique et industriel des pays de l'ANSEA (sauf Singapour), n'a pas encore atteint le niveau de Taiwan, de Hong-Kong et de la Corée du Sud. Cependant, l'Indonésie (et plus tard la Malaisie) pourraient accomplir rapidement un grand progrès dans les industries manufacturières. Ce progrès deviendra par la suite, un facteur à considérer sérieusement par nombre de pays, dans leurs relations économiques avec les pays de cette région.

L'Indonésie joue un rôle très important dans l'ANSEA. Pour cela, parler de l'ANSEA c'est nécessairement rendre compte de la place qu'occupe

l'Indonésie dans cette région. L'Indonésie, avec une population de 160 millions d'habitants (280 millions regroupés dans l'ANSEA), l'étendue de son territoire, sa situation géographique, et ses richesses naturelles, exerce sur les pays voisins une influence assez considérable, surtout dans le domaine politique.

#### **• Les Etats-Unis et l'ASEAN**

Les Etats-Unis portent un grand intérêt à l'ASEAN, comme l'a expliqué le Président Ronald Reagan lors de son interview dans la revue FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW du 17 Mai 1984 :

- " The U.S. has very important economic and security interets in south east Asia, particularly in the ASEAN countries. ASEAN, as a group, is our fifth largest trading partner and the site of some US \$ billion in US investments. We have bilateral security commitments to two ASEAN members, Thailand and Philippines".

Le Ministre d'Etat George Shultz l'a réitéré en Juillet 1984 :

- "Our relations with the ASEAN countries are the cornestone of our South East Asia " (FEER - 23 - 07- 84)

#### **• Amélioration d'une vision commune**

Depuis sa condamnation en 1967, les pays membres de l'ANSEA, malgré les difficultés conjoncturelles dans leurs relations, ont sù se mettre d'accord sur une ligne politique commune. Mais dans le domaine économique, un accord a été plus difficilement établi au sein de cette communauté, et la coopération économique inter-ANSEA n'a pas encore produit de très grands résultats satisfaisants. Ce problème pourrait être résolu dans l'avenir. La conférence en Mai 84 à Jakarta, des pays de l'ANSEA, sur les problèmes de la coopération économique, a beaucoup contribué à l'amélioration d'une vision commune.

**Taux de croissance en volume des PNB  
dans les pays de l'ASEAN**

Pays	1982	1983	1984
Singapour	+ 6,8%	+ 6,1%	+ 7,0%
Thaïlande	+ 4,1%	+ 5,5%	+ 6,0%
Malaisie	+ 2,8%	+ 5,6%	+ 6,0%
Indonésie	+ 4,2%	+ 3,5%	+ 5,0%
Philippines	+ 2,5%	+ 1,5%	- 1,0%
Brunei	+ 2,7%		

## RELATIONS INDONESIE - C E E

---

Depuis plusieurs années, surtout après 1980, le gouvernement indonésien a fait de grands efforts pour améliorer la coopération entre la CEE et l'Indonésie.

L'Indonésie veut que davantage de pays de la CEE investissent dans ce pays dans des associations bénéfiques de part et d'autres, sous forme de participation, et sur les projets compatibles avec les objectifs du gouvernement indonésien en matière de développement.

**. Les importations indonésiennes en provenance des pays de la CEE** ont représenté environ 16-17% de l'ensemble de ses importations qui se montaient respectivement en 1981 et 1982 à 13,3 milliards de dollars et 16,8 milliards de dollars. Par contre, **les exportations vers les pays de la CEE** n'ont représenté que 4% de l'ensemble de ses exportations qui, pour la même période, représentaient 25,2 milliards de dollars et 22,3 milliards de dollars (Source B.K.P.M.)

### **. Balance en faveur de la CEE**

Les chiffres indiqués précédemment montrent que la balance penche nettement en faveur de la CEE. Pour cela, le gouvernement indonésien a fait de gros efforts pour la rééquilibrer, en mettant l'accent sur les exportations, notamment sur les exportations de produits non pétroliers et de gaz.

L'Indonésie est en train de chercher par tous les moyens possibles à augmenter les exportations des produits non-pétroliers, afin de diminuer autant que possible la dépendance du pays vis à vis du pétrole et d'assurer le développement d'activités agricoles et industrielles créatrices d'emploi. **Les produits pétroliers représentent en valeur environ 2/3 à 3/4 des exportations indonésiennes.**

A cette fin, l'Indonésie ouvrirait, à partir de 1985, plusieurs bureaux de promotion (ITPC, Indonesian Trade Promotion Center) en Europe, dont certains en France. La mission principale de ces bureaux est de trouver et ensuite de développer les marchés pour les exportations non-pétrolières.

### . Limitation d'importation de la CEE

Depuis 1980, l'Indonésie, à maintes reprises, a engagé des négociations avec certains pays membres de la CEE, à cause des limitations d'importation établies par ces pays pour protéger les structures industrielles et agricoles des pays d'accueil.

Les sujets abordés dans ces négociations concernaient entre autres, des problèmes : l'importation des articles **textiles** provenant d'Indonésie, le **tabac**, **manioc**, les **tissus synthétiques**, les **huiles végétales** (huile de palme), le **café**.

### . Le déficit de la balance

La balance commerciale entre l'Indonésie et les pays de la CEE a connu un déficit chaque année, entre 1980 et 1983.

Le déficit de l'année 1980 était de 55,1 millions de dollars US, celui de l'année 1981 était de l'ordre de 1.141 millions et en 1983 il était devenu 1.281 millions de dollars US.

La croissance du déficit était dû à des importations grandissantes provenant des pays de la CEE.

**Les importations indonésiennes des pays de la CEE** en 1980 étaient 1.446 millions de dollars US, et en 1983 elles étaient de 2.234 millions de dollars.

**Tandis que les exportations indonésiennes vers les pays de la CEE** étaient toujours en diminution entre les années 1980 et 1982. Elles étaient de l'ordre de 1.391 millions de dollars US en 1980, et de 858,8 millions en 1982. Cependant, en 1983, elles s'étaient améliorées légèrement, avec une valeur de 952,6 millions de dollars US. (Source : Antara, Pelita 24.10.84).

## LE ROLE DE L'INDONESIE DANS L'ASEAN

---

L'Indonésie est le géant de l'Asie du Sud-Est. Sa superficie totale est de 3,1 millions de km<sup>2</sup>, plus 2,5 km<sup>2</sup> de sa Zone Economique Exclusive (mer) et 1,9 million km<sup>2</sup> de terre. Environ 13.667 îles se trouvent dans cet archipel nommé **NUSANTARA**, et la longueur de ses côtes est de 81.290km.

Les 5 îles principales (ci-dessous mentionnées) constituent 90% du territoire :

KALIMANTAN (Bornéo)

SUMATRA

IRIAN-JAYA

JAVA et MADURA

SULAWESI

### . Un marché potentiel dans l'avenir

Par rapport à d'autres pays de l'ASEAN (ANSEA) l'Indonésie représente un marché très potentiel et un partenaire économique ou commercial assez important pour beaucoup de pays, du moins dans un avenir très proche.

Les chiffres suivants pourront rappeler l'importance de ce pays au sein de 6 pays membres de l'ASEAN :

Pays	Superficie	Population (en 1985-86)
Indonésie	1.904.345 km <sup>2</sup>	160.000.000
Philippines	300.000 km <sup>2</sup>	53.000.000
Thaïlande	514.000 km <sup>2</sup>	51.000.000
Malaisie	329.000 km <sup>2</sup>	16.000.000
Singapour	620 km <sup>2</sup>	3.000.000
Brunei	5.765 km <sup>2</sup>	250.000

### **Pour comparaison**

France	543.904 km <sup>2</sup>	56.000.000
--------	-------------------------	------------

### **• Le commerce entre l'Indonésie et l'ASEAN**

L'ASEAN, qui a été créé en 1967 à Bangkok à l'initiative de l'Indonésie est "un enfant cher" à l'Indonésie. De ce fait l'Indonésie exerce une influence relativement importante dans l'ASEAN.

L'Indonésie, avec sa population de 160 millions en 1985-86 (d'environ 280 millions regroupés ensemble dans l'ASEAN) et avec l'étendue de son territoire et sa situation géographique, ses richesses naturelles, constitue un pilier important pour l'édifice de l'ASEAN.

Cependant, jusqu'en 1984, l'Indonésie ne tire pas encore grand bénéfice de la coopération économique inter-ASEAN. Le commerce entre l'Indonésie et ASEAN et les investissements de ASEAN en Indonésie ne montre pas encore une croissance significative. Le commerce entre l'ASEAN et l'Indonésie ne représente que 15% du commerce mondial de l'Indonésie, et les investissements de l'ASEAN dans ce pays ne se montent qu'à 4% de la totalité des investissements étrangers en Indonésie.

### **• Les importations et les exportations avec l'ASEAN**

La balance commerciale entre l'Indonésie et les pays de l'ASEAN a connu un déficit de l'ordre de 636,1 millions de dollars US en 1983.

Jusqu'en 1982 la balance était toujours en faveur de l'Indonésie, en 1979 avec un surplus de 1.397 millions de dollars US, en 1981 avec un surplus de 1.712 millions de dollars US. En 1982, cette balance a connu une chute, en devenant un surplus de 197,5 millions de dollars, et en 1983 un déficit de 1636,1 millions de dollars US. Les exportations indonésiennes vers les pays de l'ASEAN (surtout vers Singapour) sont principalement : le caoutchouc, l'étain, le bois, produits électroniques, le charbon, les engrais, les légumes, les produits chimiques. Les importations provenant des pays de l'ASEAN sont : les produits chimiques, les verres, et les biens d'équipement (Source Merdeka, 29.10.84)

### **• Les croissances économiques**

La position de l'Indonésie au sein des pays de l'ASEAN est assez importante sur le plan politique régional, mais sur le plan économique, sa situation est moins puissante.

.../..

Dans l'année 1984, la croissance économique de l'Indonésie était environ 5%, celle de Singapour était 8%, de la Malaisie 6%, de la Thaïlande de 5% et les Philippines moins de 2%.

En 1983, les revenus moyens annuels par habitant de l'Indonésie était de 560 dollars US, tandis que ceux d'un habitant de Singapour étaient de 6.000 dollars US. (Source : Kompas, 27.12.1984)

## L'INDONESIE

---

L'Indonésie est **le plus grand archipel du monde**, avec plus de 13.000 îles qui s'étendent sur 5.000 km d'Ouest en Est (la distance de Londres à l'Oural) et sur 2.000 km du Nord au Sud.

Sa superficie représente trois fois et demie celle de la France ou 55 fois celle de la Hollande (environ 2 millions de km<sup>2</sup>). De plus, l'Indonésie occupe une position stratégique entre le Pacifique et l'Océan Indien, entre l'Australie et l'Asie Continentale. C'est le plus grand pays au sein de l'ANSEA.

Avec environ 160 millions d'habitants en 1985, l'Indonésie est, par sa population, le 5ème pays dans le monde (après la Chine, l'Inde, l'URSS et les Etats-Unis).

Evolution de la population : taux de natalité : 3,5%

Taux de mortalité infantile : 1,2%

Espérance de vie : 58 ans

La progression est estimée en moyenne de 2,2% par an, soit : 3,5 millions d'individus. Environ 58% de la population a moins de 20 ans.

### • Le plus grand pays musulman

L'Indonésie **est aussi le plus grand pays musulman du monde**. En effet, d'après les estimations officielles, on y compte plus de 120 millions de musulmans (une grande partie sont des musulmans "statistiques", non-pratiquants). Il existe des minorités chrétiennes (5,1/2% de protestants, et 21/2% de catholiques) et des hindouistes. Malgré cela, l'Indonésie ne se présente pas comme un "pays musulman rigoureux" contrairement aux pays arabes, au Pakistan et au Bangladesh.

La population indonésienne est mal répartie. La densité moyenne à Java est de 650 habitants au km<sup>2</sup>, et elle peut atteindre **2.000 habitants au km<sup>2</sup> à Java Central**. Les villes de Java sont surpeuplées. La capitale, Jakarta, atteint une densité de plus de 5.000 habitants au km<sup>2</sup>, avec environ

7 millions d'habitants. Le problème démographique à Java est actuellement, dramatique et sera de plus en plus inquiétant dans l'avenir si des projets de transmigration vers les autres îles ne peuvent pas se réaliser rapidement. (L'ORSTOM qui a conclu un accord avec le gouvernement indonésien pour offrir sa contribution dans ce domaine, connaît très bien l'ampleur de la gravité des problèmes à Java).

#### **• Le revenu par habitant**

L'Indonésie a dépassé récemment, surtout grâce au pétrole et à moindre degré, grâce au développement économique du pays, le seuil de pauvreté de 500 dollars par habitant, avec un revenu par habitant d'environ 580 par an. L'écart entre ce chiffre et celui des pays voisins est encore grand (le nouvel Etat pétrolier de Brunei : 20.000 dollars par habitant, de Singapour : 5.910, de Malaisie : 1.860, de Thaïlande : 790, des Philippines: 820 \$).

Malgré cela, l'Indonésie représente toujours une région très prometteuse dans les relations économiques avec la France, car il existe encore beaucoup de domaines où il est nécessaire de construire, de restructurer, d'améliorer. Le Japon, les Etats-Unis, le Canada, la Hollande, l'Allemagne Fédérale sont déjà là depuis longtemps.

### Graves Problèmes Démographiques

La population de l'Indonésie est très inégalement répartie entre les différentes îles. Cette inégalité rend à ce pays les graves problèmes démographiques, surtout à Java, Madura et Bali. Les 3 îles, sur une superficie inférieure au 13ème de la superficie totale d'Indonésie rassemblent les 2/3 de la population. Le dernier census effectué en 1980 avait recensé

147.383.075 habitants

	Superficie (km <sup>2</sup> )	%	Habitants (milliers)	%
Java (et Madura)	132.188	6,9	91.270	61,9
Sumatra	473.605	24,7	28.016	19,0
Sulawesi	189.216	9,8	10.410	7,0
Kalimantan	539.458	28,1	6.723	4,6
Bali	5.561	0,3	2.470	1,7
Irian-Jaya	421.982	22,0	1.174	0,8
Autres	157.433	8,2	7.427	5,0

(Source : Bureau Central des Statistiques)

En 1985, la population indonésienne est estimée à 160 Millions.

## L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

---

L'Indonésie a **une économie mixte** dans laquelle le gouvernement stimule et favorise la promotion et le développement du secteur privé. A cet effet, il a instauré une législation encourageant les investissements étrangers aussi bien que nationaux privés par des incitations concernant des exonérations d'impôts et de droits.

L'économie indonésienne **repose essentiellement sur l'agriculture**, composée de petites exploitations familiales et de plantations de cultures destinées à l'exportation, ainsi que sur l'exploitation pétrolière et minière.

**L'industrie est en train de devenir une partie importante dans l'économie** du pays, son rôle s'est accru de façon substantielle.

### . Les petites exploitations agricoles et les plantations

**Environ 60% des travailleurs** du pays trouvent leur occupation dans les petites exploitations agricoles se consacrant principalement aux cultures vivrières pour la consommation locale, mais également aux cultures commerciales produisant du caoutchouc, du café, du poivre et du tabac. Les plantations, développées pendant l'époque coloniale, produisent du **caoutchouc**, de **l'huile de palme**, du **café**, du **thè**, du **sucre** et d'autres denrées destinées à l'exportation.

La pêche ayant d'immenses possibilités dans l'archipel indonésien, est encore relativement peu développée, toutefois, elle est devenue une source importante de recettes en devises.

**L'étain** a été traditionnellement le produit minier d'exportation, entre autres vers la France. L'importance du **pétrole** pour l'économie du pays s'accroît constamment au point que ce produit est devenu **la source majeure de devises pour le pays**.

L'ampleur des exportations de bois et de cuivre grandit également. Dans le secteur industriel, la production de **textiles** et de produits pharmaceutiques (dont pour Rhône Poulenc), d'engrais et de ciment, destinée au marché intérieur a connu une expansion rapide.

### • Les plans quinquennaux

Depuis des années le gouvernement indonésien a adopté une politique économique ayant comme objectifs majeurs : la réduction du taux d'inflation, la réorganisation et la remise en ordre de l'infrastructure économique, une promotion de la production à l'exportation, et l'approvisionnement suffisant **de produits alimentaires et vestimentaires** pour la population.

Une politique de planification coordonne le développement de l'économie de l'Indonésie depuis 1969 par une série de Plans quinquennaux de Développement dits **REPELITA**, afin d'accélérer le développement économique du pays.

Le premier Plan a duré du 1er Avril 1969 au 1er Avril 1974, le deuxième Plan de l'année 1974 à 1979, le troisième Plan de l'année 1979 à 1984.

### • Le Quatrième Plan 1984-1989

Le quatrième Plan Quinquennal (1984 à 1989) a l'objectif de continuer le développement du secteur **d'agriculture** et le développement des **industries de transformation** des **produits de cultures alimentaires**, des **plantations**, du bois et de la pêche, notamment pour l'exportation. Le plan a l'objectif d'accroître l'offre de l'emploi, par le développement des investissements à forte intensité de main-d'oeuvre ("labour intensive").

Le quatrième Plan Quinquennal vise à une croissance annuelle de **5%** durant la période de **1984-1989**. Ce taux de croissance est considéré réaliste, compte tenu de la faible relance économique dans le monde.

Durant le Premier Plan (REPELITA I) l'économie indonésienne a progressé avec un taux annuel de 8,5%. Ce taux de croissance s'est diminué durant le REPELITA II à 7,2% annuellement. Durant le REPELITA III (1979 à 1984) le taux de croissance s'est diminué davantage à 5,7%. La chute de la croissance durant le REPELITA III était due à la faible croissance en 1982 (environ 2%) et en 1983 (environ 4%).

(Source : A guide for investors 1984/1985)

## LA DETTE EXTERIEURE

---

La dette extérieure du gouvernement indonésien était, au début de l'année 1984, de l'ordre de 21 milliards de dollars US, en ce qui concerne les dettes à moyen et long terme déboursées, et environ 12 milliards de dollars US de dettes engagées mais pas encore déboursées.

Egalement au début de l'année 1984, les entreprises d'Etat avaient des dettes extérieures déboursées de l'ordre de 1,6 milliard de dollars US.

Pour l'année 1982-83, le **service de la dette** atteignait un ratio, par rapport aux résultats net d'exportations, de 21,3%, tandis que pour l'année 1983-1984 ce ratio était de 21,2% (Source : The Republic of Indonesia, Juin 1984). \*

### **Les crédits à long terme**

La dette extérieure du gouvernement indonésien se constitue principalement de crédits à long terme accordés par les pays membres de l'IGI, par les organisations internationales et par les crédits à l'exportation liés au financement des grands projets de développement.

La composition de la dette extérieure indonésienne se divise, en général, environ 75% de crédits au taux favorable et 25% de crédits au taux commercial.

Pour l'année 1983/1984 la dette gouvernementale ayant pour origine des crédeturs commerciaux représente 23% de la totalité de la dette (pour l'année 1982/1983 elle était de 22%).

Les remboursements des dettes extérieures d'Indonésie se réalisent en trois formes. Les dettes du gouvernement sont remboursées par le Trésor. Les dettes des entreprises d'Etat doivent être remboursées en partie par les entreprises elles-mêmes et en partie par le Trésor. La troisième forme concerne les dettes privées qui doivent être réglées par les entreprises privées sur les marchés financiers internationaux.

---

\* "The Republic of Indonesia", publié par Kuhn Loeb Lehman. Brothers International Inc.

Selon la publication du FMI "**World Debt Tables 1983-1984**", l'Indonésie devrait, en 1984, rembourser une somme de 3,1 milliards de dollars US. Cette somme est répartie de la façon suivante : 1,2 milliard de dollars pour le remboursement des dettes gouvernementales, et 1,9 milliard de dollars pour les remboursements de dettes officielles auprès des organismes financiers.

#### **• Le pétrole et le service de la dette**

Dans les années passées, l'augmentation des tarifs pétroliers et du prix des matières premières avait permis à l'Indonésie d'améliorer sensiblement ses comptes extérieurs et de mieux assurer le service de sa dette extérieure. En 1981, et pour la première fois depuis 1978, la balance des paiements a enregistré un déficit de 2,5 milliards de dollars, en raison d'une stagnation des exportations de pétrole et de gaz naturel, d'une chute nette des exportations non-énergétiques et d'une augmentation des importations.

Cette tendance accentuée par la chute des prix mondiaux des matières premières dont l'Indonésie est exportatrice, a été davantage marquée en 1982, avec des importations représentant 26,39 milliards de dollars contre 19,82 milliards pour les exportations.

En 1984, l'Indonésie est le pays le plus endetté de l'OPEP, avec une dette extérieure de plus de 31 milliards de dollars (35% du PNB ; environ 1/6 de ses recettes en devises est consacré au service de la dette).

#### **• La politique d'austérité**

Pour ralentir le rythme de son endettement international, le gouvernement indonésien n'a pas hésité à effectuer des coupes sombres dans les plans d'investissements dont 48 projets représentant environ 25 milliards de dollars U.S. Cette politique d'austérité est largement approuvée par les milieux financiers. En outre, le IV<sup>e</sup> Plan Quinquennal, Repelita IV, en prévoyant un taux de croissance annuel de 5%, a ramené la confiance" (Indonésie Aujourd'hui, Décembre 1984).

Le problème pour l'Indonésie durant les années à venir, au moins durant les 3 prochaines années entre 1985-1988, sera celui de la couverture du déficit courant. Ce déficit est estimé à environ 5 milliards de dollars US en moyenne . De ce fait, ce pays devrait faire appel à des ressources externes durant plusieurs années.

A cause de la mauvaise conjoncture économique internationale, l'objectif du gouvernement indonésien d'atteindre des revenus en devises de l'ordre de **11,8 milliards de dollars de ses exportations pétrolières** et de l'ordre de **7 milliards de ses exportations non-pétrolières** dans l'année 1985/1986 serait une tâche lourde à accomplir. Cette déclaration était faite par l'économiste indonésien Prof. Dr. Sumitro.

(Kompas, 29 Décembre 1984)

## INTER-GOVERNMENTAL GROUP ON INDONESIA (1661)

---

En Juin 1984, les pays qui sont regroupés dans l'**I.G.G.I. (Inter-Governmental Group on Indonesia)** ont accordé une aide à l'Indonésie d'un montant de 2.462,5 millions de dollars US pour l'année 1984-1985. Cette aide est supérieure à celle de l'année précédente qui était de 2.240 millions de dollars.

La totalité d'aides de l'IGGI à l'Indonésie depuis sa fondation en 1967, se montait à 31 milliards de dollars US, à la fin de 1983 (Kompas, 7/6/84). Avec la décision de Juin 1984, le **cumul d'aides de l'IGGI à l'Indonésie** est de l'ordre de 33,4 milliards de dollars US.

### • Le Groupe Intergouvernemental sur l'Indonésie

Le Groupe Intergouvernemental sur l'Indonésie comprend :

- A) Les pays suivants : Allemagne Fédérale, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Indonésie, Italie, Japon, Nouvelle Zélande, Royaume Uni, Suisse .
- B) Les organisations internationales suivantes : Banque Asiatique de Développement, Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, Programme des Nations Unies pour le Développement.
- C) Observateurs : Norvège, Danemark, la CEE, l'OCDE.

Chaque année l'IGGI se réunit (la plupart du temps en Hollande) pour étudier les problèmes économiques et financiers de l'Indonésie et pour décider le montant de l'aide à accorder. L'assistance financière de l'IGGI s'est concrétisée par des dons et prêts à long terme d'un montant assez considérable, des taux très faibles et des qualités pour le remboursement des dettes antérieures.

Le montant d'aide reçues par l'Indonésie de l'IGGI s'élevait d'une année sur l'autre, comme l'indique le tableau suivant :

1969 - 1970	566,6	millions de dollars US
1970 - 1971	605,9	"
1971 - 1972	645,3	"
1972 - 1973	828,2	"
1973 - 1974	858,8	"
1974 - 1975	1.136,2	"
1975 - 1976	1.138,0	"
1976 - 1977	1.197,5	"
1977 - 1978	1.416,4	"
1978 - 1979	1.615,4	"
1979 - 1980	1.993,1	"
1980 - 1981	1.974,3	"
1981 - 1982	1.826,9	"
1982 - 1983	1.926,0	"
1983 - 1984	2.240,0	"
1984 - 1985	2.462,5	"

(Source : Tempo 25/6/83 et Kompas 7/6/84)

#### • La France et l'IGGI

La France a participé, dès le début de la constitution de l'IGGI, dans cette concertation internationale pour aider l'Indonésie, même si le montant d'aide de chaque année ne représentait que 2% à 5% de la totalité de l'aide annuelle.

Exemple : pour l'année 1984-1985 la France a accordé 51 millions de dollars US de la totalité d'aides de 2.400 millions de dollars US, soit environ 2% (Kompas, 6/6/84). Pour la même année (1984-1985), les aides provenant d'autres pays et d'autres organisations internationales sont :

Japon	371	millions de dollars US
Etats-Unis	115	"
Hollande	53	"
RFA	37	"
Italie	30	"
( France	51	" )
Canada	31	"

Royaume Uni	5,9	millions de dollars US
Suisse	4,1	"

(Kompas, 7/6/84)

De la part des **organisation internationales**, les aides reçues par l'Indonésie pour l'année 1984-1985 sont :

Banque Mondiale	1.200	millions de dollars US
Banque Asiatique de Développement	500	"
la CEE	14	"
Programme des Nations-Unies pour le Développement	38	"
UNICEF	12,4	"

(Kompas, 7/6/84)

#### • La COFACE et le financement d'exportations

L'aide gouvernementale française s'est concrétisée depuis 1968 par la signature des protocoles. Ces crédits sont consentis suivant la formule classique, moitié sous forme de prêts au Trésor, moitié sous forme de crédits bancaires garantis par la **COFACE** (Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur). Ils portent en partie sur le financement d'exportations françaises de biens de consommation et de biens d'équipement léger, en partie sur le financement d'exportations de biens d'équipement lourd, d'ensembles industriels :

Electricité, travaux publics, santé, communications aériennes et maritimes, traitement d'eau, ont été les principaux secteurs concernés par cette aide.

L'aide étrangère représentait, depuis plus de 15 ans, une source primordiale pour le développement économique d'Indonésie. **Elle sera toujours très importante dans les années à venir.**

La part de l'aide étrangère pour les recettes budgétaires représentait 21,2% pour l'exercice 1983-1984, elle augmentait légèrement à 21,5% pour l'exercice 1984-1985 et diminuait à 19% pour l'exercice 1985-1986.

(Source : Kompas, 8 Janvier 1985)

## LA PRESENCE FRANCAISE

---

La présence française en Indonésie, qui était très faible au début des années 70, est devenue graduellement plus importante à partir du milieu de cette décennie. Le projet de la construction de l'aéroport de Jakarta (CENKARENG) réalisé par la France (2.500 millions de francs) **et les activités de nombreuses entreprises françaises** ont énormément contribué à la croissance de ce développement. Elles sont parmi d'autres (d'environ 150 entreprises) :

Spie - Batignolles	Coyne et Bellier	Soletanche
Rhône Poulenc	C.G.G.	Saupiquet
Club Méditerranée	Thomson CSF	Sofrelec
Sofitel	Elf Aquitaine	Dumez
Schlumberger	C.G.E Alsthom	GIE Airbus
Colas	Degremont	Merlin Gerin
SAE	CIT Alcatel	Sofretu
Aéroport de Paris	SERETE	
Cables de Lyon	Polysius	
TOTAL / CFP	LURGI France	

(voir la liste plus complète en Annexe)

### **Le renforcement de la présence française**

La présence française en Indonésie, bien que croissant lentement et graduellement est encore trop limitée face à l'ampleur de possibilités de conquérir le marché de ce pays et face à la concurrence d'autres pays comme le Japon, les U.S.A., la Hollande, l'Allemagne.

**Plus de 150 entreprises et organismes français** ont déjà des contacts avec l'Indonésie, directement ou indirectement, occasionnel ou permanents.

.../..

L'Ambassade de France à Jakarta est active et son Service économique et Commercial a bien rempli sa mission. Le CCF (Centre Culturel Français) et **l'Alliance Française** ont beaucoup de succès à Jakarta, Bandoung, Jogya, Surabara, etc...

Ceci étant dit, il reste néanmoins le fait qu'il est impératif de lancer des actions, de plus en plus concertées de la part des **pouvoirs publics français, les entreprises françaises, et les organisations non-gouvernementales (ONG)** pour créer des structures plus ou moins permanentes (en Indonésie et en France), avec le but de faciliter les contacts divers, de consolider les relations et d'assurer l'approvisionnement de renseignements fiables, et à jour, sur l'Indonésie.

#### . Les documentations sur l'Indonésie

Il y a en France divers endroits où on peut trouver des documentations sur les problèmes économiques, industriels et commerciaux de l'Indonésie, c'est à dire :

- le C.F.C.E. (Comité Français du Commerce Extérieur)
- l'Ambassade d'Indonésie
- le Bureau du B.K.P.M. (Centre indonésien pour la promotion des investissements)
- le Ministère du Commerce Extérieur et Redéploiement Industriel
- le Ministère des Relations Extérieures
- le C.N.R.S. - le C.N.P.F.
- l'ORSTOM.
- les services de documentation des grandes entreprises
- certaines université
- ACTIM

Mais, dans plusieurs cas, il n'est pas très facile pour le grand public d'avoir un accès à ces documentations, ou bien, les documentations ou les dossiers ne sont pas très récents, dans certains cas, souvent trop limités.

.../..

### . Les associations et les groupes de contacts

Depuis des années, des idées ont été lancées pour renforcer ou activer davantage **l'Association France-Indonésie** à Jakarta. Le renforcement de cette association, en la dotant de personnels et d'un budget approprié, serait un programme très urgent pour la France. Cette association pourrait devenir une arme très efficace et "souple" pour la France, qui pourrait l'utiliser comme un outil complémentaire (en dehors de l'Ambassade et des bureaux de représentation des entreprises françaises à Jakarta).

Le Japon et la RFA ont réussi à constituer ce genre d'associations à Jakarta, qui sont très puissantes, et qui peuvent être un forum de contacts directs et un réseau de renseignements utiles pour les entreprises.

A Paris, le groupe parlementaire de l'Assemblée Nationale sur l'Indonésie existe depuis plusieurs années. Ce groupe, qui se constitue "**Groupe d'amitié France -Indonésie**" est présidé (pour la période de 1981-1986) par M. Charles Josselin.

En Janvier 1985, une mission parlementaire de ce groupe d'amitié s'est rendu en Indonésie.

La visite de cette mission, les contacts directs avec les personnalités indonésiennes de milieux divers, sera une démarche pour connaître les réalités de ce pays actuellement et ses perspectives dans l'avenir.

### . Les visites des personnalités

Les visites des personnalités des deux pays dans les années passées ont beaucoup contribué à la consolidation des relations et à la compréhension réciproque des problèmes existants dans les deux pays. Ci-dessous une liste **d'une partie** de ces visites :

#### **En Indonésie**

- M. LIGOT, Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique (aôut 1976)
- Mme SAUNIER-SEITE, Secrétaire d'Etat aux Universités (octobre 1976)
- M. ROSSI, Ministre du Commerce Extérieur (mars 1977)
- M. CAVAILLE, Secrétaire d'Etat aux Transports (septembre 1977)
- M. de GUIRINGAUD, Ministre des Affaires Etrangères (8-10 Sept 1978)

- M. AIGRAIN, Secrétaire d'Etat à la Recherche (mai 1978)
- M. FOUCHIER, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture (octobre 1979)
- M. MONORY, Ministre de l'Economie (avril 1980)
- M. STOLERU, Secr. Gen. aux Travailleurs manuels et immigrés  
(août 1980)
- M. DEBRAY, (février 1982)
- M. MEXANDEAU, Ministre des P.T.T. (3-5 mars 1982)
- M. CHEVENEMENT, Ministre d'Etat, Ministre de la Recherche  
et de la Technologie (4-11 avril 1982)
- M. JOBERT, Ministre d'Etat, Ministre du Commerce Extérieur  
(5-6 Juillet 1982)
- M. QUILLOT, Ministre de l'Urbanisme et du Logement  
(7-10 octobre 1982)
- M. CHEYSSON, Ministre des Relations Extérieures  
(17-19 novembre 1983)
- Mme CRESSON, Ministre du Commerce Extérieur  
(Février et Juillet 1984)
- M. ESTIER, Assemblée Nationale (début 1982)
- M. Christian GOUX, Assemblée Nationale (1984)

### En France

- Président SUHARTO 1972
- M. Adam MALIK, Ministre des Affaires Etrangères (avril 1976)
- M. Radius PRAWIRO, Ministre du Commerce (juin 1976)
- M. HABIBIE, Ministre d'Etat -Recherche et Technologie (Juin 1978)
- M. Abdul GAFUR, Secrétaire d'Etat à la Jeunesse (mars 1979)
- M. HABIBIE (Juin 1979)
- M. SUBROTO, Ministre des Mines et de l'Energie (Septembre 1979)
- M. HABIBIE (Mars 1980)
- M. SOEMARLIN, Ministre des Réformes administratives et Président  
du Plan (juin 1980)
- M. HABIBIE, (juin 1981)
- M. Mochtar KUSUMAATMADJA, Ministre des Affaires Etrangères  
(Juillet 1981)
- M. Radius PRAWIRO, Ministre du Commerce et des Coopératives  
(Septembre 1981)
- M. SUBROTO, Ministre des Mines et de l'Energie (Mars 1982)  
et (Juin 1983)
- Général YUSUF, Ministre de la Défense (avril 1982)
- M. HABIBIE, (Juin 1983)
- Général Russin NURYADIN, Ministre des Communications (Juin 1983)

## LES BANQUES FRANCAISES EN INDONESIE

---

Malgré la croissance des relations économiques entre la France et l'Indonésie, jusqu'en 1984, il n'y a aucune succursale ou agence de banques françaises dans ce pays. Le gouvernement avait autorisé en 1968 l'implantation de succursales de banques étrangères en Indonésie, mais en 1970, cette autorisation a été supprimée. Le gouvernement estimant que le nombre de banques étrangères existantes était suffisant, refuse depuis toute nouvelle délivrance de licence.

Ainsi, les banques françaises n'opèrent en Indonésie qu'au travers de leurs bureaux de représentation.

### • Le rôle et les activités des bureaux

Actuellement, en 1984, il y a une **dizaine de bureaux de représentation de banques françaises** à Jakarta, qui n'ont pas un statut de filiale (ou d'agence) à part entière. De ce fait leurs activités sont limitées. Malgré cela, **la présence de ces bureaux est très importante pour la France**. Ils prennent des contacts, suivent la situation locale de près, donnent des conseils aux entreprises françaises. Dans beaucoup de cas ces bureaux de représentation peuvent recueillir l'information sur la réglementation indonésienne, orienter les démarches, ménager des contacts avec les autorités indonésiennes et les sociétés locales, jouer un rôle de liaison entre les interlocuteurs indonésiens et français, informer sur les financements possibles pour les importations et les exportations en Indonésie.

Parmi les banques françaises représentées à Jakarta il y a :

- 1 - Banque Française du Commerce Extérieur (BFCC)
- 2 - Banque Louis Dreyfus
- 3 - Banque Nationale de Paris (BNP)
- 4 - Banque de l'Union Européenne (BUE)
- 5 - Banque de Paris et des Pays Bas
- 6 - Clipan Leasing Corporation
- 7 - Crédit Commercial de France (CCF)
- 8 - Crédit Lyonnais
- 9 - European Asian Bank

- 10 - Indosuez
- 11 - Pan Indonesia Bank
- 12 - Société Générale

Nombre de banques françaises travaillent actuellement en association avec des banques locales. Ce mode d'association avec les banques locales facilite beaucoup de choses.

• Les banques étrangères

Les banques étrangères autorisées à opérer à Jakarta sont, en 1984, au nombre de 10. Leurs **transactions sont limitées à la région de Jakarta**, sauf quand elles participent à des opérations conjointes avec des banques nationales.

Les banques étrangères sont :

- 1 - Algemeene Bank Nederland
- 2 - American Express
- 3 - Bangkok Bank
- 4 - Bank of America
- 5 - Bank of Tokio
- 6 - Chartered Bank
- 7 - Citybank
- 8 - Chase Manhattan Bank
- 9 - Hongkong and Shanghai Bank .
- 10 - Bank of India

## LES CREDITS A L'EXPORTATION FRANCAISE POUR L'INDONESIE

---

Les crédits à l'exportation en Indonésie accordés par la France ont constitué un facteur décisif, dans les années précédentes, pour resserrer les liens économiques entre les deux pays.

Le montant cumulé de ces crédits montre clairement la volonté du **gouvernement français de placer l'Indonésie en pays prioritaire.**

Les engagements français en matière de crédits à l'exportation en Indonésie, totalisaient au 15 Décembre 1982, 13 Milliards de francs, soit environ 5% de la totalité des crédits à l'exportation français dans le monde.

En 1984, ces crédits se montent à plus de 20 Milliards de francs.

### **• Les crédits à long terme pour le secteur public**

Environ 80% des crédits français accordés à l'Indonésie, représentent des prêts à long terme dont les échéances sont supérieures à sept ans. Le reste sont des crédits à moyen terme venant à échéance au bout de sept ans.

Le paiement des versements et intérêts n'intervenant pas avant la mise en exploitation des entreprises en Indonésie (généalement un à quatre ans après la signature du contrat de crédit), l'échéance réelle des crédits à moyen terme se situe en moyenne entre 6 et 10 ans pour les crédits à moyen terme et entre 9 et 14 ans pour les crédits à long terme.

**Les crédits à long terme touchent presque exclusivement les projets du secteur public**, y compris ceux qui sont gérés par des entreprises d'Etat, tandis que les crédits à l'exportation à moyen terme concernent le secteur privé.

### . Le financement de projets importants

Les crédits français à l'exportation ont favorisé le financement de plusieurs projets importants en Indonésie :

- 255, 65 millions de francs pour la triple unité de super-phosphate (TSP) de l'entreprise du secteur public **Petrokimia Gresik**, Java-Est en 1975, et un nouveau crédit de 361 millions de francs pour l'expansion de TSP en 1981. Les deux constructions ont été réalisées par **Spie-Batignolles**.
- 720,46 millions de francs pour une usine de méthanol dans l'île **Bunyu**, au large de la côte de Kalimantan Est, qui est construite par **Lurgi Kohle** d'Allemagne Fédérale et **Lurgi S.A.** de France.
- 60 millions de francs pour une usine d'aromates dans Sumatra Sud, qui est construite par **Thyssen** (RFA) et **Kellogg** (USA). L'unité cyclohexane du projet utilisera les procédés technologiques mis au point par l'**Institut Français des Pétroles**.
- 1,05 milliard de francs pour une fabrique de papier journal à **Lécès** Java Est, qui est construite par **Technip S.A.** (France) et **Continho Caro et Co** (RFA).
- 890 millions de francs pour le nouvel aéroport international de Jakarta à Cengkareng, Java-Ouest, construit pour un consortium de sociétés françaises dirigé par **Sainrapt et Brice**.
- 452 millions de francs pour l'achat de 9 Airbus pour la Compagnie aérienne indonésienne GARUDA Indonesian Airways.
- 750 millions de francs pour la Centrale électrique de **Bukit Asam** alimentée au charbon, et pour un réseau de câbles sous-marins coaxiaux à large bande entre l'Indonésie et Singapour.

(voir la liste plus loin...)

### . Le second bailleur de crédits

Par rapport aux autres pays d'Europe, les crédits à l'exportation accordés par la France à l'Indonésie sont déjà plus importants. La France est le second bailleur de crédits à l'exportation à l'Indonésie devant la RFA, et même devant les USA, mais cependant loin derrière le Japon.

**L'offensive japonaise** est très poussée dans ce domaine en Indonésie. A la fin de 1983 la totalité de crédits japonais accordés à ce pays se montait à 1.320 milliards de Yen (5,5 milliards de dollars US, ou plus de 45 milliards de francs). Ainsi le Japon est le plus grand fournisseur de crédits à l'Indonésie.

(Source : Look Japan, 10.9.84)

## DOMINATION JAPONAISE DANS L'ECONOMIE

---

Dans le paysage économique indonésien, il est facile de constater la forte présence japonaise, et cela était clair depuis plus de 15 ans (en 1984). Cette présence, si massive et si agressive, depuis 1967, a suscité des inquiétudes, quelquefois des colères. En 1974, les étudiants indonésiens ont monté des manifestations anti-japonaises durant la visite du Premier Ministre Japonais **Tanaka**. Ces manifestations, très violentes, ont servi d'avertissements aux gouvernements et aux entreprises japonaises.

Depuis, en tirant des leçons de ces événements de 1974, le gouvernement et les entreprises japonaises ont agi avec prudence dans leurs efforts continuels et toujours grandissants, pour conquérir le marché indonésien.

### • Mesures pour l'amélioration des relations

En Septembre 1984, une mission parlementaire japonaise qui a visité l'Indonésie, a déclaré que les événements de 1974 ne se reproduiraient jamais, parce que le climat de relations entre les deux pays est très bon. Un représentant de l'ambassade du Japon à Jakarta a souligné que le gouvernement japonais **a pris des mesures pour l'amélioration de relations** avec l'Indonésie, en sélectionnant plus sévèrement les entreprises qui voudraient opérer en Indonésie et en donnant des conseils.

Des programmes ont été établis par le Japon pour promouvoir le renforcement de la compréhension mutuelle et l'amitié, entre autres, par les échanges d'étudiants et stagiaires et des programmes pour les jeunes (Kompas, 4 et 5 Sept 1984).

### • La pénétration des capitaux japonais

Le marché indonésien est une cible très importante à viser pour le Japon. Le Japon a "recommencé" sa pénétration en Indonésie, à petits pas, mais dans un effort continu, **depuis les années 1950**, après la signature des accords sur la recompensation de guerre conclue par la Conférence de Paix à San Francisco (1951).

**La pénétration des capitaux japonais** était devenu plus massive depuis 1967. Les investissements japonais en Indonésie se montent, entre 1967-1983, à 4,9 milliards de dollars US dans 237 projets. Environ 70% de cette somme sont investis dans l'industrie manufacturière : **textile, chimique, électronique, machinerie, agro-alimentaire, automatismes, pharmacie**, dont les usines se trouvent partout. Cela est très supérieur par rapport aux investissements américains ou à ceux des pays de l'Europe (Kompas, 4 Sept. 1984).

- **Le plus grand client de l'Indonésie**

La totalité des investissements américains se monte à 1,2 milliard de dollars US dans 114 projets, c'est à dire dans les domaines : mines, pétrole et gaz, pharmacie, financier.

**Les investissements européens** sont de l'ordre de 2,7 milliards de dollars US dans 180 projets qui englobent les secteurs : agrobusiness (plantations), pharmacie, industrie alimentaire, hôtelière (source BKPM, Kompas 4/9/1984).

**La totalité des investissements français** ne représente que 67 millions de dollars US, dans 13 projets, plaçant la France au 17ème rang des investissements étrangers (mis à part les investissements de TOTAL Indonésie).

Dans les échanges extérieurs, le **Japon est le plus grand client de l'Indonésie**. En 1982, les exportations indonésiennes vers le Japon étaient de l'ordre de 111,9 milliards de dollars US, représentant plus de 50% de la totalité des exportations indonésiennes. D'autre part, les importations japonaises provenant d'Indonésie, pour la même période de 1982, étaient 120,3 milliards de dollars US, ne représentant que 9,8% de la totalité des importations japonaises (Kompas, 5/9/84).

## LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

---

Le gouvernement indonésien continue, jusqu'à maintenant, à inciter les capitaux étrangers à venir investir en Indonésie. Dans ce but, le gouvernement appelle la décennie 80 "**la décennie d'opportunité**" pour les capitaux étrangers. La raison avancée est que l'Indonésie est un pays ayant une stabilité politique assez solide, une richesse abondante, une croissance de PNB assez bonne, et des salaires très bas pour les ouvriers.

Pendant les années qui s'échelonnent de **1967 à 1980**, l'Indonésie a connu l'arrivée massive des investissements étrangers. La situation générale du pays et la politique du gouvernement avaient favorisé cette évolution. A cette époque, surtout entre 1967-1975, il n'y avait pas beaucoup d'industries en Indonésie et ce vide exerçait un grand attrait sur beaucoup d'entreprises étrangères, particulièrement le Japon, Hong Kong et les Etats-Unis.

### • Les investissements étrangers entre 1967-1983

Selon les sources gouvernementales indonésiennes (BKPM) jusqu'à la fin de 1983, les investissements étrangers cumulés (entre 1967-1983) sont :

## LES INVESTISSEMENTS FRANCAIS EN INDONESIE

L'Indonésie se situe dans la **zone d'influence économique** du Japon, des Etats-Unis, de l'Australie, de Hong-Kong (et, dans un avenir encore lointain, de la Chine Populaire). Malgré tout cela, il y a encore un grand espoir pour que la France puisse renforcer sa présence par l'augmentation de ses investissements dans ce pays. Les belles réussites de **TOTALINDONESIE, Rhône-Poulenc** (par l'intermédiaire de sa filiale **PT Rhodia**), **Spie-Batignolles** (par la filiale **PT CITRA**), du Groupe **C.G.E.** (par l'**UNELEC** Indonésie) peuvent être un modèle pour les autres entreprises françaises, malgré l'existence de nombre de difficultés et des problèmes à résoudre sur place.

### • La garantie du gouvernement français

Devant la grande bataille de pénétration en force dans cette région d'influence économique du Japon et des Etats-Unis, il est encourageant de savoir que les pouvoirs publics français ont consenti une somme considérable en matière de financement (**par le biais de protocoles spéciaux** ou d'autres formes).

Grâce à la garantie du gouvernement français, de grands contrats ont été signés entre Paris et Jakarta, aux termes desquels Paris a accordé des crédits annuels dépassant un milliard de francs. Ceci a apporté une grande contribution à l'amélioration et au renforcement de la coopération économique entre les deux pays.

Une étude est devenue de plus en plus urgente pour répondre aux questions : pourquoi, malgré les garanties données par le gouvernement français, jusqu'en 1985 la totalité des investissements français en Indonésie, mis à part les investissements de TOTAL INDONESIE (qui sont énormes) ne représente qu'une somme assez faible ?

Si la France envisage dorénavant **de donner à l'Indonésie la priorité** dans ses relations avec la région de l'Asie du Sud-Est - ce qui est une orientation raisonnable - les pouvoirs publics et les entreprises françaises doivent observer de près "les opérations" des allemands et des japonais dans ce pays comme référence.

### • L'Indonésie est loin, mais...

C'est vrai, l'Indonésie est loin de la France. Il est non moins vrai que la présence de la Hollande (pays qui a colonisé cet archipel pendant trois siècles) paraît logique et normal. Mais la présence faible de la France en Indonésie provoque des réflexions quand on observe les investissements des autres pays de l'Europe. Les investissements cumulés (durant 1967-1982) par les autres pays de l'Europe sont :

• la Hollande	551 millions de dollars US	
• la RFA	295	"
• la Grande Bretagne	286	"
• la Suisse	247	"
• la Belgique	93	"
• la France	61	"
• le Danemark	34	"
• l'Italie	18	"

(Les investissements de TOTAL INDONESIE sont exclus de cette liste)

### • L'investissement industriel

L'Indonésie applique une politique protectionniste à l'égard de l'importation d'un grand nombre de biens de consommation et de certains biens d'équipement. L'industriel étranger qui veut pénétrer le marché des secteurs "protégés" doit par conséquent proposer **un investissement industriel**.

L'investissement industriel signifie pour les autorités indonésiennes **l'assurance du transfert des méthodes et des technologies, et la formation de ses hommes**. Pour l'investisseur étranger, l'objectif est la conquête du marché local. Cependant, il doit prendre en considération deux réalités indonésiennes importantes :

- 1) L'Indonésie ne peut servir de base de production pour l'exportation.
- 2) Les exigences du BKPM (Bureau de Coordination d'Investissements).

En effet, les conditions de la production, de par une faible productivité, la structure des taxes, la taille des unités et le coût des transferts de technologie, ne permettent pas aux produits d'être compétitifs à l'exportation, leur prix de revient étant souvent élevé. D'autre part, le BKPM, sélectionne les projets d'investissement étranger selon une liste de secteurs prioritaires. Si le choix de l'investisseur candidat correspond aux projets prioritaires, sa démarche sera bien accueillie.

(source : Indonésie Aujourd'hui, Décembre 1984<sup>o</sup>)

## LE CENTRE DE BATAM

---

Situé à environ 20 km au Sud-est de Singapour, l'île indonésienne de 415 km<sup>2</sup> a déjà été choisie comme site d'investissement par plus de 70 sociétés nationales et étrangères. Le gouvernement indonésien a envisagé **d'en faire un complément de Singapour**, profitable pour les deux pays.

Batam se trouve seulement à 45 minutes par mer et 15 minutes par hélicoptère, du centre commercial et financier de Singapour.

Selon les prévisions, la population de l'île qui est en 1984 de moins de 40.000 habitants, atteindra environ 70.000 d'ici les 20 prochaines années. Pour favoriser la transition entre une île à population clairsemée et l'implantation d'une zone d'activités industrielles, le gouvernement indonésien a confié au Groupe de Planification du Centre de Batam, la mission d'élaborer un plan type du Centre. Les planificateurs ont l'intention de faire du Centre de Batam **"une vitrine de l'urbanisation et du développement commercial indonésien**, offrant au monde une image attrayante et progressiste".

### . Territoire du développement industriel

Le groupe de planification est également chargé d'élaborer une étude analytique fonctionnelle de l'économie, de l'infrastructure, et des services sociaux requis dans le Centre de Batam. Parmi les possibilités intéressantes, l'une porte sur le grand potentiel de développement du Centre de Batam, qui, situé en bordure de mer, peut représenter un pôle d'attraction pour les personnes arrivant de Singapour en hydrofoil ou en bateau.

Dans la mesure où **Singapour** axe de plus en plus son **développement industriel vers les technologies de pointe** et la fabrication de produits à plus-value élevée, les investisseurs étrangers intéressés par l'industrie de main-d'oeuvre commencent à s'intéresser à Batam. L'île offre un vaste territoire pour le développement industriel et des avantages importants au niveau du coût de la main-d'oeuvre. L'accès au vaste marché intérieur indonésien et **la situation géographique** de l'île à proximité des grands axes de navigation internationaux, constituent des avantages supplémentaires. (Source : Indonésie Aujourd'hui, Mars, 1984)

**. Remplacer le rôle de Singapour**

Afin d'accélérer le développement du Centre de Batam **en tant que zone industrielle**, le gouvernement indonésien a adopté des mesures rigoureuses.

A partir de 1985, selon le journal Kompas, l'Indonésie oblige toutes les entreprises étrangères qui signent des contrats avec PERTAMINA à acheminer les biens d'équipements à travers BATAM. Depuis environ il y a 20 ans, les compagnies pétrolières étrangères opérant en Indonésie ont utilisé Singapour comme base de leurs opérations.

En obligeant les compagnies étrangères à stocker leurs matériels à Batam, au lieu de Singapour, le gouvernement indonésien voulait **remplacer le rôle de Singapour au fur et à mesure**. L'Indonésie est convaincue que Batam pourrait, dans l'avenir, devenir un centre commercial et industriel comme Singapour.

(Kompas, 4 Janvier 1985)

Ces mesures ont été précédées par la demande de la part de PERTAMINA aux compagnies pétrolières étrangères de stocker les tuyaux à Batam au lieu de Singapour, et cela depuis 1984.

A partir de Janvier 1985, certains matériels, nécessaires aux opérations de ces compagnies devraient transiter par Batam ou d'autres endroits en Indonésie. Fin Juillet 1985 tous les matériels, même les petits, devraient suivre le même chemin.

(Kompas, 4 Janvier 1985)

## LE ROLE DU PETROLE POUR L'INDONESIE

---

L'archipel indonésien est très riche en pétrole. Ses réserves sont estimées entre 10.000 et 15.000 millions de barils, soit **environ 1,4% des réserves recensées** dans le monde actuellement. Cela signifie qu'au taux d'activité actuel les réserves peuvent être exploitées encore environ pendant 20 ans.

La production de pétrole indonésien en 1984 est 1,3 millions de barils par jour. C'est ainsi que l'Indonésie se place tout au bas de la liste des producteurs mondiaux de pétrole, après les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Venezuela, Koweït, la Libye, le Nigeria, l'Irak. L'Indonésie est, en 1983, **le dixième grand exportateur mondial de pétrole** (avec 490 millions de barils), et occupe **le quatrième rang dans l'OPEP**.

### • Contrats de partage de production

Actuellement, trente huit compagnies pétrolières étrangères opèrent dans plusieurs régions d'Indonésie, parmi lesquelles 14 sont déjà en production et 24 en exploration. Les contrats de partage de production ( "**production sharing**") passés par l'Etat avec elles couvrent plus du quart de la superficie totale du pays. Par ordre d'importance les **américains et les français (TOTAL) sont les premiers investisseurs**, suivi de près par les Japonais.

La plupart des contrats de partage de production sont basés sur le ratio de répartition de bénéfices de 85% pour l'Etat indonésien et de 15% pour la compagnie.

### • L'Importance du pétrole dans l'économie

On estime que **65% des revenus** de l'Etat proviennent du pétrole et qu'environ **70% de ses profits en devises étrangères** proviennent des exportations pétrolières. Cela veut dire que l'économie indonésienne dépend largement et lourdement du pétrole. La baisse de prix de pétrole dans le marché mondial en 1983 entraînait la décision du gouvernement de suspendre beaucoup de grands projets.

### . Vers le Japon et les Etats-Unis

Environ 60% du pétrole indonésien est **exporté vers le Japon et 20% aux Etats-Unis**, qui prouve l'importance économique (et indirectement politique aussi) entre ces deux pays et l'Indonésie. Des contrats à long-terme ont été signés, selon lesquels l'Indonésie fournira le Japon en pétrole et en gaz naturel liquide (pour le gaz naturel liquide, les contrats **ont été signés pour 20 ans**).

### . L'argent pour la recherche du pétrole et du gaz

Parmi les 40 champs pétrolifères découverts, il n'y en a que 25% qui soient déjà en production, c'est à dire 11 champs . En 1980, le nombre des puits explorés était de 197, en 1981 de 244 puits, en 1982 de 238 puits, en 1983 de 264 puits. Dans les années passées, on a consacré une importante somme d'argent **à la recherche du pétrole**. Le budget de développement de la prospection était de 1 milliard de dollars américains en 1980, 1,13 milliard en 1982, et environ la même somme en 1983 (1,17 milliard de dollars). Le gouvernement indonésien encourage toujours les explorations, les forages et la production du pétrole. Récemment, **l'exploration et l'exploitation du gaz** est intensifiée.

L'Indonésie possède actuellement 9 raffineries de capacités différentes. Parmi elles : la raffinerie d'ARUN, CILACAP, BONTANG (LNG), PLAJU, DUMAI, BUNYU, BALIKPAPAN, SUNGAI GERONG, PANGKALAN BRANDAN.

Dans le domaine des raffineries, la place des compagnies américaines est très importante, suivie par le Japon. La France doit produire un effort sérieux pour combler cet écart .

### . La rentrée de devises

Dans les années à venir, le pétrole -et le gaz- **resteront toujours très importants** pour l'économie indonésienne, malgré les efforts du gouvernement de promouvoir les exportations non-pétrolières. En 1984/1985 la rentrée de devises estimée à 19,8 milliards de dollars américains, environ 13,8 milliards (69,6%) proviendront du secteur du pétrole et du gaz. **Tandis qu'en 1988/1989**, l'estimation d'une rentrée de devises de 31,1 milliards de dollars, permet encore d'estimer à environ 20,3 milliards de dollars (**65,2%**) les exportations du pétrole et du gaz.

Durant les 5 dernières années, le chiffre moyen annuel des techniciens et des experts étrangers travaillant dans les compagnies de pétrole en Indonésie est de 1.225 personnes parmi lesquelles environ 100 à 150 personnes (la quasi totalité sont des français) sont embauchées par TOTAL INDONESIE.

**• Deuxième producteur de pétrole d'Extrême-Orient**

L'Indonésie est **en 1983 le 12ème producteur** mondial de pétrole, avec 65 millions de tonnes de brut (**5% de la production de l'OPEP**). Elle est le 2ème producteur de pétrole d'Extrême-Orient, derrière la Chine.

Le pétrole occupe la première place dans le PNB indonésien, avec environ 6 milliards de dollars de recettes en 1983. Les revenus du gaz naturel liquéfié se sont élevés à 2,2 milliards de dollars pour 1983.

La part du pétrole et du gaz atteignait pour des raisons de nécessité budgétaire évidentes encore 66% des recettes budgétaires pour l'exercice 1983-1984. En 1983, les hydrocarbures ont représenté **80% en valeur des exportations totales** (Source : Le dossier de Total, Octobre 1984).

Les réussites des recherches et des explorations de gisements de pétrole en Indonésie continuent à attirer beaucoup d'entreprises étrangères dans ce pays. Les possibilités de découvertes et d'explorations des champs sont assez prometteuses. Le tableau suivant indique les chiffres des gisements de pétrole et de gaz naturel découverts durant les 5 années passées

1979	50 champs
1980	86 champs
1981	111 champs
1982	120 champs
1983	114 champs

(Source : Ministère des Mines et de l'Energie)

**• Diminution progressive des recettes**

Ces dernières années, la part du pétrole et du gaz a progressivement diminuée dans les recettes budgétaires, bien qu'étant toujours très importante.

Elle représentait **66%** des recettes budgétaires pour l'exercice 1983-1984, puis **64%** pour l'exercice 1984-1985 et environ **60%** pour l'exercice 1985-1986.

A1

Cependant la part du secteur non-pétrolier dans les recettes budgétaires a progressivement augmenté.

Elle représentait **34%** des recettes budgétaires pour l'exercice 1983-1984, puis **36%** pour l'exercice 1984-1985, et environ **40%** pour l'exercice 1985-1986.

(Source : Kompas, 8 Janvier 1985)

**TABLEAU DE LA PRODUCTION DE PETROLE BRUT**

Année	PERTAMINA (en milliers de barrils)	Contrats de Production	Partage Production	TOTAL
1971	32.164	285.797	7.112	325.648
1972	30.960	330.999	33.232	395.560
1973	36.617	375.332	76.157	488.537
1974	40.143	348.493	112.840	501.838
1975	32.590	316.712	127.247	476.855
1976	31.334	319.207	199.509	550.319
1977	30.705	307.384	276.749	615.123
1978	31.271	289.469	275.763	596.698
1979	30.315	278.715	271.204	580.447
1980	29.886	271.948	274.971	577.010
1981	29.514	270.455	284.693	584.838
1982	27.353	190.564	270.054	488.166
1983	27.443	223.968	238.839	490.483

(Source : Ministère des Mines et de l'Energie)

## LA PRESENCE DE TOTAL INDONESIE

---

La présence de TOTAL INDONESIE avec ses belles réussites en Indonésie a apporté beaucoup de contribution à la présence française dans ce pays. Actuellement, TOTAL INDONESIE est en train de développer davantage ses opérations, en dépit des problèmes et des difficultés rencontrées.

Sans doute, la présence de TOTAL INDONESIE peut être considérée comme **une tête de pont pour le rayonnement de l'influence économique française** dans l'Asie du Sud-Est et même au-delà (vers l'Australie et le Bassin du Pacifique).

Avant 1968, les missions de la **Compagnie Française des Pétroles** avaient étudié et négocié avec les autorités indonésiennes sur les possibilités pour la CFP de participer aux efforts du gouvernement pour explorer et exploiter les réserves pétrolières. Ces négociations ont abouti par l'obtention de droits miniers à SUMATRA (Djambi) en 1968. Depuis lors, TOTAL INDONESIE est créé en **tant que filiale à 100%** de la CFP.

### • Les grandes découvertes en 1972 et 1974.

Les diverses équipes de TOTAL INDONESIE ont beaucoup d'expériences de contacts (et pas mal de problèmes) avec leurs interlocuteurs indonésiens depuis la naissance de cette compagnie. Avec la coopération de nombre d'entreprises françaises TOTAL INDONESIE a travaillé patiemment et avec persévérance à l'exploration pendant des années. Ces efforts ont été couronnés d'une grande réussite tout d'abord par la découverte, **en 1972, des champs pétroliers de BEKAPAI à KALIMANTAN**, puis des champs de **HANDIL en 1974**, également à KALIMANTAN.

### • Le porte drapeau tricolore

TOTAL INDONESIE qui est **le deuxième producteur de pétrole** dans cette région représente le porte-drapeau Tricolore, pas seulement en Indonésie mais en Asie du Sud-Est également. Cette société française a contribué beaucoup à l'Etat indonésien par la rentrée de devises étrangères, et la somme versée vers Paris en forme de dividendes n'est pas négligeable. **La production annuelle** de TOTAL INDONESIE était de **plus de 8 millions** de tonnes de pétrole brut en 1982 et 1983.

4/67

Pour ses opérations dans cette région, TOTAL INDONESIE a , pendant plus de 15 ans, **entraîné d'autres entreprises françaises** à travailler en Indonésie pour participer aux travaux. Cette pratique a suscité beaucoup d'intérêt de la part des entreprises françaises. Le volume du chiffre d'affaires ainsi réalisé est loin d'être négligeable chaque année.

#### . Les réserves de gaz naturel

Avec les découvertes des **réserves énormes de gaz naturel** dans ce pays, d'autres perspectives sont ouvertes pour l'Etat indonésien et les entreprises étrangères, y compris les entreprises françaises.

Les Japonais et les Américains sont très actifs, même "agressifs", **dans la course** pour tirer le maximum possible de l'exploration et de l'exploitation de cette richesse. Dans cette course, TOTAL INDONESIE ne doit pas être en retard. Car, dans ce domaine il y a encore beaucoup à faire.

#### . Les opérations continuent

Malgré certaines difficultés à surmonter sur place, TOTAL INDONESIE continue à développer ses activités dans plusieurs domaines. Elle a obtenu un permis d'exploration sur une zone encore vierge de **MELAWI (Kalimantan) en 1983**. Elle continue les travaux d'exploration (études sismiques, ou forages) autour de **NATUNA**.

Les opérations de TOTAL sur la zone de **MAHAKAN (Kalimantan)** restent toujours les plus prometteuses, avec les découvertes importantes de gaz à **TAMBORA-KELAMBU** et **TENU-PARANGAT**, et plus récemment sur **PECIKO**. L'ordre de grandeur du potentiel de l'ensemble de ces nouvelles découvertes est estimé entre 100 et 300 milliards de mètres cubes de gaz récupérables, c'est à dire **comparable aux réserves du champ de FRIGG** en Mer du Nord . (Source : Le dossier de Total, Octobre 1984)

. Une bonne affaire pour CFP

Depuis 1968, Total Indonésie (CFP) a **investi plus de 1,2 milliard de dollars** dans ce pays. Pour la CFP, l'Indonésie reste une bonne affaire depuis 1974, environ 2 milliards de francs ont été rapatriés en France et TOTAL INDONESIE devrait afficher **un résultat positif** de l'ordre de 90 millions de dollars pour 1983 ( Le Nouvel Economiste 12/3/84)

Malgré les fluctuations de marché du pétrole et du gaz dans le monde, les perspectives d'activités de TOTAL INDONESIE sont toujours bonnes.

. Programme "d'indonésianisation"

Etant placé au deuxième rang des compagnies étrangères opérant en Indonésie, derrière Caltex, TOTAL INDONESIE est bien vu par les autorités indonésiennes, grâce aux mesures adoptées par cette compagnie à l'égard des personnels et grâce aux bons rapports avec la société indonésienne.

TOTAL INDONESIE exécute **le programme d'indonésianisation** souhaité par le gouvernement. Il n'y a plus que 136 expatriés pour 1.495 indonésiens, alors que, en 1976, les Français représentaient près du tiers des effectifs (Le Nouvel Economiste 12/3/84).

## PERTAMINA ET LE PETROLE INDONESIEN

---

Pour travailler en Indonésie dans le secteur du pétrole, les entreprises étrangères sont obligées de prendre contact, de négocier et de coopérer avec **l'entreprise d'Etat indonésienne PERTAMINA**.

TOTAL INDONESIE et ELF AQUITAINE, qui ont établi une importante filiale dans ce pays, ont noué des relations très étroites avec les responsables de PERTAMINA de différents niveaux. Ainsi que les autres entreprises françaises qui ont travaillé en Indonésie dans le secteur du pétrole, comme **la Compagnie Générale de Géophysique (C.G.G), Flopetrol, Schlumberger**, et autres, même si leurs relations sont relativement à moindre degré dans son intensité et souvent indirectement.

### • Droits exclusifs d'exploitation

La société d'Etat PERTAMINA a **reçu des droits exclusifs d'exploitation** dans le domaine des hydrocarbures : production, transport, raffinage, développement et distribution. C'est à dire, que l'exploitation pétrolière **est un monopole d'Etat** dont l'exploitation est confiée à PERTAMINA. Cette compagnie d'Etat agit également en tant qu'agent du Gouvernement en arrangeant les contrats avec les entreprises étrangères et les opérations pétrolières.

PERTAMINA était fondée en 1968 en unissant deux compagnies d'Etat existant précédemment. Elle se trouvait, jusqu'en 1971 sous le contrôle du Ministère des Mines, mais depuis elle est supervisée par un Conseil de Surveillance d'Etat.

### • La plus grande société

Avec plus de 42.000 travailleurs, la PERTAMINA **constitue la société industrielle la plus grande** en Indonésie. Au début, elle était dirigée par le Général IBNU SUTOWO et plus tard successivement par le Major Général Piet JARJOND, le Major Général JUDO SUMBONO, et depuis Juin 1984 par le Major Général ABDUL RACHMAN RAMLY.

La PERTAMINA qui s'est chargée de fournir à l'état indonésien **la plus grande partie de devises étrangères** a connu beaucoup de problèmes dans le passé.

Elle s'est trouvée en situation de faillite en 1978, mais le gouvernement indonésien est intervenu pour garantir les paiements et négocier un moratoire avec les créanciers étrangers.

• Rapport de 85/15 de production

Depuis la fin de 1977, la PERTAMINA s'est engagée dans de nombreux contrats (**environ 120 contrats jusqu'en 1984**) dans le domaine de l'exploration et de la production avec des sociétés pétrolières étrangères en vue de réduire ses propres risques de financement d'exploration. Les contrats de partage de production prévoient que les entreprises étrangères opérant en Indonésie supportent tous les débours pour le compte de PERTAMINA **qui reste propriétaire** de tous les investissements. Après déduction de ces frais, le solde de la production est partagé dans un rapport qui est maintenant voisin de 85/15 au profit de PERTAMINA (qui était 50/50 au début).

La PERTAMINA **explore, fore** et **exploite** ses propres gisements. De plus, elle raffine du brut et distribue dans le pays les produits pétroliers. Elle possède également une branche pétrochimique ainsi que des installations de liquéfaction de gaz naturel.

## LES PERSPECTIVES D'ELF AQUITAINE EN INDONESIE

---

Les recherches de pétrole dans ce grand archipel, depuis 1966/1967, ont entraîné beaucoup d'entreprises étrangères à opérer en Indonésie. Jusqu'en Décembre 1983, environ 112 contrats de partage de production ont été conclus entre les entreprises étrangères et le gouvernement indonésien (voir le PERTAMINA), parmi lesquels 37 contrats **sont terminés ou expirés.**

En 1984 la totalité des contrats de partage de production et autres formes de contrats s'élève à 79 (dont 63 en partage de production, 11 en "joint-production", 3 en "work-contract" et 2 en "technical assistance")

Ces contrats ci-dessus mentionnés s'engagent à explorer et exploiter les vastes réserves de pétrole de ce pays, estimées par les indonésiens à environ **50.000 millions de barils** (10.000 à 15.000 millions de baril prouvés).

### • Les opérations d'ELF-AQUITAINE

A part "TOTAL INDONESIE", la société français ELF AQUITAINE est également active en Indonésie depuis 1972. Depuis des années jusqu'en 1980, ELF AQUITAINE a travaillé à **Kalimantan Sud-Est** et **Sumatra-Nord** pour les **explorations off-shore**. Malgré des résultats pas très positifs dans cette région, Elf Aquitaine a continué ses activités en Indonésie, sur la conviction que ses efforts dans ce pays aboutiront à des résultats très fructueux.

En 1982, Elf Aquitaine a signé deux contrats de partage de production pour l'exploration dans les régions de **MARUWAI** et **RITAN** ( à Kalimantan -Centre Est)

En Juillet 1983, un autre contrat a été signé, par la même compagnie pour l'exploration de pétrole (on-shore, également) dans la région de **MELAWI** (Kalimantan- Centre Ouest)

### . Les conditions de contrats

Le contrat pour l'exploration de la région de MELAWI-Est couvre une zone d'exploitation terrestre de 8.920 km<sup>2</sup>. Elf-Aquitaine partagera avec PERTAMINA la production éventuelle des zones sous contrat sur la base du rapport **85/15** en faveur de la compagnie pétrolière d'Etat ; **le gaz naturel** doit être partagé sur la base du rapport **70/30** en faveur de Pertamina.

Le contrat prévoit en outre que la compagnie partagera avec PERTAMINA les coûts de production et la production éventuelle sur la base du rapport 70/30 en faveur de PERTAMINA, après quoi la part du contractant sera divisée sur la base du rapport 85/15.

Elf-Aquitaine **dépensera un minimum de 25 millions de dollars** pour l'exploration pendant les trois premières années du contrat et 29 millions de dollars les trois années suivantes. La compagnie paiera une prime d'information de 1 million de dollars, plus 5 millions de dollars si la production journalière atteint 50.000 barils et 10 millions de dollars si la production journalière atteint 75.000 barils.

La compagnie doit réserver 28,57% de sa part de pétrole à l'industrie de traitement indonésienne ou à la création d'une raffinerie ou d'une usine de produits pétrochimiques, lorsque la part de pétrole d'Elf dépassera 150.000 barils par jour.

### . Résultats des opérations à Kalimantan

D'après la déclaration d'un responsable de la PERTAMINA à Balikpapan, les activités d'Elf-Aquitaine pour explorer les régions de Maruwai et Ritan (environ 500 km nord-ouest de Samarinda) ont été suspendus en 1984. Elf-Aquitaine devrait étudier les résultats de ses explorations en 1984, pour déterminer si elle va continuer ou non ses activités dans les 2 régions.

(Kompas, 4 Janvier 1985).

## LE GAZ NATUREL INDONESIEN

---

L'exploitation de pétrole indonésien à grande échelle (de l'ordre de 1,5 million de barils par jour dans les années passées et d'environ 1,3 million par jour actuellement) ont suscité beaucoup d'inquiétudes parmi les intellectuels indonésiens. Ils ont évoqué que cette richesse naturelle doit être épargnée pour les générations suivantes en ralentissant sa production et en **cherchant d'autres alternatives** (augmentation de l'exploitation d'autres minerais, exportations des produits non-pétroliers).

Les découvertes de réserves importantes de gaz naturel, il y a 15 ans, précisément en 1971, à **ACEH (Nord-Sumatra)** ont ouvert d'autres perspectives que le pétrole. Les réserves d'ACEH, qui sont situées à **ARUN**, sont évaluées - selon certains experts - à environ **460 milliards m<sup>3</sup> de gaz**.

Dans le projet d'ARUN, les américains (suivis par les Japonais) sont très actifs.

### • Les réserves de gaz de NATUNA

La découverte de réserves de gaz au Nord de Sumatra a beaucoup encouragé les autorités indonésiennes et les entreprises étrangères, dans la recherche d'autres réserves. En 1981 les investigations aux environs des îles NATUNA (situées à l'extrême nord du pays, dans la mer de Chine) ont été accélérées à la suite de la possession de données prometteuses. Actuellement, les experts ont estimé que les champs de gaz de NATUNA pourraient **contenir 1100 milliards de m<sup>3</sup>**, il serait ainsi **le plus important champ du monde**. Les réserves de NATUNA ont partout suscité un vif intérêt, et de grands projets se dessinent dans cette région éloignée.

### • Le Japon : le plus grand acheteur

Les déclarations des autorités indonésiennes manifestent l'importance qu'elles attachent au gaz naturel pour l'avenir de l'économie de l'Etat. La production de gaz naturel liquéfié a augmenté progressivement depuis les années 1970.

**Le Japon est le plus grand acheteur** de gaz naturel liquéfié indonésien ; le montant de ses achats est de plus de 2 millions de dollars américains annuellement. La Corée du Sud a également signé un contrat d'achat pour 20 ans.

L'importance du secteur du pétrole et du gaz dans l'économie indonésienne restera décisive dans l'avenir proche. Le Ministre des Mines et Energies, le Professeur SUBROTO l'a réitéré à l'occasion de la cérémonie de nomination du nouveau Président Directeur Général de la Compagnie Pétrolière (d'Etat) PERTAMINA, l'ancien Major-Général ABDUL RACHMAN RAMLY. Il a dit qu'en 1984-1985, sur l'estimation de rentrée de devises de 19,8 milliards de dollars américains, environ 13,8 milliards (soit 69,6%) proviendront des exportations de pétrole et de gaz (Kompas, 18 Juin 1984).

#### **• Production de gaz naturel**

La production du gaz naturel indonésien a augmenté considérablement durant les années passées. Elle était la suivante :

1979	998,4	milliards de pieds cubic
1980	1.045,7	"
1981	1.123,7	"
1982	1.111,9	"
1983	1.186,5	"

(Source : Ministère des Mines et de l'Energie)

En 1983, 16,8% de la production totale du gaz naturel provenaient du PERTAMINA (la compagnie d'Etat), tandis que le reste (83,2%) représentait la production des entreprises étrangères opérant en Indonésie.

**La part de TOTAL INDONESIE** dans la production du gaz naturel indonésien était la suivante :

1979	42,6	milliards de pieds cubic
1980	39,4	"
1981	33,5	"
1982	29,0	"
1983	32,7	"

(Source : Ministère des Mines et de l'Energie)

Environ 60% de la production du gaz naturel indonésien en 1983 provenait de 2 champs pétrolifères : 41,4% des champs d'ARUN, en ACEH, qui sont exploités par Mobils Oil, et 18,6% des champs de BADAQ, à Kalimantan-Est, qui sont exploités par HUFFINGTON.

Les réserves de ces deux champs sont estimées au minimum de 15 à 17 trillions de p 3 et 6 à 9 trillions respectivement  
(Source : "The Republic of Indonesia").

### . Deuxième producteur du gaz naturel liquéfié

Le gaz est considéré comme la solution de rechange, au moins pour les exportations. L'Indonésie qui était devenue en 1980 le premier producteur **de gaz naturel liquéfié** est maintenant **au deuxième rang derrière l'Algérie.**

**Le gaz représentait 20% du PNB** en 1982. **Neuvième producteur mondial** avec une production de 20 milliards de m<sup>3</sup> en 1983, ses réserves (1010 milliards de m<sup>3</sup>) sont les quinzièmes du monde .

(Source : Le dossier de Total, Octobre 1984)

Actuellement, l'Indonésie possède 9 unités de production de GNL (Gaz naturel liquéfié) en service : 5 d'une capacité de 1,5 Mt chacune, situées sur le gisement d'Arun, exploité par Mobil/Pertamine, dans le Nord de Sumatra, et 4 d'une capacité théorique de 1,6 Mt chacune à Bontang, dans l'Est Kalimantan, exploitées par HUFFCO/Pertamina sur les réserves des champs de BADAQ et de NILAM. Le gaz prouduit par ces deux usines est exporté **exclusivement au Japon.** Cependant les exportations vers la Corée du Sud devraient débuter en 1986 avec la réalisation d'un sixième train de liquéfaction à l'usine d'Arun au Nord de Sumatra. **Au total, l'Indonésie produit 13,9 Mt de GNL** (source : Le Dossier de Total, Octobre 1984).

## L'INDONESIE CHERCHE "L'ENERGIE NON-PETROLIERE"

---

Malgré l'abondance relative du pétrole en Indonésie (et du gaz naturel) **la quête pour d'autres énergies** est en train de se développer. Ce pays a besoin d'une quantité d'énergie toujours grandissante pour soutenir et alimenter les activités industrielles continuellement en développement. A part cela, ce pays a besoin **de sources énergétiques "simples" mais efficaces**, pour la population rurale de cet immense pays et pour les régions lointaines et reculées dans beaucoup d'îles.

L'expérience et les réussites arrachées par les experts français dans ce domaine pourraient être "vendues" par les entreprises françaises dans ce pays.

Déjà en 1981, le Prof. Dr. Herman Johannes, l'ancien recteur de l'Université Gajahmanda (Jogya) a averti tout le monde de cet impératif. D'après le Prof. Johannes, la réserve réelle de pétrole indonésien est estimée à 9,5 milliards de barils. Si la production est maintenue au niveau de 1,6 millions de barils par jour, en 1990, l'Indonésie aura épuisé toutes ses réserves, ce qui l'amènera à une catastrophe.

Pour conserver les réserves de pétrole le plus longtemps possible, il a suggéré de ralentir la production de pétrole et en même temps de **se lancer à la recherche d'énergies alternatives** (Nerdeka, 2/12/81).

### • Les sources énergétiques non pétrolières

En Août 1984, le Directoire Général d'Electricité et des Energies Nouvelles a annoncé que le gouvernement indonésien accélérerait la recherche et l'exploration **de sources énergétiques conventionnelles ou non**. La dépendance au pétrole sousentend que source d'énergie serait réduite en trouvant **des sources non-pétrolières**. Le pétrole serait surtout pour les exportations tandis que l'énergie non-commerciale serait développée pour suffir aux besoins des régions rurales. L'énergie solaire et du vent seraient exploitées le plus possible.

Le même Directoire Général a déclaré que selon le Plan Quinquennal IV, en 1989 la consommation de l'énergie de ce pays serait d'environ 292,2 millions de BOE (l'équivalent de 292,2 millions de barils de pétrole).

De ce chiffre environ 20% seraient pour l'usage des ménages et des petites industries, 56% pour l'industrie et les stations énergétiques, 25% pour les transports.

Pour combler le besoin de cette consommation la provenance de l'énergie se répartirait comme suit :

- 18,9% du gaz naturel
- 9,7% du charbon
- 8,3% de l'hydro-électricité
- 0,70% du géo-thermal
- 62,4% du pétrole (Kompas, 28/8/84)

**. L'énergie solaire**

L'Indonésie est en train, depuis plusieurs années, de se lancer dans l'utilisation intensive **de l'énergie solaire**. Les services du Ministère de la Défense l'a déjà commencé, ainsi que le Ministère des Communications et le Ministère de l'Intérieur.

L'énergie solaire pourrait couvrir entre 10 et 20% des besoins de ce pays, surtout pour combler le besoin des régions rurales et reculées (Kompas, 28/8/84).

**. Les sources d'énergie géothermique**

PERTAMINA a commencé à rechercher les sources d'énergie géothermique dans la province du Nord de Sulawesi. La société se propose de forer quatre ou six puits de prospection dans la région de Lahendong de cette province.

Cette étude effectuée en 1982 a révélé l'existence d'un potentiel géothermique prometteur dans une zone de 50 km<sup>2</sup> autour de Lahendong. Pertamina est convaincue que le programme de forage permettra de localiser suffisamment de vapeur pour justifier par la suite l'exploitation d'une centrale électrique de 85 mégawatts (MW).

L'Indonésie a ouvert sa première centrale géothermique à KAMOJANG, dans l'Ouest de Java, au début de l'année 1983, avec, au départ, une capacité installée de 30 MW. La puissance de cette centrale est actuellement portée à 140 MW. **La prospection géothermique se poursuit actuellement dans un certain nombre d'autres régions.** L'Union Oil of Indonésia, une filiale de l'Union Company of California, prospectant (en 1984) la région du Mont SALAK à l'Ouest de Java. L'Union Oil est la première société à signer avec Pertamina un accord de coopération pour la prospection et l'exploitation de l'énergie géothermique.

**. Objectif du REPELITA IV**

REPELITA IV (4ème Plan Quinquennal) prévoit une capacité géothermique installée d'au moins **220 MW** d'ici la fin de **l'exercice fiscal 1988/89**. La société PERTAMINA espère qu'il sera possible de dépasser cet objectif d'ici la fin de la période du plan.

Le Ministre des Mines et de l'Energie précise que l'Indonésie possède des ressources géothermiques potentielles supérieures à 100.000 MW concentrées pour la plus large part, à Java.

Le gouvernement prévoit de passer à une exploitation à grande échelle de ces ressources dans les régions de SALAK, KAMOJONG et DRAJAT à l'Ouest de Java, dans la région de DIENG au centre de java et dans la région de BALI et de Lahendong au Nord de Sulawesi.

## DES MILLIARDS DE DOLLARS POUR LA RECHERCHE DU PETROLE

Le gouvernement indonésien continue, en 1985, à inviter les compagnies pétrolières étrangères à travailler dans ce pays pour l'exploration et la prospection des puits, malgré les difficultés de ventes du pétrole sur le marché mondial et la baisse des prix en 1983.

Tout en faisant des efforts pour résoudre les problèmes existants en 1984 (nouvelle réglementation sur les taxes, etc.) **TOTAL INDONESIE continue ses activités dans beaucoup de domaines.**

Dans son interview avec la revue TEMPO (Jakarta) du 23 Juin 1984, le Ministre des Mines et de l'Energie, le Professeur Subroto, a déclaré que "la condition , le climat et la vitesse de l'exploration du pétrole ne doivent pas être perturbés. Il y a beaucoup de réserves de pétrole qui se trouvent partout éparpillées dans le pays. Hélas, ces réserves sont pour la plupart d'un faible volume de pétrole. **Ceci nécessite de toujours multiplier les explorations, qui sont, dans l'ensemble, exercées par les entreprises étrangères** avec la formule de "production-sharing" (répartition de production)"

### . Le budget pour les opérations

Quant à l'enthousiasme des entreprises étrangères à s'investir dans le domaine du pétrole, le Professeur Subroto a affirmé que l'intérêt pour l'exploration et la prospection des puits ne s'est pas affaibli. Le budget prévu par ces entreprises étrangères pour ces opérations en 1984, est de l'ordre de 4,1 milliard de dollars US. Cette somme ne diffère pas trop de celle de 1983. Le nombre des contractants étrangers a diminué en 1983, car seulement 3 contractants sont entrés en Indonésie, tandis qu'ils avaient été 11 en 1981 et 12 en 1982. Mais en 1984, le climat serait meilleur, car en Juin 1984 il y a déjà 3 nouveaux contractants qui sont entrés, dit-il (Tempo, 23/6/84).

### . De nouveaux prêts

Dans son interview devant lapresse de Jakarta fin Août 1984, le Ministre Subroto a déclaré que tout marche bien dans l'industrie pétrolière et qu'aucun problème ne la perturbe.

Les explorations continuent et de nouveaux puits sont découverts continuellement. La production journalière de pétrole reste de l'ordre de 1,3 millions de barils, selon le quota fixé par l'OPEP (Kompas, 31/8/84).

Une dépêche publiée par les Echos (Paris) fin Septembre 1984 confirme la déclaration par le Ministre Subroto ci-dessus mentionnée. La dépêche disait : "Pétrole : découvertes prometteuses en Indonésie. BP et London and Scottish Marine Oil (Lasmo) ont peut-être mis à jour en Indonésie une région intéressante du point de vue pétrolier. Selon certaines sources, le détroit de MADURA recèlerait d'importantes quantités de brut et de gaz. Il est question de 1 milliard de barils. Le gisement en cours d'évaluation par BP et LASMO contiendrait entre 65 et 350 millions de barils de brut et entre 1 et 1,5 milliard de mètres cube de gaz. (Les Echos 25/9/1984)

## TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE OU DE SAVOIR-FAIRE

---

Le problème de transferts de technologie est un sujet très souvent abordé par les autorités indonésiennes pendant les négociations des grands contrats. L'Indonésie est en train, depuis des années, d'accélérer la course à l'industrialisation. Pour cela, le gouvernement exige de la part des entreprises étrangères (ou des pays étrangers) voulant vendre des biens d'équipement, des ingénieurs, **à former les cadres et les techniciens indonésiens ou à céder le savoir faire.**

Dans ce domaine, les entreprises françaises qui opèrent en Indonésie ont une réputation assez bonne, exemple : les pratiques de Rhône Poulenc, Spie-Batignolles, Fias, Degremond, Total, Technip.

### **Programme d'"indonésianisation"**

Le souci des autorités indonésiennes sur ce problème se reflète dans l'interview du Vice Ministre chargé du Développement d'Utilisation des Produits Domestiques, Mr. Ginangar, quand il a dit : "Jusqu'à aujourd'hui, pour dire la vérité, la plupart du développement du pays est fait par les étrangers. Nous avons acheté des usines à l'étranger et les grands projets ont été montés par les constructeurs étrangers. Au maximum nous avons fait des assemblages et obtenu des licences. **Mais nous ne pouvons pas rester comme ça. Sinon, notre croissance serait très fragile.**"

(Sinar Jarapan, 2/5/84)

Pour faire face à la demande toujours grandissante de cadres, de techniciens, d'ingénieurs, le gouvernement a adopté des mesures variées: envoi de stagiaires à l'étranger, encouragement de l'enseignement technique, réglementations pour les entreprises étrangères en Indonésie pour réaliser le **programme d'"indonésianisation"** de leur effectifs, et le transfert technologique par le biais de la formation des hommes en même temps que la fourniture d'équipement

.../..

### . Dépendance du pays à l'étranger

Pour montrer la dépendance du pays à l'étranger, le même Vice Ministre a cité les chiffres suivants :

- la totalité de fournitures de biens d'équipement et de services commandés par le gouvernement pour le développement du pays entre l'année 1980-1983, qui était de l'ordre de 17,7 trillions de Roupiahs, environ 11,7 trillions de Roupiahs (66%) **a été d'origine étrangère.**

- la répartition du chiffre ci-dessus mentionné est la suivante :

a) **la fourniture de biens d'équipement** d'une valeur de 8 trillions de Roupiahs, 79,4% a été importée.

b) **la fourniture de services (études et constructions)** d'une valeur de 9,7 trillions de Roupiahs, 55% a été importée.

(Sinar Harapan, 2/5/84)

### . Un ingénieur pour 4.500 habitants

L'Indonésie dispose d'environ 36.000 ingénieurs (en 1984) mais une partie seulement d'entre eux sont actifs dans le domaine industriel.

Sans doute, ce pays manque d'ingénieurs, surtout d'ingénieurs expérimentés. Pour montrer le retard indonésien dans ce domaine, le Recteur de l'Institut Technologique Indonésien (ITI), le Professeur Sudarsono, a dit qu'en 1980 l'Indonésie **possédait 1 ingénieur pour 4.500 habitants**, tandis qu'en Thaïlande il y a 1 ingénieur pour 1.900 habitants et en Corée 1 pour 400. (Kompas, 2/10/84)

### . 50% d'ingénieurs dans l'agriculture

Selon l'interview du Ministre de la Recherche, le Professeur Dr. Habibié, sur 36.000 ingénieurs indonésiens (en 1984), environ 80% ne travaillent pas dans les domaines correspondants à leurs qualités professionnelles. Beaucoup parmi eux travaillent en tant que "managers" ou fonctionnaires du gouvernement, il y en a même qui travaillent en tant que journalistes.

Toujours selon le Ministre de la Recherche, **au Japon il y a 3,5 millions d'ingénieurs**, et parmi eux 2,3 millions travaillent vraiment dans les domaines correspondants à leurs qualités professionnelles.

Il ne reproche pas le fait que **50%** d'ingénieurs indonésiens travaillent actuellement **dans l'agriculture**, parce que l'Indonésie est un pays agricole. Mais, selon lui, cette situation doit être changée d'ici 10 ans. Car, à ce moment-là, l'Indonésie entrera dans la phase de décollage industriel.

(Kompas, 7 Décembre 1984)

### . Coopération dans le transfert du savoir-faire

Afin de maîtriser les technologies indispensables à son développement industriel, le gouvernement indonésien préconise de la part des investisseurs étrangers une coopération plus large offrant à la fois une formation des cadres et techniciens et **le transfert du savoir-faire**.

Les exemples suivants illustrent parfaitement la nouvelle orientation de la coopération franco-indonésienne :

- \* La société **Degrémont** qui a réalisé la plupart des installations d'eau potable des grandes villes indonésiennes, **forme sur le tas des opérateurs** et propose aux ingénieurs (indonésiens) un programme de **formation spécifique**.
- \* TOTAL INDONESIE, filiale de la Compagnie Française des Pétroles, qui extrait et traite du pétrole et du gaz à Kalimantan, envoie des ingénieurs locaux en formation en France, ainsi que des techniciens dans son centre de formation de Balikpapan.
- \* La **FIAS**, dont l'expérience en Indonésie est **la plus approfondie et originale** dans le domaine de la formation en ingénierie aéronautique et spatiale, réalise actuellement un projet de création d'une école technique aéronautique.

(source : Indonésie Aujourd'hui, Décembre 1984)

### . Nouvelles procédures pour les expatriés

En Septembre 1984, le gouvernement a adopté de nouvelles procédures afin de simplifier la délivrance de permis de travail aux expatriés. Ces modifications ont été définies dans une réglementation établie par le Ministère de la Main d'Oeuvre.

Le Ministère considère qu'il est nécessaire, si l'on veut soutenir les investissements et les transferts de technologie, de recourir à des administrateurs et à des experts techniques étrangers pour remplir les fonctions pour lesquelles **on ne dispose pas encore d'Indonésiens qualifiés**.

Si la politique gouvernementale indonésienne exige le **remplacement progressif** des travailleurs expatriés par des Indonésiens qualifiés, les investisseurs étrangers sont autorisés à engager des collaborateurs expatriés - administrateurs et experts financiers par exemple - pour représenter leurs intérêts dans des investissements en participation.

• Les souhaits des pays de l'ASEAN

L'enquête faite par le MOCI (Moniteur du Commerce International) dans l'ASEAN a clairement reflété les souhaits des pays de l'ASEAN sur ces transferts de technologie. L'article dit : "Les fournisseurs d'équipements et les ingénieries savent bien que l'association avec des entreprises locales de services, de BTP, ou avec des sous-traitants travaillant sur prototypes fournis, **multiplie les chances de succès à un appel d'offres international.** Exemple : à Singapour, l'an dernier, l'attribution des lots du métro a privilégié les firmes étrangères associant des Singapouriens et proposant des transferts de technologies.

" De même, la formation des hommes est-elle exigée en même temps que la fourniture d'équipements. Un pays comme **l'Indonésie y porte une attention particulière.** Il a récemment accentué sa politique dans ce domaine, restreignant les autorisations de séjour des expatriés afin que ses ingénieurs et techniciens prennent au plus vite leur relais. Dès le stade des études de faisabilité, ils souhaitent que les contractants étrangers **associent du personnel local à leurs travaux**" (MOCI, 8/10/84)

## PUSPITEK : LE CENTRE GEANT DE RECHERCHES

Le Centre PUSPITEK, situé à SERPONG (près de Jakarta) est un grand centre de recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaire. Il regroupera plus de dix (entre 11 et 13) laboratoires dans les domaines aéronautique, électronucléaire, chimique, énergies nouvelles, métallurgie, électrotechnique, physique, télécommunications, thermo-dynamique.

PUSPITEK devrait être le **plus important centre de recherche scientifique et technique en Asie du Sud-Est**. La France participe au montage de trois laboratoires : Thermodynamique, Métallurgie et Polymères (Revue Sud-Est Asie, Mai-Juin 1984). Les projets des laboratoires réalisés par les entreprises françaises (entre autres : SERETE, FIAS, ATO-CHEM, TECHNICA-TOME, THOMSON) pourront contribuer, à long terme, à renforcer "la présence française dans ce pays pour codéveloppement".

### • Le Centre pour des milliers d'ingénieurs

Le projet du PUSPITEK sera un monument de prestige pour l'Indonésie. Sa construction a été commencée depuis 1978. **Des milliers d'ingénieurs indonésiens (entre 1500-3000)** travailleront dans les laboratoires de ce centre, qui aura un rôle important pour le développement industriel et scientifique du pays.

Ici, aussi, la France devrait faire de gros efforts pour ne pas être derrière la RFA, le Japon, les Etats-Unis, qui ont déjà arraché de gros contrats pour la construction de plusieurs laboratoires. Des centaines de millions de francs sont prévus par les entreprises françaises pour financer certains projets de ce centre.

### • Les contrats avec les entreprises françaises

FIAS (Formation Internationale Aéronautique et Spatiale) et SERETE (Société française d'Ingénierie) ont signé, le 2 Mai 1984 à Djakarta un contrat de formation et d'ingénierie avec PUSPITEK.

Ce contrat porte sur les études, la réalisation et la formation relatives à un laboratoire de recherches et d'essais de haute technologie: le laboratoire de thermodynamique moteurs et système de propulsion (LTMP) qui sera implanté sur le site de PUSPITEK à Serpong, à 35 kms de Djakarta, sur environ 30.000 m2 de surface d'occupation.

Associée pour cette réalisation à la FIAS, SERETE a été sélectionnée après une compétition avec d'autres sociétés françaises.

Le coup d'envoi du projet fut la visite effectuée en Avril 1982 en Indonésie par **M. Jean Pierre Chevènement**, alors Ministre de l'Industrie et de la Recherche, à l'invitation du Professeur B.J. Habibié. Les deux ministres ont exprimé dans un procès verbal d'entretien la volonté commune de développer la coopération entre la France et l'Indonésie dans les domaines **de la science, de la technologie et de l'industrie**. Cette volonté s'est concrétisée par l'étude de programmes (Master-plan) réalisée conjointement par la FIAS et la Délégation Générale à l'Armement/ Direction des Constructions Aéronautiques.

L'approbation de ce programme par les autorités indonésiennes a conduit au démarrage des études d'avant-projet entreprises conjointement par FIAS et SERETE.

Le LTMP a pour mission d'apporter aux entreprises indonésiennes les moyens nécessaires pour réaliser leurs programmes de développement et d'essais, principalement dans les secteurs industriels suivants : aéronautique, véhicules terrestres, construction navale, énergie. Il comprendra diverses sections d'essais dont les plus significatives sont :

- des sections aéronautiques qui permettront les essais de moteurs d'avions complets ou de composants, par simulation de toutes les conditions de vol.
- des sections comportant des bancs d'essais de moteurs à piston et de transmissions mécaniques.
- des sections permettant des essais hydrauliques (pompes et turbines, transmissions hydrauliques).
- des sections d'essais thermiques.

. Programme en dix ans

Le développement du laboratoire est programmé en plusieurs étapes s'étalant sur 10 ans, la première partie des installations devant être mise en service au cours du premier semestre 1988.

SERETE est chargée de la mission d'ingénierie des moyens techniques (première étape), la FIAS prenant en charge la réalisation du plan de formation correspondant. En effet, les moyens techniques sont accompagnés d'un plan de formation des personnels du laboratoire (66 personnes à former sur place et 55 ingénieurs et techniciens à former en France).

Les études d'avant-projet, tant pour l'ingénierie que pour la formation, ont pu commencer dès Avril 1983, grâce à la mise en place d'un financement accordé par le gouvernement français.

SERETE et la FIAS conduisent respectivement les études de conception et du plan de formation qui devront être présentées aux Indonésiens fin 1984. Le programme de formation du personnel indonésien sera mis en place par la FIAS dès Avril 1985.

SERETE, quant à elle, développera les études de réalisation ; la première consultation de lots d'équipements devant intervenir dans le courant du deuxième semestre de 1985. Ce projet sera d'ailleurs présenté aux industriels français et indonésiens lors d'un séminaire qui sera organisé à cet effet.

Le projet LTMP constitue un modèle traduisant la volonté de deux gouvernements de réaliser une action de coopération significative, associant aux compétences d'ingénierie les compétences de formation correspondantes.

## COOPERATION SCIENTIFIQUE FRANCE-INDONESIE



La coopération scientifique et technique entre la France et l'Indonésie est nouée, depuis des années par des organismes divers, entre autres par le **CNRS** et plus récemment par l'**ORSTOM** également, avec son homologue indonésien de **L.I.P.I.** (l'Institut National des Sciences) ou avec les autres instituts indonésiens, dans nombre de domaines.

Des chercheurs français de disciplines variées ont séjourné et séjournent encore en Indonésie ; des missions d'études envoyées de manière bilatérale ont enrichi les échanges. A une échelle plus limitée, il y avait également des relations entre les centres de recherches français (**ou les entreprises françaises**) et les autres organismes de recherches indonésiens comme le **B.P.P.T.** (l'Agence pour Vérification et Application de la Technologie) le **C.S.I.S.** (le Centre de Recherches Stratégiques et Internationales), le **BATAN** (l'Agence Nationale d'Etudes Nucléaires), et les universités indonésiennes de Jakarta, Bandung, Jogjakarta, Ujungpandang.

### . Place importante pour les recherches scientifiques

Le **L.I.P.I.** le plus ancien et le plus grand, embaucherait en Mai 1984 environ 3.999 personnes et parmi elles 280 chercheurs scientifiques. Le budget de ce centre pour l'année 1983/1984 a été énormément augmenté par rapport aux années précédentes, ce qui manifeste la volonté du gouvernement de donner **une place importante aux activités de recherches scientifiques.** Il était jusqu'alors de l'ordre de 7.133 millions de Rupiah (environ 70 millions de francs). Les activités de recherches scientifique et technologique sont assurées par ses 10 départements et un centre de documentation (Tempo, 19/5/84).

Le budget de recherche pour l'année 1984/1985, selon le Ministre de Recherches Scientifique et Technologique, le Prof. Habibié, est d'environ 1,9% du budget d'Etat, tandis que pour les années prochaines il passera à **environ 2,5% - 3%** (Kompas, 30/7/84).

### . Le grand besoin en ingénieurs

Le besoin de l'Indonésie en ingénieurs, en techniciens de haut niveau, de cadres qualifiés, est énorme. Les universités indonésiennes peuvent actuellement "produire" **environ 3.200 ingénieurs**, et il y a dans ce pays à ce jour environ 36.000 ingénieurs dont la moitié (18.000) sont ingénieurs agronomes. Environ 80% de la totalité des ingénieurs indonésiens travaillent dans l'administration d'Etat, et seulement 20% travaillent dans le secteur privé (environ 7.200 personnes). Le nombre d'ingénieurs qui travaillent **dans le domaine de la recherche est de 1.500** (Kompas, 30/7/84).

Dans le passé, la France a envoyé des missions de longue durée ou d'assistance technique quasi permanente en Indonésie (exemple : missions à l'ITB de Bandung ou d'assistance technique pour l'industrie aéronautique NURTANIO). Des centaines de stagiaires indonésiens ont suivi des stages de perfection à Besançon, Brest, Grenoble, Toulouse, Toulon, Montpellier, Aix en Provence, Paris, etc. Nombre d'entreprises françaises ont apporté une large contribution à ces échanges.

### . Le budget pour la recherche

Malgré l'importance accordée par le gouvernement indonésien au secteur de recherches, le budget consacré à ce secteur est encore très faible comparé à celui des pays industrialisés.

En 1984, le Japon a dépensé environ 28,8 milliards de dollars US (**les 3/4 provenant d'entreprises privées**), les Etats Unis 83,3 milliards de dollars US, et l'URSS 28,4 milliards de dollars US.

Ainsi, par rapport au PNB, les dépenses pour la recherche technologique est 2,58% au Japon (4ème rang), suivant l'URSS (3,66%), la RFA (2,79%) et les Etats-Unis (2,65%)

(Source : AP, Kompas 5 Janvier 1985).

Pour l'Indonésie, les dépenses pour la recherche est de l'ordre de 0,3% - 0,4% du PNB

### . Les accords de coopération scientifique et techniques

L'Indonésie a conclu des accords de coopération scientifique et technique avec les Etats-Unis en 1978, avec la RFA **et la France en 1979** et avec le Japon en 1981.

Depuis, les coopérations scientifique et technique dans les domaines **de l'aéronautique et l'aérospatial, la construction navale, les transports terrestres, l'électronique et les télécommunications, l'énergie, les équipements, la machinerie agricole** se multiplient et s'approfondissent.

**La voie est ouverte pour la France**

Avec le grand projet de la construction d'un immense complexe de laboratoires pluri-disciplinaires à SERPONG (près de Jakarta) la voie est ouverte **pour la France pour porter sa bonne image de marque technologique.** Car, ce centre géant de laboratoires, le PUSPITEK, est convoité par beaucoup de pays **et la concurrence est dure.**

Beaucoup d'entreprises étrangères s'intéressent à participer à la réalisation de ce projet qui coûtera cher (plusieurs milliards de francs).

Il y a beaucoup de raisons légitimes pour la France de s'intéresser de près aux évolutions **qui pourraient impliquer beaucoup d'entreprises françaises.**

Pour certaines choses, **le Japon et la RFA sont devant la France** dans cette course (voir : le chapitre sur la coopération technique Japon-Indonésie)

Et pourtant, il y a des indices qui peuvent éclairer un peu plus favorablement le tableau de bord économique de la France quant à ses relations avec l'Indonésie.

## L'ORSTOM et L'INDONESIE

---

Avec l'évolution des relations économiques et les coopérations techniques et scientifiques entre la France et l'Indonésie dans les dernières années qui se révèlent fructueuses (malgré nombre de difficultés à surmonter) le rôle et la contribution de l'ORSTOM pour le renforcement de la présence française dans ce pays pourraient être un sujet à étudier par les pouvoirs publics et les personnalités françaises. Cela est lié aux remarquables potentialités de cet immense archipel, et l'importance de sa place au sein de la communauté de l'ANSEA.

### • La présence de l'ORSTOM

Les coopérations techniques et scientifiques entre les deux pays se sont bien développées, avec des degrés variés dans divers domaines. La France coopère en Indonésie dans les domaines nucléaire, spatial, télédétection, énergies renouvelables, volcanologie, sismologie, agronomie, hydrologie, océanologie, recherche médicale . Les organismes concernés sont : **CNES, CEA, Gerdat, Ifremer, BRGM, ORSTOM, CNRS** et les laboratoires universitaires

L'ORSTOM est représenté (en 1984) par une mission dont le siège est à Jogjakarta (l'Université de Gajah Mada) et ses antennes à Jakarta avec trois experts (un agronome, un géographe et un océanographe), à Bandung avec deux experts (un géophysicien et un géologue).

L'ORSTOM participe à la coopération française dans ce pays dans le cadre de l'accord gouvernemental, et dans le domaine de l'Océanologie. Un autre accord gouvernemental (dont l'ORSTOM a été l'initiateur) dans le domaine des milieux naturels terrestres.

### • Les accords sur la transmigration

Les accords spécifiques entre l'ORSTOM et le Ministère de la Transmigration (signé en août 1978, renouvelé et modifié en septembre 1983) concernent la création, hors Java surpeuplée, de pôles de développement, de colonisation, de mise en valeur, dans la partie de l'Indonésie peu peuplée (Kalimantan, Sumatra). L'action de l'ORSTOM à la Transmigration **offre un très large champ de possibilités de recherches.**

Ces accords avec l'ORSTOM sur la Transmigration **sont très importants**, car l'objectif est de "déterminer une classification des zones pour les actions de développement appropriées, pour l'amélioration de l'exploitation agricole et pour les aspects sociaux et économiques des projets de transmigration existants". En d'autres termes s'intéresser à tout ce qui est en amont de la préoccupation du gouvernement indonésien : étude du milieu naturel, étude des conséquences sociologiques et économiques du déplacement de populations (Source : ORSTOM)

**. Participation d'autres organismes français**

Un protocole d'accord avec l'Université du Gajah Mada de Jogjakarta a été signé en 1983, et prévoit un programme d'enseignement dans **le domaine des sciences de la terre** ainsi qu'un programme de **cartographie des sols et des formations superficielles**, en vue d'assurer à la fois **la formation théorique et pratique** des chercheurs indonésiens. Il prévoit par ailleurs la participation éventuelle d'autres organismes français et il pourrait s'ouvrir à d'autres disciplines.

L'ORSTOM a des liens étroits avec nombre d'instituts scientifiques indonésiens, exemple : le B.P.P.L. (Institut de Recherche des Pêches Maritimes) avec L.P.G.N. (Institut de Géologie), B.P.P.T. (Agence pour le Développement et l'Application de la Technologie) et plusieurs universités indonésiennes.

Le Directeur de l'ORSTOM, M. Alain Ruellan, est allé en Indonésie au début de l'année 1984 pour étudier les projets en cours et discuter avec les autorités indonésiennes les perspectives de la coopération dans les domaines diverses.

**. Les stages et les colloques**

Avec le développement assez encourageant, des relations économiques entre les deux pays, les interventions de l' ACTIM pour l'Indonésie ont été intensifiées par rapport à ce qu'elles étaient il y a 10 ans. L'ACTIM a contribué beaucoup à la réalisation des stages pour les techniciens, cadres et dirigeants indonésiens. provenant de divers secteurs :

**électricité, télécommunication, aviation civile, adduction et traitement de l'eau transports par voie ferrée, gaz et autres.**

Depuis des années des stagiaires indonésiens ont suivi des cours à Toulouse, Grenoble, Paris, Cherbourg, Brest, Toulon et d'autres villes. L'ACTIM a beaucoup contribué à l'organisation des colloques en Indonésie (colloque naval, colloque télécommunication rurale), ainsi qu'à l'envoi des missions d'études en Indonésie, en coopération avec les services de l'Ambassade de France à Jakarta.

**. Le nombre total de spécialistes reçus**

Le nombre total de spécialistes indonésiens **reçus par l'ACTIM** depuis 1958 jusqu'en 1983 a été de 632, dont :  
37 en 1980 - 51 en 1981 - 43 en 1982 - 48 en 1983.

Pour avoir un aperçu sur les secteurs suivis par les spécialistes indonésiens pendant ses séjours de stage/recyclage en France, un exemple de l'année 1980 pourrait nous éclaircir :

**Dans le cadre de programmes individuels**

électricité, énergies nouvelles	8 spécialistes
transports	1 spécialiste

**Dans le cadre de programmes groupés**

industrie de la pêche	1
aviculture	3
protection des végétaux	5
conservation des fruits et légumes	1
fabrication du papier	3
informatique	2
téléinformatique	1
procédés industriels continus	1
télécommunications	2
matériels ferroviaires	1
construction portuaire	2
transports urbains	2

aménagements hydrauliques	2
informatique de gestion	2

(Pour l'année 1983 : télécommunications : 2 spécialistes, informatique 5, transports 14)

**. Le budget de l'ACTIM pour l'Indonésie**

Pour les interventions concernant l'Indonésie l'ACTIM a dépensé, chaque année, plusieurs millions de francs. Compte tenu du budget de l'ACTIM pour son programme dans ce domaine, **la part pour l'Indonésie est généralement assez importante par rapport à celle d'autres pays.** Cela signifie que, depuis longtemps, la France a accordé une considération relativement grande à ce pays, en conformité avec l'évolution positive des relations économiques entre les deux pays.

**Parmi les 15 premiers pays** bénéficiaires de l'action de l'ACTIM et les variations de leurs classement depuis 1978, l'Indonésie se trouve :

en 1978	<b>1er rang</b>	montant	3,5 millions de F
1979	<b>1er rang</b>		3
1980	<b>2ème rang</b>		3,9
1981	<b>7ème rang</b>		2,1
1982	<b>3ème rang</b>		3,1
1983	<b>8ème rang</b>		2,3

(Source : dossier de l'ACTIM)

**. Les interventions sont encore très minimes**

Malgré l'importance de la place accordée par l'ACTIM à l'Indonésie, les interventions de cette association **sont encore très minimes** si on les compare avec les interventions d'autres pays dans ce pays, notamment **japonais et allemandes.** L'Indonésie poursuit l'accélération des programmes de l'industrialisation conformément au IVème Plan Quinquennal.

Certes, les interventions de l'ACTIM pour l'Indonésie peuvent coûter relativement cher à cause de la distance (pour les billets d'avion aller-retour des stagiaires indonésiens et des missions d'experts français). Malgré les problèmes à surmonter, les interventions de l'ACTIM visant à **mieux faire connaître les techniques, le savoir-faire et les matériels français et à proposer des solutions françaises** au besoin de développement économique de ce pays sont, à long terme, très importantes.

## TRANSMIGRATION DE 30 MILLIONS D'HABITANTS

Le grand projet de transmigration d'une partie de la population de Java vers d'autres îles de cet archipel ne suscite pas de vif intérêt auprès des entreprises étrangères, du moins jusqu'à aujourd'hui. Malgré l'immense ampleur de ce projet, il semble trop peu lucratif pour beaucoup d'entreprises. Ce projet est trop grand, très complexe, et il y a trop de problèmes à résoudre ou trop de difficultés à surmonter par rapport au gain escomptable.

Certains gouvernements et nombre d'organismes internationaux ont manifesté leurs "good will" à l'égard de ce phénomène dramatique de Java : **la surpopulation et l'explosion démographique de cette petite île**

Pour cela, le fait que l'ORSTOM ait offert ses services pour participer à ce grand projet (malgré les moyens limités de cet organisme) est une bonne image pour la France.

### . Pour sauver Java

La nécessité de déplacer une partie de la population de Java surpeuplée vers d'autres îles peu peuplées est devenue de plus en plus urgente. Le recensement agricole (SENSUS PERTANIAN) de 1983 a montré que Java, avec **7% de la superficie totale de l'Indonésie abrite 63% de la population indonésienne** (La superficie de Java est de 13.000 km<sup>2</sup> et la superficie totale de ce pays est de 1.904.639 kms<sup>3</sup>).

Selon ce recensement, **environ 91,2 millions** de personnes habitent à Java (la population totale indonésienne était cette année 1983 de 147,3 millions). Selon les experts en démographie, l'île de Java ne peut supporter qu'une population d'environ 70 millions de personnes, au-delà il y a ura de graves problèmes. Cela signifie que pour "sauver" Java, **environ 30 millions** d'habitants de cette île **doivent être déplacés ailleurs** dans les autres îles (Kompas, 27/8/84).

### . Le déplacement organisé ou "volontaire"

Le Plan Quinquennal IV (Repelita IV) envisage le déplacement "organisé" ou "volontaire", de **4,5 millions d'habitants** de Java (environ 750.000 ménages). A cause des limitations budgétaires de l'Etat, le gouvernement

souhaite que plus de la moitié de ce chiffre soit des transmigrants volontaires, qui peuvent se déplacer par leurs propres moyens (Kompas, 27/8/84).

Pour que le plan puisse se réaliser convenablement, il y a encore beaucoup à améliorer, à réorganiser, à restructurer. Malgré l'existence de certaines réussites dans les années passées dans le domaine de la transmigration, il y a eu trop d'erreurs par manque **d'une bonne coordination entre les divers services gouvernementaux et trop de bureaucratie** (Kompas, 27/8/84).

**• La densité de l'île de Java**

Les problèmes de la terre à Java se posent avec de plus en plus d'acuité. La densité dans cette île **est de plus de 650 habitants au km2**, soit environ 13 fois supérieure à celle de Sumatra ou de Sulawesi, 63 fois supérieure à celle de Kalimantan.

La densité de l'île de Java risque, à brève échéance d'être périlleuse. En 1900, il y avait moins de 20 habitants au km2, dans une dizaine d'années il y en aura 710, dans 20 ans plus de 850 et au début des années 2.000, plus de 1.000.

Java-Centrale et Java-Orientale sont les deux provinces dont la densité est de **750 habitants au km2**, avec environ 28 millions d'habitants sur un territoire de 34.266 km2.

**• Le problème de la terre à Java**

Le problème de la terre à Java est aigu et crucial. Un haut fonctionnaire au Ministère de l'Agriculture a déclaré, en 1981, qu'environ 55 millions de personnes tirent leur subsistance de l'agriculture. **La surface réellement cultivable est de plus en plus rétrécie.** "Chaque année, entre 10.000 et 12.000 hectares de terre cultivable ont été convertis en zones industrielles, surtout à Java et Bali" dit-il (Suara Karya, 1/12/81).

**• De plus en plus urgent à résoudre**

Depuis 25 ans, voir 30 ans, le problème de la transmigration était un sujet assez préoccupant pour le gouvernement indonésien. Mais, récemment, ce problème est **devenue de plus en plus urgent à résoudre.**

701

Dans ce domaine l'Université de Gajahmada (Jogya) a apporté une grande contribution pour préparer les études et les recherches. Les interventions de l'ORSTOM, si elles n'ont pas encore une grande ampleur, sont importantes.

Malgré l'existence de nombreux "plans" ou "programmes" sur la transmigration, **les résultats sont encore minimes** par rapport à l'immensité du problème. Pour réaliser le programme de la transmigration, 18 ministères indonésiens, au moins, sont impliqués. **La difficulté la plus grosse est le manque de coordination inter-ministérielle** (Kompas, 11/9/1984)

## LA FRANCE ET LES TRANSPORTS DE JAKARTA

---

La solution des problèmes de transports à Jakarta et de sa région peuvent être une mine d'or à creuser pour beaucoup d'entreprises étrangères, dans les années à venir, **y compris pour les entreprises françaises**. Car ce capital est le plus important de cette ville qui compte actuellement 7 millions d'habitants et **à peu près 15 millions pour l'année 2000**. Ce chiffre de 15 millions ne concernera, à cette époque, que la ville elle-même, sans prendre en compte une population d'environ 10 millions de personnes répartie dans la région de Jakarta.

### • Le mégalopolis Jabotabek

Le plan pour la solution des problèmes de transport de Jakarta est lié au plan de création d'un mégalopolis "JABOTABEK" (acronyme de Jakarta-Bogor-Tangerang-Bekasi) sur **une vaste région d'une superficie de 7.500 km<sup>2</sup>, avec une population de 25 millions** d'habitants. La ville de Jakarta elle-même, englobe environ 90% de la population de la région "JABOTABEK" et le gouvernement envisage de réduire ce pourcentage à 63% en 1993. Une partie de la population de la ville sera encouragée à se reloger et à travailler dans les grandes banlieues de Jakarta.

Les problèmes de circulation dans cette ville étaient déjà assez préoccupants dans les années 60. Ces problèmes sont devenus de plus en plus sérieux. Selon les études **de la Banque Mondiale** achevées en 1983, la vitesse moyenne de la circulation à Jakarta tombera à **15 km par heure en 1987**, car le nombre de véhicules motorisés augmentera de 48% dans les 5 prochaines années.

### • Le réseau ferré de la région de Jakarta

Pour réaliser le projet "JABOTABEK", le gouvernement a constitué une team spéciale qui prépare les études (avec des experts nationaux et étrangers) et conduit les négociations avec les gouvernements et les entreprises étrangères.

Dans le Plan Quinquennal IV (1984-1985), un budget de US \$ 904 millions a été établi pour la réalisation, par étape, du projet de "JABOTABEK".

Une partie de l'aménagement de la région "JABOTABEK" vise l'amélioration et le développement du réseau ferré. En 1981, le gouvernement japonais (par l'intermédiaire **des firmes japonaises regroupées derrière SUMITOMO**) a proposé une étude sur ce projet de réseau ferré, étendu sur 10 années et d'un **côût total de 1,2 milliard US \$**. Actuellement, seulement 1% de la circulation de Jakarta se fait par les trains. Le gouvernement envisage de porter le pourcentage des transports de masse par les trains à 20-30% dans les années 1990.

## TRANSPORTS JAKARTA

---

Pour améliorer les facilités de transport par le train dans la grande région avoisinant Jakarta, le Japon a offert, depuis 1981 des assistances techniques et financières (environ 17,4 milliards de Yen jusqu'en 1983). A part cela le Japon a accordé un crédit à l'ordre de 16,5 milliards de yen pour la fourniture de matériels roulants (rolling stock). La modernisation de réseau ferré de Jakarta constitue **le plus grand projet parmi les projets de voies ferrées faites par le Japon pour l'Indonésie** (Soll Japan, 10/9/84)

### • Le métro de Jakarta par la RATP

Le projet d'aménagement de transports de JABOTABEK est énorme, et beaucoup d'entreprises étrangères sont intéressées. **La concurrence est sévère.?**

Le fait que les pouvoirs publics français et nombre d'entreprises françaises ont étudié ce grand projet est un point important pour le futur.

Des études sur **la construction du métro de Jakarta** (70 millions de francs) ont été confiées à la SOFRETU, filiale de la RATP. Elles devraient déboucher sur la construction , par la France, d'une première ligne de métro à Jakarta et plus tard sur des projets à Medan (Sumatra Nord) et Surabaya à Java-Est (Sud-Est Asie, Mai-Juin 1984)

## TRANSPORT AERIEN ET LA FRANCE

Pour l'immense archipel indonésien, avec une étendue de territoire de 5.000 kms d'Est en Ouest, et de 2.000 km du Nord au Sud, les transports aériens sont devenus de plus en plus importants. Cet archipel se constitue de 13.000 îles, et avec le progrès économique du pays, ce mode de transport est le moyen de communication de plus en plus utilisé entre plusieurs îles et entre plusieurs localités dans la même île.

Pour cela, le développement des transports aériens de ce pays a connu un progrès très rapide.

### . La contribution française assez importante

La flotte aérienne indonésienne a augmenté de façon considérable. Les grandes villes d'Indonésie sont dotées actuellement d'aéroports de tailles variables, le réseau et les lignes intérieures ont augmenté, les fréquences sont accrues, des infrastructures aéro-portuaires sont beaucoup améliorées, la productivité et les performances de l'ensemble de ce mode de transports sont en hausse.

La France a contribué de façon importante à cette évolution dans le domaine des ventes d'avions, avec les livraisons d'équipements pour l'aménagement des aéroports, et avec les formations de techniciens et d'autres formes d'assistances techniques.

### . Le GARUDA INDONESIAN AIRWAYS

La compagnie aérienne d'état GARUDA INDONESIAN AIRWAYS est la plus importante compagnie. Elle couvre le pays et dessert également le Japon, l'Europe, et les Etats-Unis, avec sa flotte de 76 appareils :

- 6 Boeing B 747
- 6 Douglas DC 10
- 21 Douglas DC 9
- 9 Airbus A 300
- 35 Folker F 28

(Source : Tempo, 2/6/84)

97

GARUDA envisage d'acheter **50 à 100 appareils de 150 places** environ pour la desserte de son réseau intérieur.

En 1981, Garuda a transporté 4,2 millions de voyageurs sur les lignes domestiques et 1,2 millions de voyageurs sur ses liaisons internationales. En 1982 les chiffres correspondants ont été de 4,1 et 1,068 millions de voyageurs. Le chiffre d'affaires de GARUDA de 425 milliards de Rps en 1981 est passé à 510 milliards de Rps en 1982. 55% des recettes proviennent du trafic domestique (Dossier OCVA)

#### • Les autres compagnies aériennes

Il y a plus de 20 compagnies aériennes qui opèrent en Indonésie, dont 6 sont permanentes.

A part GARUDA, il existe une autre compagnie nationale : MERPATI NUSANTARA qui possède 59 appareils en opération, dont 35 sont destinés à servir les lignes courtes domestiques. Pour ces lignes courtes, Merpati utilise 19 appareils de type Turn Otter et 16 Casa CN -212 (Tempo, Juillet 1984).

#### • Les "lobbies" allemande et japonaise

Les relations entre les entreprises françaises avec l'Indonésie dans le domaine de navigation aérienne sont relativement assez bonnes, malgré l'existence de la puissante "lobby allemande" (MBB et autres) et la "lobby japonaise" (Kawasaki et autres).

Thomson CSF a construit, pendant plusieurs années un immense réseau de couverture radar pour le contrôle du trafic aérien de Java-Bali-Sulawesi - Sumatra - Natuna.

SFENA a rendu des services pour les achats de biens d'équipements aéronautiques.

#### • Le programme d'ici 1989

REPELITA IV vise à mettre en place des transports aériens réguliers, sûrs et efficaces. Le réseau des vols intérieurs sera développé et les lignes aériennes existantes encouragées à établir des liaisons avec des régions lointaines.

20

D'ici 1989 - dernière année de REPELITA IV - sept aéroports seront en mesure de recevoir des Boeings 747 ; huit aéroports des Douglas DC 10 et des Airbus A 300 ; neuf aéroports des Douglas DC 9 ; 19 aéroports des Fokkers 28 ; huit aéroports des Fokkers 27 ; 10 aéroports des Lockheeds 100 ; enfin 18 aéroports des appareils de type C 160 et CN 235.

Les aides à la navigation aérienne seront également améliorées dans chacun de ces aéroports.

(Source : Indonésie Aujourd'hui, Décembre 1984).

## La Mission ASEAN

---

L'importance croissante prise par les pays d'Asie du Sud-Est dans le commerce international a conduit à mettre en place, au début de 1984, dans le cadre du Ministère du Commerce Extérieur, une mission destinée à développer les relations économiques de la France avec les pays du Sud-Est asiatique.

Cette mission assurée initialement jusqu'en Juillet 1984 par M. Jean-Pierre Chevènement et confiée depuis le 1er Août 1984 à M. Louis Le Pensec, Député du Finistère et ancien Ministre de la Mer, a pour but de contribuer **à renforcer la présence commerciale française, à promouvoir les industries et les technologies françaises** et à soutenir les efforts des exportateurs français dans cette partie du monde.

### . Un marché potentiel considérable

Les pays concernés par cette mission (Brunei, Indonésie, Malaise, Philippines, Singapour et Thaïlande, regroupés dans l'Association des nations du Sud-Est Asiatique -ANSEA) constituent en effet, en raison de leur **importance croissante dans l'économie et le commerce international**, un marché potentiel considérable pour les entreprises françaises nécessitant donc un effort particulier de la part de la France.

### . Sensibiliser et mobiliser les sociétés françaises

Selon les termes de sa lettre de mission, signée par le Ministre du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur et le Ministre de l'Economie et des Finances, M. Le Pensec aura ainsi, en liaison avec les administrations et organismes associés, à apporter aux Ministres concernés **un concours actif** pour sensibiliser et mobiliser les sociétés françaises sur les potentialités des marchés de l'Asie du Sud-Est et à les informer sur les principaux problèmes rencontrés par les industriels français dans la mise en oeuvre de **leurs stratégies et la réalisation** de leurs projets dans cette zone

(Source : texte du Communiqué de la Mission, 13.8.1984)

### . Moins qu'en Afrique ou en Amérique Latine

Les résultats déjà obtenus par les entreprises françaises dans ces pays s'avèrent d'ailleurs particulièrement encourageants : les ventes y ont triplé en 5 ans avec un montant de 16 milliards de francs et 14,6 milliards de francs d'achats en 1983 (MCCI, 8/10/84). Les investissements globaux français (industriels et commerciaux) ne totalisent que 1,4 milliard de francs, soit environ 2% de l'investissement français à l'étranger, **beaucoup moins qu'en Afrique ou en Amérique Latine** (MOCI, 8/10/84). La faiblesse actuelle des parts françaises de marchés, dans cette région, impose **des efforts accrus de promotion des industries françaises.**

### . Cinq principaux secteurs

Les études et actions engagées par la Mission en 1984 ont fait apparaître la nécessité d'accroître la présence et les interventions commerciales françaises sur les marchés en expansion du Sud-Est Asiatique dans cinq principaux secteurs (**l'agro-alimentaire, l'énergie, les transports, les télécommunications et le génie civil**) où les industries françaises disposent d'importants atouts, notamment technologiques.

(Source : Circulaire de la Mission, 1984)

### . Le triple objectif à moyen et long terme

L'action de la mission se fixe pour ambition la réalisation d'un triple objectif avec les pays d'Asie du Sud-Est :

- en 2 ans (1984-1986), augmenter les **échanges commerciaux** de façon significative.
- à moyen terme, multiplier les accords de **coopération industrielle et technologique.**
- à plus long terme, **renforcer la présence et l'image industrielle** de la France.

Le rôle de la mission ANSEA (ASEAN) consiste, entre autres, à mettre en oeuvre un programme d'actions coordonnées en direction des marchés d'Asie du Sud-Est comportant notamment plusieurs types d'interventions spécifiques destinées :

- en liaison avec les organismes publics (CFCE, CFME) et privés (Fédérations professionnelles et Chambres de Commerce) à organiser à l'attention des PME des missions d'informations et de prospection.

- avec l'appui des grands groupes industriels et organismes publics de coopération (ACTIM, établissements scientifiques) à **promouvoir les technologies françaises et favoriser les opérations de co-développement.**
- avec le concours des principaux établissements bancaires établis localement, à renforcer l'implantation et la présence commerciale française dans cette partie du monde.

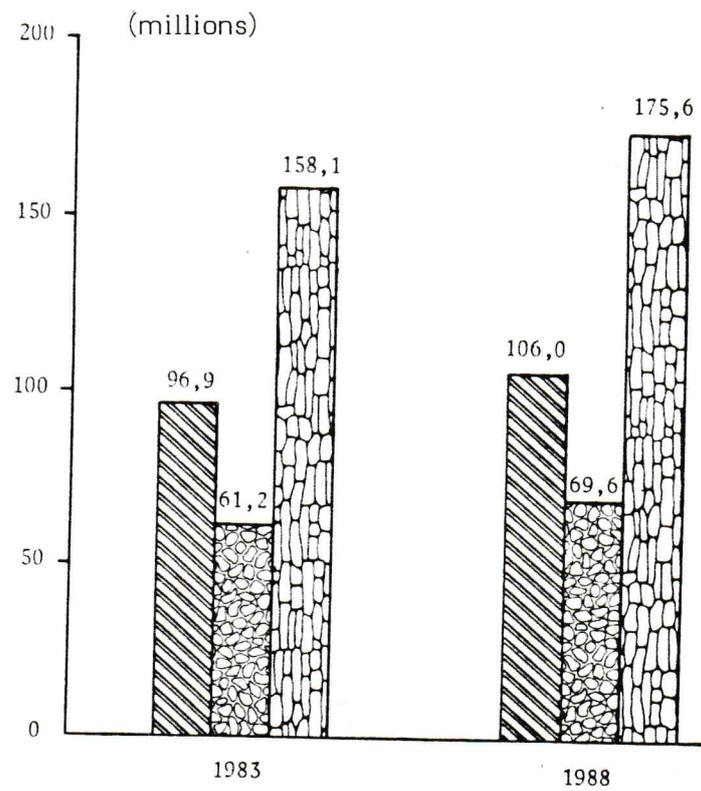
(Source : Circulaire de la Mission, 1984)

### . Un potentiel de croissance économique

Les interventions et les actions de la Mission ANSEA pourraient avoir un rôle de catalyseur dans l'intensification des relations commerciales et industrielles entre la France et les pays de l'ANSEA, en favorisant une meilleure connaissance et compréhension réciproque entre les dirigeants et les hommes d'affaires de la France et ceux de ces pays. Dans l'immédiat, et surtout à long terme, cela est important, car l'ANSEA abrite plus de 250 millions d'habitants (environ 275 millions en 1986), et elle représentera un potentiel non négligeable de croissance économique dans le monde d'ici l'an 2000.

La population de Java, les autres îles et l'Indonésie en 1983 et 1988

(millions)



Java



Autres îles



Indonésie

LA POPULATION DE JAVA, LES AUTRES ILES ET  
L'INDONESIE EN 1983 et 1988

## • Le rôle des organisations non-gouvernementales

Les relations économiques (industrielles et commerciales) entre l'Indonésie et les pays européens, par les biais de canaux étatiques ou par les entreprises privées, se sont accru considérablement durant les 10 années (jusqu'en 1985). Cependant, les relations dans les domaines culturels et scientifiques n'avaient pas progressé de façon si spectaculaire que dans le domaine économique.

Les ONG de la Hollande et de la RFA avaient contribué beaucoup aux coopérations non-gouvernementales avec ses partenaires en Indonésie dans les domaines socio-culturels (la santé, l'enseignement, le développement rural).

Le rôle des ONG européennes, des organisations socio-professionnelles des instituts privés, des universités est très important pour la consolidation et l'enrichissement des relations "multiformes" entre l'Europe et l'Indonésie.

Elles se savent souvent plus libres et beaucoup plus souples que la coopération officielle. Les actions des ONG peuvent apporter un complément à la coopération publique.

## AEROPORT DE CENGKARENG (J.I.A.)

---

La construction de l'aéroport international de Cengkareng de Jakarta, (Jakarta International Airport), qui sera terminé en 1985 apportera une grande contribution pour la **pérennité de la présence française** en Indonésie et pour maintenir **une bonne image de la technologie française**.

Pour ce grand projet d'un montant total de 2.500 millions de francs, beaucoup d'entreprises françaises ont participé, notamment **l'Aéroport de Paris, Sainrapt et Brice, S.A.E., Routière COLAS** et d'autres, en coopération avec les entreprises locales.

### . Une réussite de la conception française

Ce prestigieux projet sera également une publicité permanente et de qualité pour les oeuvres des ingénieurs et des techniciens français, car selon les estimations, cet aéroport géant et moderne, pourra acheminer **annuellement 10 millions de passagers** (intérieurs et internationaux)

Des dizaines de milliers de passagers pourront, chaque jour, être les témoins de cette magnifique **réussite de la conception française**. La résonance de cette réussite aura une portée lointaine et durable.

Les grands travaux ont été commencés après la signature du contrat par l'Aéroport de Paris le 8 Mai 1980 avec le gouvernement indonésien. L'aéroport international de Cengkareng se trouve dans une zone de rizières à 25 kilomètres à l'Ouest de Jakarta sur un site de 1800 hectares. L'Aéroport de Paris a réalisé les études et fourni les personnels permanents de supervision ainsi que les experts (**environ 200 ingénieurs français**) tout au long des 4 ans de travaux.

### . Négociations depuis 1975

Dès 1977, l'Aéroport de Paris, établissement gestionnaire des aéroports français, s'est vu confier l'étude d'ingénierie du nouvel aéroport, après une phase de négociations entamées en 1975 par le gouvernement indonésien.

Menée en association avec la société privée indonésienne P.T. KONAVI, cette étude a abouti en Décembre 1979 au lancement des appels d'offres. Les plans préparés par les ingénieurs d'Aéroport de Paris **respectent à la fois l'environnement et l'architecture** de M. Paul Andrieux, architecte de Roissy Charles de Gaulle.

En 1980, le choix des entreprises s'est porté sur les sociétés COLAS, SAINRAPT et BRICE et SAE pour la réalisation des travaux auxquels s'est associée l'entreprise indonésienne WASKITA KARYA.

La responsabilité de chaque entreprise est bien spécifique : COLAS assure l'infrastructure aéronautique et routière, SAINRAPT et BRICE la gestion du chantier et SAE la réalisation des deux aérogares et des bâtiments généraux. L'entreprise indonésienne réalise la troisième aérogare et la piste nord.

AEROPORT DE PARIS agit comme représentant du JIAC (Jakarta International Airport of Cengkareng) maître d'oeuvre, pour superviser les travaux.

Afin de remplir cette mission, AEROPORT DE PARIS a envoyé sur place une équipe de 12 Ingénieurs pour assister à l'encadrement des techniciens indonésiens de PT KONAVI jusqu'à la fin des travaux.

Cette importante réalisation mobilise sur le terrain environ **4.500 personnes dont 250 expatriés**, français pour la plupart.

(Source : Indonésie Aujourd'hui, Juillet/Aôut 1984).

**. La bonne exécution des travaux**

En Octobre 1983, un autre contrat a été signé, par la Direction de l'Aviation Civile de l'Indonésie avec AEROPORT DE PARIS, portant sur la conception et la réalisation d'un système centralisé de gestion des informations. Ce système permettra le traitement en temps réel des données relatives aux opérations aéroportuaires : mouvements d'avions, assistance en piste, exploitations de l'aérogare, transmission et télé-affichage des informations, prévision de trafic, statistiques et liaison avec les autres systèmes informatisés de l'aéroport.

La bonne exécution des travaux et le prestige français sur le plan technique a entraîné, en Février 1984, une autre signature de contrat portant sur une nouvelle mission pour AEROPORT DE PARIS :

- l'étude de l'organisation générale de l'établissement qui sera chargée de l'exploitation du nouvel aéroport.
  - l'élaboration des organigrammes détaillés des unités nécessaires au fonctionnement de l'aéroport.
  - la formation de plus de 40 cadres et techniciens indonésiens.
  - la confection de plus de 40 manuels de gestion, d'exploitation et d'entretien des installations et équipements de l'aéroport
- (Source : AEROPORT DE PARIS)

**. Les services après-vente**

AEROPORT DE PARIS a travaillé assez longtemps -sept ans- sur ce projet, à commencer par la réalisation des études qui lui avaient été confiées en 1977 par le gouvernement d'Indonésie (coût **des études 52,5 millions de francs**).

Après la mise en exploitation de cet aéroport (prévu en 1985) les interventions et les services "après-vente" assurés par AEROPORT DE PARIS constituera une base solide pour les coopérations économiques et techniques.

**. En opération à partir du 1er Avril 1985**

Le J.I.A. serait complètement en opération à partir du 1er Avril 1985, le jour où tous les vols intérieurs et internationaux desservant Jakarta seraient acheminés vers ce nouvel aéroport. Jusqu'en 1984, l'aéroport de KEMAJORAN (pour les lignes intérieures) et l'aéroport de HALIM (pour les lignes internationales) seraient encore utilisés.

En Octobre 1984, le J.I.A. a commencé, à titre d'essai, à se servir des avions de GARUDA, MERPATI et SEMPATI pour certaines lignes intérieures (Kompas, 11/10/84)

Le nouvel aéroport sera desservi par une autoroute à péage et une gare ferroviaire qui offriront des moyens de liaison rapide avec Jakarta. Il sera également doté d'un hôtel, de restaurants et d'un parc automobile de 2.400 places.

## AIRBUS EN INDONESIE

Le contrat considérable, par son ampleur, ses implications et ses conséquences à long terme, qui a été signé le 13 Septembre 1984 à New York entre les dirigeants d'**AIRBUS INDUSTRIES** et ceux de **PAN AM** aura un impact considérable en Indonésie.

La compagnie américaine a choisi AIRBUS face à BOEING. Elle en achète, elle en loue, elle prend des options sur un total de **91 appareils A 300, A -310 et A-320** (commande ferme de douze A -310 et de seize A-320) qui représentera une somme de **1 milliard à 3 milliards de dollars US.**

Ce succès très important de la construction aéronautique européenne faciliterait beaucoup le renforcement de la présence d'AIRBUS en Indonésie.

### . Premier pas : 9 appareils d'Airbus A-300

Depuis environ quatre années (1981) il y avait des contacts intenses entre la France et l'Indonésie sur la possibilité de vente d'Airbus. La bonne image de la France, compte tenu des projets déjà réalisés précédemment a aidé énormément à l'obtention des résultats positifs dans ses démarches.

**En 1982, neuf appareils d'Airbus A-300** ont été livrés à l'Indonésie. Ce grand succès, avec le montant **de 440 millions de dollars US**, a renforcé davantage "la percée" française dans ce secteur. Car, la France a gagné déjà, auparavant, certains terrains avec ses livraisons d'équipements d'aide à la navigation et les ventes d'avions.

### . "Assembler" les avions en Indonésie

Les négociations sur l'achat par l'Indonésie des appareils Airbus-320 ont été entraînées depuis 1983. Mme Edith Cresson a confié à l'AFP début 1984 : "Je crois qu'on est bien partis". Djakarta étudie, en effet, la possibilité d'acheter plusieurs dizaines d'appareils et **souhaiterait en "assembler" une partie.** (Les Echos, 15/2/1984)

Airbus 320 est un avion de 150 Places à 6 sièges de front et un seul couloir. Premier appareil à avoir été conçu après la crise pétrolière, il consommera jusqu'à 50% de moins que les BOEING-727 d'aujourd'hui (Les Echos, 14/9/84).

• Les autres "retombées" de l'achat

Si les négociations sur l'achat d'**Airbus-320** aboutissent à un contrat ferme, cet évènement serait sûrement un grand pas dans les relations entre les deux pays dans ce secteur, car l'achat serait accompagné de beaucoup d'autres "retombées" qui seront très bénéfiques pour la France et pour l'Industrie aéronautique européenne. L'achat serait lié à **la formation d'équipages, de techniciens**. Elle pourrait conduire, à long terme, à d'autres achats d'équipements. Le suivi d'après-vente contribuerait à la continuité de la présence française dans ce domaine.

• Alouettes III et Puma SA-330

Les relations entre la France et l'Indonésie dans le domaine de la navigation aérienne sont relativement bonnes, malgré l'existence du puissant "lobby allemand" (MBB et autres) et le "lobby japonais" (Kawasaki et autres)

L'Indonésie a acheté des **hélicoptères "Alouettes III"** et un grand nombre de **"Puma QA-330"**.

Thomson CSF a construit pendant plusieurs années un immense réseau de couverture radar pour le contrôle du trafic aérien de Java-Bali-Sulawesi-Sumatra.

## L'INDUSTRIE AERONAUTIQUE NURTANIO

---

Depuis plus de 5 ans (en 1984) certaines entreprises françaises (entre autres : SNIAS, SFENA, TURBOMECA, GIFAS, FIAS, CNES) ont noué des relations fructueuses avec l'industrie aéronautique indonésienne NURTANIO, située à Bandoung (Java-Ouest)

Ces entreprises françaises ont signé des accords pour la formation des techniciens indonésiens, l'envoi sur place à Bandung d'experts français, les achats en grande quantité d'équipements pour cette industrie aéronautique en plein développement.

### • La plus grande industrie aéronautique

Les perspectives de développement de NURTANIO, qui serait **la plus grande industrie aéronautique du Sud-Est Asie** attirent l'intérêt de beaucoup de pays qui convoitent la coopération avec ce futur géant industriel. La concurrence est très sévère.

NURTANIO est devenue une marque de progrès technologique de ce pays, dont **il représente la plus grande concentration d'ingénieurs, de chercheurs et de techniciens indonésiens de qualité.**

NURTANIO fabrique diverses pièces importantes pour combler les besoins des compagnies aériennes et elle assemble les **hélicoptères SUPER PUMA AS** de l'Aérospatiale, **les hélicoptères MBB-Kawasaki BK 117** de 12 places, **Bell-Textron 412** de 15 places, ainsi que le **NBO-105** de Messerschmitt.

Elle assemble aussi l'appareil CN 212 de la société espagnole Constructiones Aeronauticas (CASA) et a entrepris avec cette société le développement en commun du bimoteur de

### • Production sous licence de l'avion CN 235 et d'hélicoptères

Les relations entre NURTANIO et CASA sont très développées. Les deux entreprises ont signé un contrat pour **la production sous licence** par NURTANIO de **l'avion CN 235** (avec la formule de répartition d'action 50 - 50).

Selon Financial Times (London), Dr. Habibié, le "patron" de NURTANIO serait en train de négocier **la même formule** avec l'Aérospatiale (France), Messerschmitt (RFA) Bell-Textron (USA), MBB-Kawasaki (Japon), pour **la production** d'hélicoptères de types divers.

(Financial Times, 30/4/84)

Jusqu'au début 1984, 49 appareils CN 212 et 54 appareils NBO-105 ont été livrés sur un total commandé de 154 (pour CN-212) et 108 (pour NBO-105).

110 commandes fermes ont été prises pour le CN-235 dont 86 en Indonésie et 24 en Espagne. Des négociations sont en cours pour la vente de 20 appareils en Thaïlande (Dossier CCVA 1984).

**• Une industrie d'armement**

NURTANIO a certainement, selon Financial Times, un marché potentiel en Indonésie, dont la superficie de territoire nécessite des facilités de transports. Mais le protectionnisme local est un autre facteur. **Les clients locaux n'ont pas le droit d'acheter des avions étrangers** tant que NURTANIO assure l'approvisionnement. L'autre division de NURTANIO est **l'industrie d'armement** située à Java-Central (près de Jogya). Selon le Dr. Habibié, cette division fabriquerait les torpedos SUT avec la participation de AEG Telefunken (RFA) et les rockets 2.75 FZ (participation belge). Elle envisage également de produire les froids FN belge (Financial Times, 30/4/84)

**• Les relations avec les entreprises françaises**

Les relations entre NURTANIO n'étaient pas seulement facilitées par les contrats directs entre les représentants ou les missions d'entreprises françaises envoyées en Indonésie, mais aussi par les visites de délégations indonésiennes en France, ou par l'accueil des cadres et de techniciens indonésiens pour suivre des formations en France.

Les interventions de FIAS et de **FIEA (Association Franco-Indonésienne d'Equipements Aéronautiques)** dans ce domaine sont des facteurs très importants.

**• Satisfaire les demandes locales et étrangères**

D'après le programme de NURTANIO, cette industrie aéronautique produira jusqu'en 1987 environ 110 appareils, pour la plupart de type NC-212 **pour satisfaire les demandes aériennes locales et étrangères;**

Parmi les compagnies locales qui ont passé des commandes se trouvent Merpati Nusantara Airlines, BURAQ. Des commandes ont été reçues également **des compagnies étrangères** : la Thaïlande a commandé 8 appareils, Air Guam 3 appareils (au total Air Guam commanderait 21 appareils).

Des négociations ont été entamées par Nurtanio pour vendre ses avions au **Bangladesh, Moyen-Orient** et en **Malaisie**.

(Kompas, 3 Janvier 1985)

#### . Utilisation des avions de fabrication locale

L'Indonésie a décidé d'**utiliser les avions de fabrication locale**, dans les années à venir. Les avions CN-235, fabriqués par Nurtanio, **vont remplacer** les F -27 (Fokker) de fabrication hollandaise, qui ont dépassé les heures de vol réglementaires.

Les avions CN-235 peuvent transporter 35 passagers. Cependant, Nurtanio est en train de **préparer la construction** d'un autre type d'avion, le CN-260, qui peut transporter 60 passagers. En 1987, **l'année de parution du CN-260**, l'Indonésie va supprimer les avions F-27. Dans les années 1990, l'Indonésie **pourrait produire des avions ayant une capacité de 100 passagers**.

(Source : Nurtanio; Kompas 3 Janvier 1985).

## LES ACTIONS DE LA FIAS

---

Agence de coopération internationale de l'industrie aéronautique et spatiale française, la **FIAS** (Formation Internationale Aéronautique et Spatiale), dont la mission est de proposer **à ses partenaires étrangers les moyens d'assurer le développement de leurs ressources humaines**, a signé le 6 Février 1984 deux contrats de formation avec les autorités indonésiennes.

La **FIAS** a été créée à l'initiative du **Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales (GIFAS)** et des organismes aéronautiques d'exportation, à laquelle ont été associés dès l'origine les ministères concernés (relations extérieures, défense, transports, éducation nationale, commerce extérieur, industrie et recherche).

### • Prestations à deux niveaux : en France et à l'étranger

La **FIAS**, pour répondre aux besoins spécifiques exprimés par ses partenaires nationaux et étrangers, dont l'Indonésie **propose des prestations à deux niveaux : en France** (orientation, formation linguistique et mise à niveau scientifique et technique) et à l'étranger (conception et mise en place de dispositifs locaux de formation à tous les niveaux de qualification....) Ainsi, afin de faciliter leur mise à niveau, leur préparation et leur adaptation en cycle de formation **prévu dans le système d'éducation français**, les étudiants et stagiaires étrangers sont d'abord accueillis au Centre de Toulouse pour une période d'un an, au coeur même de son complexe aérospatial.

### • Formation en ingénierie aéronautique et spatiale

L'action de la **FIAS** en Indonésie est un exemple qui illustre parfaitement les possibilités de prestations de l'agence à l'étranger, dans le domaine de la **formation en ingénierie aéronautique et spatiale**.

Le premier contrat signé avec le Ministère Indonésien de l'Education et de la Culture, concerne la réalisation des programmes d'une école technique aéronautique (STM), équivalent d'un Lycée d'Enseignement Professionnel, destinée, à **former des ouvriers qualifiés pour les besoins du secteur aéronautique indonésien**.

Les prestations qui seront fournies par la FIAS sont les suivantes

- étude détaillée des programmes (de mars 1985 à juin 1985)
- formation en France de 9 instructeurs indonésiens (à partir de Juillet 1984).
- assistance technique sur le site (9 experts pendant 3 ans, à compter de mars 1985).
- l'appui logistique à distance pendant toute la durée du contrat  
(Source : Indonésie Aujourd'hui - Juillet/Aôut 1984)

**• Réunir les moyens de l'industrie aéronautique et spatiale**

Pour ces prestations, la FIAS, maître d'oeuvre de l'opération, **réunit les moyens de l'industrie aéronautique et spatiale** et ceux du Ministère de l'Education Nationale.

Les locaux seront fournis par le Ministère indonésien de l'Education et de la Culture, par l'aménagement d'une école déjà existante à Bandung. L'ouverture de l'établissement est prévue contractuellement pour juillet 1985.

**• La confiance à la FIAS**

Le second contrat signé avec P.T. Nurtanio pour une durée de trois ans reconduit en fait le contrat précédent. Le Docteur B.J. Habibié, Ministre de la Recherche et de la Technologie et Président de PT NURTANIO a ainsi **renouvelé sa confiance à la FIAS** pour les actions de formation qu'elle mène à **Nurtanio depuis Octobre 1981.**

Rappelons que la mission de la FIAS dans cette opération consiste à mettre en oeuvre **le programme de formation de la maîtrise et du personnel ouvrier** de Nurtanio, dans les domaines de l'électricité, de la chaudronnerie et des travaux de métaux légers. Elle est assurée sur place par une équipe de 10 experts.

(Source : Indonésie Aujourd'hui : Juillet/Aôut 1984)

## LE LAMINOIR A FROID DE KRAKATAU

A partir de Septembre 1984, nombre de français et de françaises, sont partis en Indonésie, par petits groupes, pour vivre et travailler **dans le complexe sidérurgique intégré géant de Krakatau**, qui se trouve à Celegon (Java-Oues). Plus de 100 français (et françaises) seraient engagés dans la construction du laminoir à froid. La réalisation de **ce projet géant de laminoir à froid** serait assurée par P.T. Cold Rolling Mill Indonesia (CRMI) en coopération avec plusieurs entreprises étrangères groupées en un consortium qui réunit **Spie-Batignolles, CLECIM** (France) et deux entreprises espagnoles.

• La mise en oeuvre prévue : 1987

Le contrat de construction de ce projet est entré en vigueur le 21 Octobre 1983, et la mise en oeuvre du laminoir est prévue pour le premier trimestre 1987.

L'investissement total est estimé à **805 millions de dollars US** (environ 7,2 milliards de francs, taux fin 1984), alors que l'investissement initial fixé est de **626 millions de dollars US**, incluant les dépenses suivantes:

- préparation du terrain/gestion et étude	91,98	millons de \$US
- matériels de fabrication	160,11	"
- équipements auxiliaires	47,68	"
- montage et travaux publics	230,46	"
- charpentes métalliques	31,38	"
- services généraux	11,25	"
- pièces détachées et petites fournitures	30,13	"
- fret et assurances	22,67	"

(Source : Indonésie Aujourd'hui n° 27, 1984)

• Les prévisions de la production annuelle

Le laminoir à froid sera **une partie importante du complexe sidérurgique géant de Krakatau**. Une autre partie importante de ce complexe est le laminoir à chaud, dont les travaux de construction se poursuivent en 1984 également.

Le laminoir est conçu en vue d'une production annuelle de 850.000 tonnes de produits sidérurgiques laminés à froid se répartissant comme suit :

- produits de base galvanisés	384.000 tonnes
- tôles/rouleaux laminés à froid	215.000 tonnes
- produits de base tubes	121.000 tonnes
- tôles/rouleaux fer blanc	130.000 tonnes

Selon les prévisions, **en 1987** la production atteindra 50% en **1988**, elle sera de 80%, **en 1989** de 90%, et **en 1990 de 100%**. Au moment de la production à pleine capacité, en 1990, l'usine **absorbera annuellement 950.000 tonnes de matières premières.**

(Source : Indonésie Aujourd'hui, n° 27, 1984)

#### . Les fonds de financement de ce grand projet

Les fonds de financement de ce grand projet, autres que le capital social de l'entreprise, d'un montant de 245 millions de dollars US, **seraient assurés par des prêts étrangers** comportant :

- **Un prêt commercial en euro-devises** de 218 millions de dollars US sur 10 ans incluant une période de franchise de 4, 5 ans à un taux d'intérêt de 1,25% au-dessus du dépôt LIBOR US\$ pour une durée de 3 à 6 mois.
- **Un crédit français à l'exportation** de 1,72 milliard de francs, pour le financement de 85% des matériels français, sur 14 ans, incluant une période de franchise de 4 ans à un taux d'intérêt annuel de 8,75%, y compris la prime de la COFACE.
- **Un crédit espagnol à l'exportation** de 13,44 milliards de pesetas, sur 14 ans, pour le financement de 85% des matériels espagnols et dépenses locales en Indonésie.
- **Un prêt Eximbank US** de 6,8 millions de dollars US sur 8, 5 ans comprenant une période de franchise de 4 ans à un taux d'intérêt annuel fixe d'environ 10%. (Source : Indonésie Aujourd'hui, n° 27, Mars 1984)

#### . Beaucoup d'entreprises françaises participent à sa réalisation

Le projet du laminoir à froid de Krakatau entraînerait beaucoup d'entreprises françaises à participer à sa réalisation, comme Spie-Batignolles, Creusot-Loir, Clesin et autres. Parmi les quatre sociétés contractantes, **Clesim apporte son savoir-faire pour les équipements de production et les**

procédés industriels, **Spie-Batignolles son expérience d'ensemblier et d'organisation de grands travaux**, Technidas Reunidas réalise les matériels nécessaires à la production des fluides énergétiques et Centunion (espagnol) les charpentes de bâtiments.

Le responsable du Consortium ainsi formé est Spie-Batignolles, la formation du personnel indonésien est assumée **tant en Indonésie qu'en France par les sociétés françaises.**

• **Cette importante réalisation ne sera terminée qu'en 1988**

Selon le plan d'exécution du projet, la mise en route des utilités est prévue au printemps 1986 alors que celle du procédé sera effective à partir d'Octobre 1986. Ainsi, **le démarrage des installations** pourra s'effectuer en **Avril 1987.**

Toutefois, **les obligations contractuelles de Spie-Batignolles ne seront terminées qu'en Avril 1988**, après la période d'assistance.

Le projet comprend également un programme de formation. A partir de Mars 1985, avant la mise en service de l'usine, un centre capable d'accueillir 273 stagiaires sera créé sur le site ; leur formation sera assurée par une équipe d'ingénieurs-formateurs de Spie-Batignolles-Clecim. Puis, dès Juillet 1985, une équipe indonésienne d'environ 80 personnes sera accueillie en France pour suivre une formation générale dans les usines sidérurgiques.

Cette **importante réalisation mobilise sur le terrain environ 5.000 personnes dont 500 expatriés étrangers.**

(Source : Indonésie Aujourd'hui, Décembre 1984)

• **Spie-Batignolles a repris CLECIM**

Après les difficultés auxquelles Creusot-Loire a été confronté en 1984, Spie Batignolles a repris Clecim, filiale de Creusot-Loire, spécialisée dans les équipements sidérurgiques. Les négociations étaient menées depuis l'automne 1984.

Spie-Batignolles a été amenée à s'intéresser au sort de Clecim à cause **d'un contrat de 4,5 milliards de francs** dans ce projet géant de Krakatau, sur lequel les deux firmes sont associées.

**Plusieurs centaines de millions de francs** de pénalités étaient prévus en cas de défection. Clecim emploie 1.600 personnes sur les sites de Courbevoie, Saint-Chamond, Montbrison et Ferrière.

(Source : Les Echos, 15 Janvier 1985)

## L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

---

Dans le domaine de l'industrie sidérurgique indonésienne la participation et la contribution française au développement **serait pressentie pour longtemps**, grâce à la réalisation du projet de laminoir à froid (environ 805 millions de dollars US) pour le complexe sidérurgique Krakatau par Creusot-Loire et Clecim. La participation de l'entreprise française **Merlin-Gerin** pour la fourniture, clé en main, des auxiliaires électriques de la centrale thermique de Suralaya (51 millions de francs) contribuerait à la présence française dans cette région avoisinante de Krakatau.

### . Le plan sur une période de 10 ans

Le complexe sidérurgique Krakatau (Java-Ouest) est le premier dans ce genre pour l'Indonésie. Il constituera également **le premier complexe sidérurgique de l'Asie du Sud-Est** utilisant les fours électriques pour la fabrication d'acier.

Le complexe était à l'origine un vieux projet, datant de l'époque du Président Sukarno (avant 1965).

En 1970, le projet était à nouveau relancé en constituant l'entreprise d'état Krakatau Steel. Le plan directeur a envisagé de le développer, en plusieurs phases **sur une période de 10 ans**, pour intégrer la production d'acier à partir du traitement du minerai, avec une production finale **envisagée de l'ordre de 2,2 millions de tonnes par an**.

### . Usine d'acier complètement intégrée

Conformément à la première partie des objectifs de Krakatau Steel, la construction d'une usine de barres était achevée à la fin de 1976, puis au début de 1977 la production commerciale commença. Une usine de profilés installée dans le même bâtiment était achevée en Juillet 1977.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la deuxième partie des objectifs de la Krakatau Steel, un programme étendu a été mis au point pour la construction **d'usine d'acier complètement intégrée** couvrant la transformation du minerai de fer jusqu'aux produits d'acier finis.

**. Production du fer blanc**

En 1984, le Krakatau Steel produit environ 1 million de tonnes de fer.

A partir de 1982, le Krakatau Steel conjointement avec Tambang Timah (une entreprise d'état d'étain) a commencé un projet commun pour monter une usine pour la fabrication de "tin plate" destinée à couvrir les besoins de l'industrie de conserves locales. Le projet envisage **une production de 130.000 tonnes de "fer-blanc" par an**. Le coût de sa construction serait d'environ **112 millions de dollars US**, et les travaux seraient terminés en 1985.

**. Réduction de la dépendance envers l'étranger**

Le Krakatau Steel sera, finalement, en mesure de fournir les produits en acier nécessaires au développement de nombreux secteurs industriels, y compris l'industrie du bâtiment et d'autres industries. C'est ainsi **que se réduira la dépendance de ce pays envers l'étranger** pour ce qui concerne les produits sidérurgiques. L'achèvement du projet de Krakatau Steel ouvrira un nouveau chapitre dans **le développement de l'industrie d'acier** de la nation qui stimulera certainement la croissance **d'autres industries métallurgiques et mécaniques dans l'avenir**.

**. Les petites et moyennes entreprises**

La demande en acier sous forme de barres, tôles, profilés, fils, laminés, tubes et tuyaux a progressé de façon significative **au rythme de 11% par an**. Les besoins de ce pays couvrent approximativement 1,7 millions de tonnes en 1980.

En 1984, il y a environ **100 petites et moyennes entreprises** industrielles sidérurgiques produisant des barres à béton, fils, barreaux et tuyaux. Les progrès de la sidérurgie ces dernières années sont surtout dûs au développement du projet de Krakatau Steel.

## L'EXPANSION DES INDUSTRIES MECANIQUES

---

L'industrie mécanique et les machines-outils de l'Indonésie se sont rapidement développées au cours des dix dernières années, et ce **mouvement va s'accélérer dans les quelques années à venir (vers 1989)**

La croissance de cette industrie a été relativement spectaculaire, à la fois au niveau du volume et de la diversification des produits.

### . Participation de l'industrie privée et les investissements étrangers

Le gouvernement indonésien a accordé une grande priorité à ces deux types d'industrie en planifiant un certain nombre de nouveaux projets pour la production de machines-outils et leurs composants. Il recherche **une nouvelle participation accrue de l'industrie privée** dans ce secteur. Le Bureau de Coordination des Investissements en Indonésie (BKPM) recherche **des investissements étrangers** pour un certain nombre de projets dans le **secteur de l'industrie mécanique et métallurgique**, incluant la production de machines, de pièces détachées et de machines-outils.

Parmi ces projets figure **la fabrication de matériels de traitement et de structures mécaniques** pour l'industrie du pétrole et du gaz, tels que: séparateurs de gaz et de pétrole, deshydrateurs, filtres et épurateurs de gaz, équipement de raffinage, dispositifs d'élimination de sulfure d'hydrogène et gaz carbonique, plateformes en mer, leviers de chargement, systèmes d'amarrage, structures de forage et équipement de têtes de puits.

(Source : Indonésie Aujourd'hui, Avril 1984)

### . Préparer le Cinquième Plan Quinquennal (après 1989)

L'Indonésie, qui est un pays en développement en voie d'industrialisation, a besoin de biens d'équipements pour développer ses activités économiques : **les biens d'équipement représentent déjà (jusqu'à 1984) environ 47-48% de ses importations.**

Dans ce domaine, la France ou les entreprises françaises ne doivent pas rester derrière les autres pays (les Etats-Unis, le Japon, la RFA surtout, et à moindre degré la Hollande, la Grande Bretagne, la Corse, Taïwan) qui sont en train de s'implanter davantage dans ce pays.

• Les problèmes à surmonter par les entreprises étrangères

Il y a certainement beaucoup de problèmes à surmonter, et il faut connaître la politique et la stratégie du gouvernement indonésien en matière de développement.

Il est alors plus facile de comprendre pourquoi le gouvernement indonésien encourage les investissements étrangers **dans certains secteurs plutôt que dans d'autres**, pourquoi il impose **certaines restrictions sur les titres de propriété**, refuse les filiales appartenant entièrement à des étrangers, insiste sur ce que l'on appelle le programme "d'Indonésianisation" des associations en participation avec des étrangers, met en place **un calendrier pour augmenter la participation locale** dans telle ou telle fabrication.

## LA PRESSE ET LA FRANCE

---

Les relations entre la France et l'Indonésie dans le domaine de la presse écrite sont très minimes par rapport à d'autres domaines. Des stagiaires indonésiens ont suivi les cours du **C.P.J. (Centre de Perfectionnement de Journalisme)** à Paris. Des journalistes indonésiens ont été accrédités à Paris et parmi eux se trouvaient les journalistes de la revue **TEMPO**, les journaux **SINAR HARAPAN** et **KOMPAS**. A Jakarta un bureau de l'AFP fonctionne depuis longtemps.

Depuis très longtemps, dès les années 60, les Etats-Unis, la RFA et la Hollande avaient commencé à nouer des relations avec le milieu de la presse indonésienne (exemple : stage par Die Welt à Hambourg pour un journaliste du journal MERDEKA -avant 1965, invitations par les Etats-Unis pour faire **un tour de presse** et des stages en Hollande).

### • La bonne expérience de GIFAS

Des efforts conjointement concertés par le gouvernement français (l'Ambassade de France à Jakarta), par les entreprises et les instituts français, peuvent être étudiés **pour établir des relations plus étroites avec la presse indonésienne**. Considérant la situation locale, cette tâche ne doit pas être toujours facile.

L'expérience de GIFAS (Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales) ou SFENA (Société Française d'Equipements pour la Navigation Aérienne) pour inviter un journaliste du journal KOMPAS de Jakarta, est une excellente référence. Le journaliste a écrit un long article sur l'industrie aéronautique française, après son tour de presse en France (paru dans Kompas le 17/6/1984).

### • Les entreprises de presse et les journalistes

D'après les chiffres publiés par le Ministère de l'Information (1983), pour toute l'Indonésie, il y a **260 entreprises d'édition de presse**, qui sont regroupées dans la seule association d'éditeurs, le SPS (Serikat Penerbit Surat kabar).

Les éditeurs de presse indonésiens **emploient 12.700 personnes dont 5.400 journalistes** (Tempo, 28/7/84). Le service culturel de l'Ambassade de France a, en général, de bonnes relations avec la presse locale.

La presse écrite indonésienne emploie environ 5.400 à 5.700 journalistes, qui travaillent dans les journaux quotidiens, hebdomadaires ou mensuels de toute sortes. Environ 3.700 journalistes sont adhérents de l'**Association des Journalistes Indonésiens** (P.W.I.), une association qui exerce une grande influence (et pression) au sein du milieu journalistique. Parmi les journalistes de ce pays, une très faible minorité a étudié dans les écoles ou facultés de journalisme.

• Le taux de lecture

Le taux de lecture de la presse indonésienne varie considérablement Selon les résultats d'enquête faites par PT SURVEY RESEARCH INDONESIA (1983), parmi les grandes diffusions :

1. POS KOTA (Jakarta) avec	1.866.000 lecteurs
2. KOMPAS (Jakarta)	1.567.000 lecteurs
3. SINAR HARAPAN (Jakarta)	848.000 lecteurs
4. SINAR PAGI (Wedan)	805.000 lecteurs
5. PIKIRAN RAKYAT (Bandoung)	478.000 lecteurs
6. MERDEKA (Jakarta)	250.000 lecteurs
7. SUARA KARYA (Jakarta)	208.000 lecteurs

## LES ENTREPRISES FRANCAISES ET LE TOURISME

---

Dans le secteur du tourisme en Indonésie, les entreprises françaises étaient peu présentes dans le passé. Mais depuis quelques années, **le Club Méditerranée** et le **Sofitel** ont entamé des études de marché pour le tourisme en Indonésie. Des négociations avec les autorités indonésiennes ont abouti à la construction de trois hôtels à Bali, par ces deux entreprises et par l'Hilton.

Un certain nombre de touristes français visitent chaque année les régions touristiques de ce pays : **Sumatra du Nord** avec son lac de Toba, **Sumatra Central** (pays de Minang Kabau), **Java** avec le temple BOROBUDUR, **Bali** et les **Célèbes du Sud** (pays de Toraja)

### . Le nombre des touristes français

Le nombre des touristes français en Indonésie, s'élève à : 23.783 pour 1980, 28.834 pour 1981, 23.209 pour 1982 et environ 22.000 pour 1983.

En avril 1983, le gouvernement indonésien a levé l'obligation du visa pour les touristes qui veulent visiter ce pays durant 2 mois. Les touristes **venant de 26 pays** (les Etats-Unis, le Canada, la Communauté Européenne - dont la France-, la Corée du Sud, Hong-Kong, le Japon, l'Australie la Nouvelle Zélande) **peuvent débarquer en Indonésie sans visa.**

En 1983, le chiffre des touristes ayant séjourné en Indonésie était de 642.142, soit 7% de plus par rapport à l'année précédente (1982).

**Environ 25% de ces touristes étaient originaires des pays de l'Europe** (la plupart de la Hollande et de la Grande Bretagne), 20% des pays de l'ANSEA, 16% de l'Australie, 11% du Japon et 9% des Etats-Unis).

(Par comparaison : les touristes qui ont visité les Philippines en 1983, étaient environ 780.000).

### . Les hôtels et les "home-stays" à Bali

Les décisions du Club Méditerranée et de Sofitel de construire ses hôtels à Bali pourraient être, à long terme, **une contribution importante** pour la présence française dans le secteur du tourisme.

Le gouvernement indonésien est actuellement en train d'étudier "le pour et le contre" d'ouvrir BALI pour l'escale directe des transports aériens internationaux. L'ouverture de BALI pour les avions étrangers modifiera beaucoup **le taux d'occupation hôtelière à Bali.**

Bali possède en 1984, **9075 chambres** avec un taux d'occupation de l'ordre de 50,8%. Fin 1984, cette île de tourisme offrira 1.400 chambres de plus. En 1985, avec une croissance de touristes de 10%, le taux d'occupation serait de 46,7%

A part les hôtels dotés d'étoiles (avec environ 3.144 chambres), Bali possède des "**home-stays**" avec **5.931 chambres** (Kompas, 29/8/84)

**. Le Club Méditerranée et son Balio Holiday Village**

Le Bali Holiday Village construit par le Club Méditerranée, le premier groupe mondial de vacances, sera une autre création d'un produit spécifique : un village de vacances avec un décor balinais. En association avec des partenaires locaux, et en coopération avec le Bali Tourism Development Corporation, le **Bali Holiday Village** se présentera comme un village de loisirs (avec **650 lits**) qui stimulera le développement d'activités économiques et culturelles de Bali. On estime que plus de 200 personnes (la quasi-totalité sera indonésienne) seront recrutées pour faire fonctionner ce village qui serait mis en service au début 1985. L'originalité de service, **ses activités traditionnelles sportives et culturelles**, manifestera la différence avec d'autres chaînes hôtelières. Le Club a investi une somme d'environ 20 millions de dollars US.

**. SOFITEL et son PURI NUSANTARA PERMAI**

Le projet de "SOFITEL" pour gérer **l'Hôtel Puri Nusantara Permai** (avec environ 300 chambres) à Bali serait un autre projet qui pourrait faire rayonner l'expérience réputé du tourisme français. Ce projet coutera **environ 60 millions de francs.**

La chaîne Hilton est en train d'étudier la construction d'un autre hôtel (Duri-Nusa) dans cette île (de 350 chambres), avec un coût de plus de 35 millions de dollars US;

Les trois projets à Bali, **entraîneront un nombre d'entreprises françaises** dans ses réalisations, pour les études, la supervision des travaux, formation de personnels et les équipements.

. Méridien et Novotel à Jakarta

Jakarta, la capitale avec sa population de 7 millions d'habitants, possède déjà des hôtels "de classe", exemple : **Aryaduta Hyatt, Borobudur Inter-Continental, Asoka, Jakarta Hilton, Indonesia, Kartika Plaza, Président, Sahid Jaya, Wisma Pertamina, Kartika Chandra, Marcopolo.**

Mais cette métropole qui reçoit un grand nombre d'hommes d'affaires de tous les continents et les visiteurs gouvernementaux a encore besoin d'enrichir son infrastructure d'accueil. La décision du groupe **Méridien** et **Sofitel-Novotel** (par ACCOR) d'étudier la possibilité de construire deux hôtels à Jakarta serait une contribution pour renforcer la présence français dans cette capitale.

## L'ELECTRICITE INDONESIENNE ET LA FRANCE

---

Dans le domaine de l'électricité, les relations entre l'Indonésie et la France sont très privilégiées et elles ont commencé depuis plus de 20 ans. Depuis lors, des entreprises groupées autour de la C.G.E. (Compagnie Générale de l'Electricité) avaient exécuté, **chaque année, des projets divers et des missions variées**, à la demande du gouvernement indonésien ou de la Compagnie d'Electricité d'Etat PERUSAHAAN LISTRIK NEGARA (PLN) La Compagnie PLN, homologue de l'E.D.F., **est la deuxième plus grande compagnie d'état** indonésienne, après la compagnie pétrolière PERTAMINA.

### . Une bonne base pour la coopération

Ces bonnes relations de longue date se sont maintenues jusqu'à aujourd'hui (en 1985) ce qui manifeste une bonne base pour la coopération dans les années à venir. Le PLN est en train de confier aux entreprises françaises **nombre de projets importants, y compris la formation des cadres (sur place) et l'accueil de stagiaires (en France)**.

Cet acquis est très précieux à garder pour l'avenir, dans une situation concurrentielle très forte (avec le Japon, les Etats-Unis, la RFA).

### . 1250 villages doivent être "branchés"

Il y a en effet encore beaucoup à faire en Indonésie dans le domaine de l'électricité.

Selon le 4ème Plan Quinquennal (REPELITA IV) **chaque année environ 250 villages** doivent être équipés de l'électricité, ce qui signifie qu'à **la fin de 1988 environ 1.250 villages** de cet archipel doivent être "branchés" par le PLN. L'industrie indonésienne est en train de se développer, et le niveau de vie de la population augmente. On consomme de plus en plus d'électricité.

### . La capacité du pays en électricité

Le gouvernement indonésien donne la priorité aux projets électriques (exemple : les grands projets de MAUG, de MRICA et de SAGULING) malgré les difficultés financières ou budgétaires pour faire face à la demande, toujours grandissante, **du développement de l'industrie et de la culture**. Le budget prévu pour le secteur de l'énergie (hydraulique et thermique) est de l'ordre de **11%**.

En 1983, la capacité en électricité du pays est 8.113 mégawatts, dont environ 3.935 mégawatts sont produits par le PLN (agence équivalent à l'EDF).

Selon les données de l'année 1982, seulement **11,6% de la consommation totale de l'énergie** en Indonésie proviennent de l'électricité, qui se répartissent ainsi :

- 25,2% pour les ménages
- 25,9% pour les transports
- 37,3% pour les industries
- 11,6% pour les centrales

• La participation d'entreprises françaises

Les entreprises françaises **Jeumont-Schneider, Merlin Gerin, CCM-Sulzer, CGE-Alstom, Cogelec, Coyne et Bellier, Cables de Lyon, etc...** ont réalisé - ou ont participé - à de grands projets de barrages hydro-électriques, des centrales diesel, des sous-stations.

Ces oeuvres ont contribué énormément à établir une bonne réputation pour la France.

## LE GEANT DE L'ELECTRICITE : PLN

---

Le géant homologue d'EDF, l'entreprise d'état P.L.N., est chargé de **planifier, générer et distribuer** l'énergie électrique en Indonésie. Cette deuxième plus grande compagnie d'état indonésienne -après la compagnie pétrolière PERTAMINA - emploie, en 1985, environ 45.000 personnes. La totalité des abonnés de PLN est d'environ **4,6 millions**, et le bénéfice de ses opérations (en 1983-1984) se montait à 800 milliards de Rupiah, ou environ 7,5 milliards de francs (Kompas, 24/9/84).

Depuis plus de 20 ans, la PLN a des relations assez étroites avec l'E.D.F., et les autres compagnies françaises : C.G.E., Alsthom-Atlantique.

### . La capacité génératrice du PLN

PLN, selon le Plan Quinquennal IV, devrait augmenter sa capacité de 3.935 Megawatts (en 1983) à 9.000 Mégawatts à **la fin du Plan (1989)**. L'estimation du budget pour réaliser le programme d'augmentation de capacité de ce secteur serait d'environ 10,2 trillions de Rupiahs (environ 80 milliards de francs), y compris pour l'installation, équipements de transmissions et de distributions (Kompas, 24/9/84).

La capacité génératrice du PLN provient à **80% environ, de centrales thermiques**, et le reste est d'origine hydraulique. Actuellement, de la puissance installée (3.935 Mégawatts) environ 80% utilise le pétrole, tandis qu'à la fin du Plan Quinquennal IV, pour une puissance de 9.000 Mégawatts installée, on utilisera 52% de sources non-pétrolières (Kompas, 24/9/84).

### . Pour soutenir la croissance industrielle

Le gouvernement indonésien a donné une grande priorité à l'électricité parce que la demande en énergie électrique est énorme pour soutenir la croissance industrielle et le développement économique, social et culturel, qui a actuellement dépassé les possibilités de l'Etat. Dans la plupart des cas, les installations industrielles et commerciales sont obligées **d'installer leur propre centrale électrique**. Les petites centrales (privées) jouent encore un rôle important car elles produisent encore plus de la moitié de la capacité totale de ce pays.

### . Ressources hydrauliques et géothermiques

La capacité génératrice provenant de centrales thermiques utilisant le pétrole serait augmentée, mais **des centrales hydrauliques et géothermiques**

ou des centrales utilisant **le charbon** (exemple : centrale de Suralaya à Banten, Java-Ouest) **seraient multipliées**. Plusieurs centrales hydrauliques, en utilisant des barrages, continuent d'être construites en 1983 et 1984 (exemple : centrale de MRICA à Java-Central).

**Les ressources géothermiques** sont devenues un objet d'étude sérieux depuis plusieurs années, car ces ressources sont abondantes en Indonésie, compte tenu de la centaine de volcans actifs. Le PLN envisage de produire **1000 Mégawatts d'électricité géothermiques en 1990**.

**. Un marché potentiel pour les entreprises françaises**

L'Indonésie entend réduire sa **dépendance du pétrole pour générer l'électricité**, en mettant en valeur les autres ressources. Le but est de diminuer le pourcentage de ressources pétrolières, qui est d'environ 80% en 1984, à 21,5% en l'an 2003.

Le PLN envisage de générer 51.690 Mégawatts en 2003, pour soutenir la croissance économique et démographique, de ce pays à l'horizon 2003. Cela entraînerait une dépense gigantesque pour les investissements, et constituerait **un marché potentiel pour les entreprises étrangères, y compris les entreprises françaises**.

**. La projection pour l'an 2003**

La projection de génération d'électricité **par le PLN en 2003** est répartie de la façon suivante :

<b>origine</b>	<b>puissance</b>	<b>%</b>
hydraulique	7.738 MW	11,1
pétrole	11.168 MW	21,5
nucléaire	15.000 MW	29,0
géothermique	1.490 MW	2,9
charbon	18.295 MW	35,5

(Source : OCVA 1984)

**Les centrales en construction d'ici 5 ans**

Cet objectif doit être atteint progressivement avec les centrales suivantes qui doivent en principe entrer en service d'ici 5 ans (à partir de 1984) :

**Hydrauliques**

Singkarak (Ouest-Sumatra)	80 MW
Riam Kiwa (Sud-Kalimantan)	42 MW
Bakaru (Sulawesi)	190 MW
Saguling (Ouest-Java)	700 MW
Cirata (Ouest-Java)	500 MW

**Charbon**

Bukar Asam (Sud-Sumatra)	130 MW
Suralaya (Ouest-Java)	1600 MW
Probolinggo (Es-Java)	4000 MW

**Géothermales**

Kamojang (Ouest-Java)	110 MW
Salak (Ouest-Java)	110 MW
Dieng (Central-Java)	55 MW

## LA FRANCE ET LA TELECOMMUNICATION INDONESIENNE

---

Dans le domaine de la télécommunication il y a déjà "une percée" française en Indonésie et cela depuis les années 70, même si celle-ci est encore assez faible. Plusieurs accords d'assistance technique, de formation pour les ingénieurs et les techniciens, de visites d'études, ont été conclus **entre les P & T français et les P & T Indonésien (Perumtel). Nombre d'entreprises françaises** ont travaillé dans ce pays pour l'amélioration et le renforcement de la télécommunication indonésienne. Mais la bataille pour ce marché était -et est toujours- très dure en face des concurrences japonaise, américaine, allemande, suédoise.

### . Il y a un grand besoin de réseau de télécommunication puissant

Actuellement l'Indonésie ne possède que **169 centraux téléphoniques automatiques** avec **600.000 lignes**, qui sont en fonction avec le système électromécanique et semi-électrique. Durant le 4ème Plan Quinquennal ces lignes téléphoniques devraient être portées à **750.000 lignes**, dont la plupart seraient montées avec le système digital (Tempo, 12/5/84).

L'archipel indonésien, avec sa population de 160 millions d'habitants des milliers d'îles, **a grand besoin d'un réseau de télécommunication puissant et vaste.** Ceci a une signification politique, économique, sociale, culturelle et administrative de premier ordre. Pour cela, le gouvernement indonésien a donné une grande priorité à ce domaine.

Durant le Plan Quinquennal III ( 1979-1984) le réseau téléphonique indonésien a été renforcé par une augmentation de 110.000 lignes et 2.500 lignes télex.

### . Des projets importants pour les entreprises françaises

La bonne performance d'entreprises françaises en Indonésie dans le domaine de l'électricité, des travaux publics, de l'aviation civile (et du pétrole !) depuis longue date a créé une atmosphère favorable pour **la conquête des contrats** par les entreprises françaises dans le domaine de la télécommunication.

**CIT-Alcatel** a réalisé des projets importants :

- liaison téléphonique sous-marine entre Nord-Sumatra et Singapour
- liaison hertzienne entre Medan (Nord-Sumatra) et Jakarta.
- liaison interurbaine entre beaucoup de villes

Des projets importants sont en négociation ou en phase d'étude :

- a) liaison sous-marine Medan (Nord-Sumatra) - Colombo
- b) projet de téléphonie rurale (très vaste et coûteux)

### . La bataille est dure

Le 20 Juillet 1984, le contrat pour la liaison téléphonique sous-marine entre l'Australie-l'Indonésie-Singapour (4.643 km au total) a été signé à Perth (Australie) par PT Indonesian Satellite Corporation, The overseas Telecommunication (Australie), Telecommunication Authority of Singapore et Cable & Wireless (Hong-Kong). Le coût total de cette ligne est **de 175 millions de dollars US**. Les travaux qui ont commencé en 1984, seront terminés fin 1986 (Kompas, 3/8/84).

Sans doute, la "bataille" pour la télécommunication en Indonésie est dure. Des entreprises japonaises, américaines, allemandes, hollandaises, belges, ont réussi à arracher de grands contrats pour les centraux spatiaux, pour le réseau de satellites domestiques PALAPA, pour les centres de télécommunication de l'Aéroport de Gengkareng.

### . Augmentation de la demande de service téléphonique

Le 4ème Plan de Développement Quinquennal prescrit, dans le domaine des télécommunications, le renforcement des équipements et l'amélioration de leur gestion. Dans le cadre du plan, **750.000 lignes téléphoniques supplémentaires** doivent être établies pour faire face à une augmentation de 10 à 20% par an, selon les prévisions - **de la demande en matière de services téléphoniques**. Par ailleurs **16.450 nouvelles unités de ligne de télex, 10.000 liaisons télégraphiques** et 1.500 unités de ligne d'un système de transmission rapide de données utilisant une technologie de commutation de paquet par satellite seront installées. Le système de commutation de paquet par satellite permet de stocker les informations de façon électronique puis de les transmettre rapidement au moment voulu.

### . Concentré dans la région de Jakarta

En Indonésie, les services de télé-communication sont assurés par des entreprises publiques, notamment PERUM TELEKOMUNIKASI (Perumtel) chargé des services téléphoniques et télégraphiques et PN. POS dans GIRO, responsable des services postaux. En 1981, le nombre moyen de téléphones en service atteignait presque six pour 1000 personnes. **Le réseau téléphonique est concentré dans la région de Jakarta** qui compte 35,1 téléphone en service pour 1.000 personnes.

Pendant le 3ème Plan Quinquennal, le gouvernement a prévu l'installation de 232.000 nouvelles lignes, ce qui porte le nombre total de lignes à environ 800.000 .

## LES TRANSPORTS MARITIMES ET LA FRANCE

---

Avec la croissance des relations économiques entre la France et l'Indonésie depuis des années, les liens de transports maritimes entre les deux pays ont augmenté également, **malgré l'existence des problèmes à résoudre de temps en temps.**

Les transports maritimes entre la France et l'Indonésie sont assurés par les compagnies françaises :

- **Compagnie générale Maritime**
- **Watson France S.A.**
- **Secam**
- **Chargeurs réunis**
- **Peschaud International**
- **Denis frères**
- **SCAC**
- **Messageries Maritimes**

### • La concurrence est sévère

Les armements français ont assuré **plus de 60%** du transport de fret entre la France et l'Indonésie. Une grande partie du transport des marchandises gouvernementales (les biens d'équipements pour les chantiers en Indonésie) a été faite par les bateaux français.

Le gouvernement est en train de négocier avec la France et les Etats-Unis pour assouplir les réglementations qui stipulent que **tous les biens d'équipements achetés par le biais de prêts** doivent être transportés par les bateaux français et américains (Kompas, 5/10/84)

Depuis plusieurs années, le gouvernement indonésien a exigé **un pourcentage plus grand** dans le partage du fret pour les bateaux indonésiens.

La concurrence **est assez sévère** dans le domaine du fret maritime, entre les compagnies européennes (italienne, française, hollandaise, anglaise danoise, allemande) pour les trajets sud-est asiatique, y compris indonésiens.

. Le pavillon national indonésien

Les armements indonésiens sont représenté en France par plusieurs compagnies françaises. Les bateaux indonésiens qui fréquentent l'Europe **sont encore limités par rapport aux frêts à transporter aller-retour.** Les compagnies indonésiennes qui ont des relations avec la France sont, entre autres :

**Djakarta Lloyd, Trikora Lloyd, Gesuri Lloyd, Admiral Lines, Samudera Lines.**

Le Directeur des Transports Maritimes indonésiens a déclaré en Octobre 1984 que la décision du gouvernement (Keppres n° 18) doit être appliquée rigoureusement. Cette décision a stipulé que toutes les livraisons de biens d'équipements étrangers destinés à l'Indonésie doivent être transportées **par le pavillon national.**

. Les navires de haute mer

L'Indonésie possède une flotte de navires de haute mer de 62 unités en 1982, avec une capacité de 827.227 tonnes, et ce chiffre a été diminué pour l'année 1983.

En 1983, la totalité des navires de haute mer **était 51 unités avec une capacité de 732.050 tonnes.** Cela représente une chute de 1,5% (Kompas, 5/10/84). La flotte inter-îles ("pelayaran nusantara") se constitue en 1983, **364 unités avec une capacité de 477.684 tonnes.** Cela représente une augmentation de 3,4% par rapport à la flotte en 1982, qui était de 352 unités. (Kompas, 5/10/84).

. Le 4ème Plan Quinquennal

L'Indonésie est un grand archipel. Les différentes îles de cet archipel sont reliées par les bateaux qui desservent plus de 300 ports. Il y a 18 grands ports pour les navires de haute mer, dont le plus grand est Tanjung Prick (Jakarta).

Le gouvernement est en train de faire des efforts pour améliorer les facilités dans les ports. Le 4ème Plan Quinquennal (1984-1989) envisage de consacrer **plus de 4,5 milliards de dollars US pour l'extension des facilités de 44 ports.**

Malgré la concurrence très sévère avec d'autres pays, l'expérience et la réputation d'ingénierie française pourrait accorder une contribution à la réalisation de ces projets.

### . Extension et amélioration des facilités

Les facilités du port de BELAWAN (Medan) au Nord-Sumatra sont en train (en 1984) d'être améliorées et élargies, avec un budget de 100 millions de dollars US financé par le gouvernement indonésien, la Banque Asiatique du Développement et le gouvernement de la RFA.

Le port de Semarang (Central-Java) sera aménagé entre 1984-1989 avec un budget de 95 millions de dollars US.

En Mai 1981, le port de TANJUNG PRICK (Jakarta) a été ouvert pour recevoir des containers après l'extension des facilités qui avait coûté 80 millions de dollars US. Avec ces facilités le port pourrait assurer la réception des containers de l'ordre de 160.000 m<sup>3</sup> à 200.000 m<sup>3</sup> annuellement.

Le port de BELAWAN peut également recevoir des containers d'une capacité plus limitée.

## LA CONSTRUCTION NAVALE

Pour un archipel de plus de 13.000 îles comme l'Indonésie, les communications maritimes jouent un rôle très important pour le développement économique du pays. La situation de la flotte nationale est loin d'être satisfaisante, et l'âge moyen de la flotte marchande est trop élevé. En 1984, plus de **30% des navires ont plus de 20 ans.**

### . Les chantiers navals : secteur d'expansion

La construction navale indonésienne a rencontré, dans les années passées, de nombreuses difficultés pour faire face à l'augmentation croissante de la demande en navires marchands.

Actuellement, à partir de 1984, la situation s'est beaucoup améliorée.

**La construction navale est devenue un secteur d'expansion.**

En 1984, il y a 144 chantiers navals, **de construction et de réparation.** Parmi les 144 chantiers se trouvent 72 chantiers pour la construction en acier, 34 en bois, fibre et ferro-ciment, et 38 entreprises de sous-traitance.

Malgré l'existence des chantiers navals locaux, il y a encore **beaucoup d'espaces pour les investissements étrangers** dans ce domaine. Car, les facilités de production dans les chantiers locaux sont, pour la plupart, limitées et démodées. En comparaison de Singapour, Hong-Kong et Taïwan, l'Indonésie **ne dispose pas de beaucoup de chantiers compétitifs**, surtout dans le passé. La situation s'est beaucoup améliorée récemment.

### . La demande pour la construction et la réparation

Selon les estimations locales, la demande **pour la construction de navires** destinés aux liaisons domestiques (jusqu'à 5.000 tonnes) serait, en 1984, d'environ 60.000 tonnes. Tandis que la demande pour **la réparation des navires** (jusqu'à 15.000 tonnes) serait de 2,1 millions de tonnes en 1984.

(Source : A guide for Investors, 1984-1986)

Durant les années passées, beaucoup de navires indonésiens ont dû être réparés à Singapour.

Une partie des navires neufs provient de Singapour. Le Japon fournit **de façon importante** les armateurs indonésiens. Viennent ensuite **les pays européens**, la Norvège, la Belgique, la France, la Hollande, la République Fédérale d'Allemagne et dans une moindre mesure la Yougoslavie.

## . Les relations entre la France et l'Indonésie

Les relations entre la France et l'Indonésie dans ce domaine n'étaient pas fortes dans les années passées. Des efforts ont été faits pour les améliorer. Exemple : à l'initiative de l'**IFREMER** (Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer), quatre journées industrielles franco-indonésiennes se sont tenues du 24 au 27 Septembre 1984 à Djakarta. Organisées dans le cadre de la coopération franco-indonésienne dans le domaine de l'océanographie, ces journées **ont permis de promouvoir des associations entre industriels des deux pays**. Un accord a été ainsi signé pour l'étude de faisabilité d'un centre national de plongée en Indonésie.

Dans le secteur des activités et des services off-shores, des associations entre industriels sont en cours de négociation **pour l'exploration géophysique et la maintenance des plateformes**.

## . Accords entre les chantiers de deux pays

Dans ce secteur de la construction navale, plusieurs chantiers de la France et de l'Indonésie sont parvenus à un accord pour développer en commun des bateaux civils de petit et moyen tonnage et répondre à des appels d'offre en cours. Par ailleurs, Français et indonésiens négocient la construction **de navires en fibre de verre renforcée** dont l'étude de marché et la promotion seront faites conjointement .

(Source : Indonésie Aujourd'hui, Décembre 1984).

## . Le rôle du P.T. PAL à SURABAYA

Dans la construction navale, le rôle du P.T. PAL, un chantier naval situé à SURABAYA (Java-Est) est assez important. Ce chantier est devenu **un centre de formation pour les jeunes techniciens indonésiens** qui vont travailler dans d'autres chantiers de l'Indonésie. Actuellement, PT PAL est le **seul chantier qui fabrique des navires militaires**. Mais plus tard, si les autres chantiers sont déjà plus développés, la construction des navires militaires peut être sous-traitée ailleurs.

(Source : Kompas, 15 Décembre 1984)

**4.500 personnes environ** travaillent dans le chantier de PT PAL. Ce chantier est en train de fabriquer **des tankers** de 3.500 tonnes en coopération avec MITSUI (Japon), des cargos de 3.000 tonnes. PT PAL a agrandi et amélioré ses docks et ses installations de maintenance et de révision et il est en train de porter ses capacités de construction à 30.000 tonnes.

### . Coopération avec la Hollande

L'industrie de construction navale indonésienne voit une perspective assez bonne à partir de fin 1984. Le gouvernement hollandais a accordé une **aide de l'ordre de 55 millions de Florins** pour la construction de 30 bateaux de remorque. Parmi les 30 bateaux, 21 seront construits par les entreprises locales en Indonésie, et 9 en Hollande (Kompas, 24 Novembre 1984)

L'industrie de construction navale indonésienne devrait construire 4 bateaux de 2.400 chevaux, 5 bateaux de 800 chevaux, 6 de 350 chevaux et encore 6 de 200 chevaux. La Hollande construirait 4 bateaux de 2.400 chevaux et 5 bateaux de 1.500 chevaux. Il est évident que cet accord représente l'aboutissement de longues négociations et études des deux côtés, et manifeste la puissance de la présence du "lobby" hollandaise à Jakarta.

### . Fabrication des moteurs pour les navires

A partir de 1985, 14 chantiers navals indonésiens seront chargés par le gouvernement de construire des bateaux du type :

CARAKA JAYA I (1.000 DWT)

CARAKA JAYA II (2.000 DWT)

CARAKA JAYA III (3.000 DWT)

Au total, **environ 80 bateaux** de ce type doivent être construits pendant le IVème Plan Quinquennal (1984-1989).

(Kompas, 24 Novembre 1984)

Selon la déclaration du responsable de l'Industrie de Construction Navale de l'Indonésie (Industrie Perkapalan Indonésia), beaucoup d'industries navales étrangères sont intéressées pour investir en Indonésie, notamment **pour fabriquer les moteurs pour les bateaux**. Jusqu'en Novembre 1984, **environ 14 compagnies** étrangères ont sollicité la permission d'investir pour la fabrication des moteurs. Parmi elles, il y a surtout des Japonais et des Allemands  
(Kompas, 24 Novembre 1984).

Dans ce domaine encore, la France pourrait faire ses efforts pour rattraper le retard.

## AUTOMOBILE : LE RETARD FRANCAIS EN INDONESIE

---

Les voitures françaises de la marque **RENAULT, PEUGEOT, CITROEN** et à moindre degré, **SAVIEM** et **BERLIET**, ont été introduites sur le marché indonésien depuis plus de 15 ans. Mais la présence des marques françaises était, et est toujours **très faible** par rapport à la présence **d'autres marques étrangères, surtout celles des japonais.**

L'implantation des marques françaises dans ce pays est représentée par plusieurs entreprises indonésiennes (joint-ventures), entre autres : **MULTI-FRANCE** (assemblage de voitures Renault et Peugeot), **ALUN** (assemblage de voitures Citroën), **SAVIEM INDONESIA** (assemblage de camions SAVIEM).

### . Le développement assez rapide

Presque toutes les voitures vendues en Indonésie **sont assemblées sur place** par environ 22 assembleurs pour une production annuelle se situant entre 150.000 et 200.000 voitures, exemple : en 1981 - 210.000 voitures, en 1982, -155.000 voitures (Kompas, 20/3/84).

L'industrie automobile indonésienne est très jeune. Avant 1974, la plupart des voitures avaient été importées toutes montées, malgré l'existence d'un nombre d'assembleurs qui ont déjà travaillé même avant 1966 (exemple: Gaya Uotor, ISC, Imer Motopr etc.). La décision du gouvernement en 1974 de n'autoriser **l'importation des véhicules qu'en pièces détachées** a déclenché le développement, assez rapide, de l'industrie automobile indonésienne.

Depuis des années, le gouvernement a encouragé **la production des véhicules commerciaux** en donnant des facilités (douanières, fiscales, etc.). Ainsi, la production de voitures commerciales a progressé rapidement, aux dépens de celle de tourisme.

### . La production d'assemblage annuelle

On trouve actuellement en Indonésie des voitures de **plus de 21 marques différentes** assemblées sur place (pour la plupart près de Jakarta). La production **d'assemblage** de chaque marque ne dépasse pas 45.000 unités annuellement.

Année	Véhicules commerciaux	Véhicules divers	Véhicules de tourisme	Total
1972	11.816	4.177	6.125	22.118
1973	19.485	2.041	15.433	36.959
1974	32.729	3.376	24.697	59.802
1975	45.022	3.081	30.770	78.873
1976	44.517	6.759	24.298	75.574
1977	74.333	6.049	12.853	93.235
1978	84.191	9.103	15.373	108.667
1979	75.268	9.023	14.264	98.555
1980	134.801	17.568	22.413	174.782
1981	160.306	24.980	27.383	212.669
1982	133.656	25.234	29.664	188.554
1983	119.369	11.632	24.179	155.180

(Source : Kompas, 20/3/84)

#### • Domination des marques japonaises

Depuis très longtemps le marché indonésien est lourdement dominé par les marques japonaises Mitsubishi, Toyota, Dachatsu, Suzuki, Honda, Isuzu, Hino.

Le tableau de production de l'année 1983 montre bien **la position dominante des marques japonaises, et la faiblesse de la présence des marques françaises.**

12/83

Marque	Véhicules commerciaux	Véhicules divers	Véhicules de tourisme	Total
1. Mitsubishi	41.000	-	3.145	44.145
2. Toyota	25.129	1.700	5.214	32.043
3. Daihatsu	22.686	2.286	1.785	26.757
4. Suzuki	13.499	6.576	-	20.075
5. Chevrolet	7.236	-	-	7.236
6. Honda	-	-	7.014	7.014
7. Isuzu	4.681	-	-	4.681
8. Mercedes	2.664	-	639	3.303
9. Hint	1.294	-	-	1.294
10. Peugeot	-	-	1.292	1.292
11. Ford Laser	-	-	1.229	1.229
12. Mazda	-	-	1.035	1.035
13. Holden	-	-	914	914
14. Renault	-	-	847	847
15. Citroën	207	380	27	614
16. Nissan	252	120	48	420
17. Volvo	150	-	128	278
18. Fiat	-	-	276	276
19. B.M.W.	-	-	141	141
20. Jeep	-	31	-	31
21. Autres marques	571	539	445	1.555
<b>Total en 1983</b>	<b>119.369</b>	<b>11.632</b>	<b>24.179</b>	<b>155.180</b>

. Les voitures entièrement "made in Indonesia" en 1988

Dans le cadre du développement industriel, le gouvernement encourage l'entrée de ce pays dans l'ère, **"full manufacturing"** de l'industrie automobile, qui signifie que toutes les pièces, **les moteurs compris, doivent être fabriqués sur place.** L'intégration de pièces fabriquées en Indonésie est de plus en plus poussée. A la fin du IVème Plan Quinquennal (1988) la **fabrication de voitures entièrement "Made in Indonesia"** serait réalisée, grâce aux différentes mesures prises par le gouvernement (Kompas, 20/3/84).

En 1985, tous les véhicules utilitaires (commerciaux) devront être équipés **de moteurs de fabrication locale.** Un certain nombre d'entreprises ont obtenu **des licences de fabrication** de moteurs :

Toyota, Dachatsu, Isuzu, Mazda, Hino, Mitsubishi, Daimler Benz.

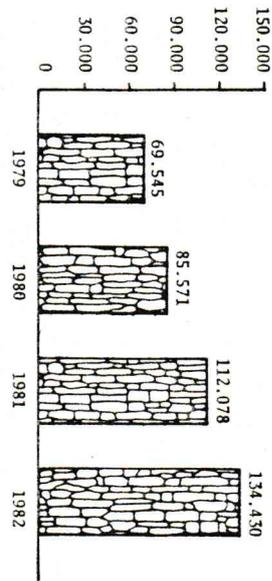
Parmi les assembleurs qui n'ont pas d'usines pour la fabrication des moteurs on peut citer :

Honda, Ford Laser, Fiat, BMW, Peugeot, Renault, Citroën, Holden, Volvo, Jeep, Volkswagen

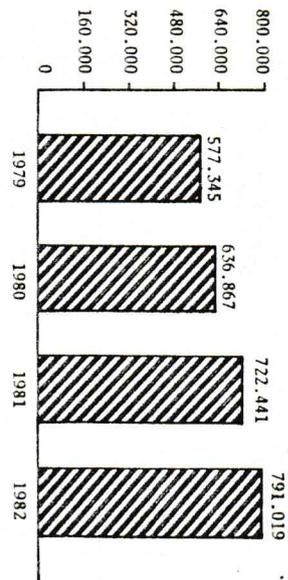
(Kompas, 20/3/84)

### L'évolution des transporteurs routiers 1979-1982

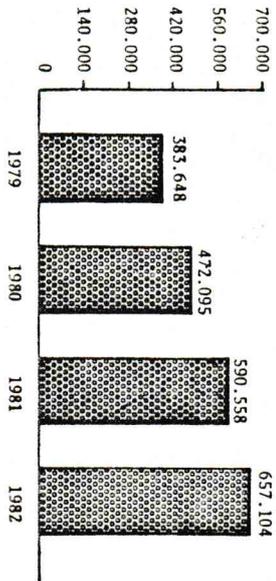
#### Bus



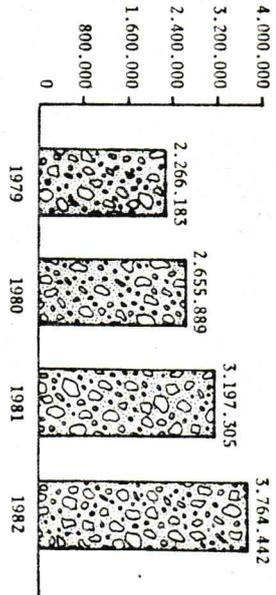
#### Voitures de tourisme



#### Camions



#### Moto-cycles



## PHARMACIE INDONESIENNE ET LA FRANCE

Dans le domaines de la pharmacie, la France a une bonne réputation et elle s'affirme en Indonésie **grâce aux activités de Rhône-Poulenc**, par sa filiale PT RHODIA.

Malgré l'implantation en Indonésie, depuis plus de 20 ans, d'autres grandes industries pharmaceutiques comme BAYER (RFA) et ICI (Imperial Chemical Industries - de Grande Bretagne), **les activités de la filiale PT RHODIA ne sont pas négligeables**. La lutte pour la conquête du marché indonésien est dure, face aux activités "agressives" des industries pharmaceutiques japonaises, américaines, hollandaises, suisses, etc.

### . Les produits pharmaceutiques vétérinaires

La réussite de Rhône-Poulenc à introduire dans ce pays ses produits pharmaceutiques vétérinaires, même si c'est encore très loin des besoins réels du pays, est une base prometteuse pour développer davantage ses activités dans ce domaine.

L'Indonésie est en train de **développer l'industrie vétérinaire** . Afin d'étudier ses besoins et ses perspectives, l'Association indonésienne de Pharmacie Vétérinaire (ASOHI) a tenu son congrès national (en août 1984). Cette association regroupe 653 adhérents, qui sont : les industries pharmaceutiques vétérinaires, les importateurs, les grossistes, les distributeurs et détaillants. Ce chiffre est important compte tenu que l'ensemble des entreprises actives dans ce domaine est de 843. (Kompas, 29/8/84).

### . 6.351 sortes de produits pharmaceutiques

Pour la majorité de la population de ce **pays de 160 millions d'habitants, et plus de 60.000 villages**, le problème de l'accès aux soins médicaux semble toujours aussi difficile. Le coût d'une visite médicale et le prix des médicaments restent assez cher pour un grand nombre de personnes.

En 1984, dans ce pays, **286 entreprises** sont actives dans l'industrie pharmaceutique. Parmi elles **40 firmes étrangères**, 37 PMDN (investments mixtes) et environ 209 entreprises locales.

L'ensemble de ces entreprises a produit environ **6.315 sortes** de produits pharmaceutiques. Comparaison : au Japon 1.800 entreprises produisent 60.000 sortes de produits (Tempo, 4/8/84 et Kompas, 24/12/84)

### . Produits pour les exportations

Fin Août 1984 l'Association des Scientifiques Indonésiens en Pharmacie (ISFI) a tenu son congrès national. Le congrès a souligné les impératifs de mettre sur pied un forum scientifique indonésien avec pour objectifs **le développement des recherches et de la technologie en pharmacie**. Ils ont demandé au gouvernement de promouvoir les recherches, de mettre en valeur la richesse naturelle et potentielle de ce pays en exploitant davantage pour les exportations (exemple : la quinine et le curcumin).

Actuellement, il y a dans ce pays 3.500 pharmaciens et en **l'an 2.000 ce chiffre atteindra 10.000 environ** (Kompas, 30/8/84).

### . La valeur des produits consommés

Selon le journal Kompas, la valeur des produits pharmaceutiques consommés durant le 2ème Plan Quinquennal était de l'ordre de **1,5 milliard de dollars US**, et durant le 3ème Plan Quinquennal, **de 2,5 milliard de dollars US** soit une augmentation de 66%.

Selon l'enregistrement du Ministère de la Santé indonésien, ils se trouvent 4.704 noms commerciaux des produits pharmaceutiques fabriqués dans ce pays (et environ 1.647 noms génériques).

Parmi ces produits, **environ 1.204 sont fabriqués par les entreprises étrangères opérant en Indonésie**, et 5.147 par les entreprises locales.

(Source : Kompas, 24 Décembre 1984).

## LE PAPIER ET LA FRANCE

---

Avec l'aide de la France, par l'intermédiaire de la société française TECHNIP, le besoin de l'Indonésie **en papier pour la presse écrite** sera comblé par la production locale de papier à partir de 1985.

L'usine de papier à LECES (Java-Est), qui a été construite depuis 1982 sera opérationnelle en Juillet 1985. Cette **usine coûte 270 millions US \$, dont 85% sont financés par le prêt du gouvernement français** (Kompas, 21/7/85).

L'intervention de la France dans ce domaine est de première importance pour assurer la provision de papier du pays. L'usine de LECES, située à 112 km à l'Est de Surabaya (deuxième grande ville du pays), va produire, dans une première étape environ 90.000 tonnes de papier, et plus tard dans l'étape suivante **environ 116.200 tonnes par an**. Cette usine embauchera environ 260 personnes (Kompas, 21/7/84).

### • La consommation annuelle de papier

La consommation annuelle du pays en papier **pour la presse écrite** qui était de 117.000 tonnes est passée à 127.000 tonnes en 1983 (Kompas, 18/7/84).

**La totalité de la consommation de papier** (pour tous usages) **est estimée à 400.000 tonnes**. Cela signifie que la consommation annuelle de papier est encore très faible par rapport à celle d'autres pays de l'ANSEA, environ 2,5 kg par habitant en **Indonésie**, 3,5 kg en **Thaïlande**, 6 kg **aux Philippines**, 15 kg en **Malaisie** et 40 kg à **Singapour**.

### • Usine intégrée de pâte à papier

Les entreprises françaises ont été actives dans ce domaine, depuis quelques années. En Mars 1982, **la SOGEE** (Société de gestion, d'étude et d'entreprises) qui regroupe tous les grands papetiers français a signé avec l'entreprise d'état indonésienne INHUTANI un contrat pour l'implantation d'une usine intégrée pour la production de **250.000 tonnes de pâte à papier** qui devrait être **"la plus importante du Sud-Est Asiatique"**. L'investissement prévu pour la construction de cette importante unité de production est de 5 milliards de francs, d'après le Conseil National du Bois.

(AFP, 15/3/82 - Province du Sud-Kalimantan)

## LES BUREAUX DE REPRESENTATION FRANCAIS

Pour bien travailler en Indonésie un grand nombre d'entreprises françaises installent des bureaux de représentation à Jakarta (pour la plupart) qui assurent les intérêts français dans les secteurs bancaires, industriels, commercial, et à un moindre degré, culturel et scientifique.

Cependant, dans ce domaine également, le nombre de bureaux français de représentation, est **moins important par rapport à celui du Japon, de l'Allemagne, ou des Etats-Unis.**

En 1984, on peut compter plus de 100 bureaux français de représentations en Indonésie. Parmi ces bureaux, une petite partie agit en tant que filiale de la société mère, les autres en tant que bureaux de représentation ordinaires ou en association avec des entreprises locales (indonésiennes).

### . Le secteur bancaire et les bureaux d'études

Le secteur bancaire est assez bien représenté à Jakarta, malgré l'absence de statuts en tant que **filiale à part entière. Les bureaux d'études** français sont également relativement fortement représentés. Citons parmi d'autres :

- AEROPORTS DE PARIS
- B C E O M
- CICOFRANCE
- INDOCONSULT
- ORSTOM
- PROMITEX
- SERES PROPERTY DEVELOPMENT
- SODECI
- SODETEG
- SOFREVIA
- SOFRECOM

La présence de ces bureaux d'études français était primordiale pour la réalisation des grands contrats conclus avec le gouvernement indonésien Avec leurs réseaux de **contacts officiels à différents niveaux** et leur lien étroit avec les **entreprises locales**, ces bureaux d'études peuvent suivre de près les besoins du pays et négocier les conditions de réalisation de beaucoup de projets (gaz, pétrole, pétrochimie, voies ferrées, navigation aérienne, aménagements portuaires, télécommunications, électricité, etc.)

**. Les travaux publics, pétrole et mines**

Dans le domaine **des travaux publics**, les entreprises françaises qui possèdent des bureaux de représentation en Indonésie sont, entre autres:

- COLAS (Société routière)
- SAINRAPT et BRICE
- DEGREMONT
- S.A.E.
- DUMEZ
- SPIE BATIGNOLLES

Dans le domaine **du pétrole et des mines**, on peut trouver les bureaux de représentation de :

- SCHLUMBERGER
- GEOCO
- DOWEL SCHLUMBERGER
- GEOSERVICES
- ELF AQUITAINE
- FOREX NEPTUNE
- FLOPETROL
- TOTAL INDONESIE

**. Secteur commercial très faible**

Le secteur commercial est numériquement, et en apparence, bien représenté dans ce pays. Au total, il y a plus de **35 représentations et délégations commerciales françaises**. Mais, par rapport à la présence des représentations japonaises, qui **s'élèvent à plus de 300**, la présence française est encore très faible.

Pour développer les liens économiques entre la France et l'Indonésie, la présence des bureaux français de représentation plus forte que dans les années passées **est une nécessité urgente**.

Certes, le coût pour avoir un représentant en Indonésie est cher, surtout s'il est un expatrié français. La mise en oeuvre de la procédure **"VSNA Entreprise"** par un plus grand nombre de sociétés françaises disposant des liens avec l'Indonésie pourrait grandement contribuer à ce développement. **Les VSNA-** Volontaires du Service National peuvent coûter moins cher).

**. Représentations ou délégations commerciales**

Les représentations ou les délégations commerciales françaises en Indonésie sont, entre autres :

- ALSTHOM ATLANTIQUE
- CIT ALCATEL
- BRGM
- COGELEX
- CARBONE LORRAINE
- CREUSOT LOIRE
- CCM SULZER
- DENIS FRERES
- C G E ALSTHOM
- FIVESCAIL BABCOCTE
- C.G. Radiologie

- FABRELINDO
- GRADIENT GROUP
- INTERINFRAL
- FRANCORAIL
- INVERTRACO
- LANCOME
- MERLIN GERIN
- OFF. GEN DE L'AIR
- PILA & CO
- PONT A MOUSSON
- RHONE POULENC
- SOFMA
- SOLETANCHE BACHY
- THOMSON CSF
- T.R.T.
- F.I.A.S.

### LE COUT DE L'IMPLANTATION D'UN EXPATRIE

Pour beaucoup de petites et moyennes entreprises françaises, le coût d'implantation d'un expatrié pour travailler en Indonésie, **est assez élevé**, surtout s'il (ou elle) doit s'implanter à Jakarta **et maintenir un certain "standing"**.

Les grandes entreprises sont plus en mesure de supporter les frais d'implantation d'un expatrié, parce qu'elle peuvent plus facilement comptabiliser les dépenses de son implantation dans le budget. La présence de bureaux français de représentation commerciale **plus forte et plus "agressive"** que dans le passé, est impérative si la France veut rattraper son retard dans cette région, et sortir de **sa situation de faiblesse** et de stagnation sur le plan commercial.

#### • Le coût moyen d'un ménage

Le coût moyen d'un ménage d'expatrié (sans enfant) en Indonésie est entre 60.000 et 70.000 US \$ par an, en plus du salaire. Le coût le plus important concerne le logement, qui comprend le loyer (environ 1.200 à 1.800 US \$ par mois), l'entretien et les meubles (environ 350 à 450 US \$ par mois) et les domestiques et autres frais (550 à 725 US \$ par mois). Les propriétaires de logement (maison individuelle) exigent, la plupart du temps, un paiement d'avance de deux à trois ans. Cela **signifie déjà une dépense assez énorme au départ**. Exemple, pour un loyer de 1.200 US \$ par mois pour 3 ans, il coûterait 1.200 US \$ x 12 mois x 3 ans = 43.200 US\$.

L'entretien et les meubles coûterait 350 US \$ par mois, soit environ 4.200 US \$ par an.

Les personnels de maison ne coûtent pas trop cher, étant environ 50 à 60 US \$ par mois par personne. Une famille d'expatrié emploie normalement 2 à 3 gens de maison.

### . La voiture : une nécessité

Jakarta est une grande ville avec une superficie assez étendue, mais l'infrastructure des transports urbains n'est pas suffisante.

De ce fait, une famille d'**expatrié sans voiture** doit faire face à des problèmes, par exemple pour les contacts professionnels, les rendez-vous, les réceptions, les loisirs, les transports des enfants à l'école, les courses pour le ménage, etc.

Le coût d'achat d'une voiture varie entre 4.500 US \$ (Citroën, Méhari) et 48.000 US \$ (Mercedes 200).

Le salaire d'un chauffeur varie entre 100 US \$ et 150 US \$ par mois.

### . Les dépenses pour se nourrir

Pour se nourrir une famille de trois personnes peut dépenser **par semaine** une moyenne de 150 à 200 US \$, et une famille de 5 personnes entre 220 et 300 US \$

Le prix **des produits de consommation courante** varient énormément d'un supermarché à l'autre. Mais après avoir maîtrisé certaines bases rudimentaires à BAHASA INDONESIA, on peut acheter les produits de consommation courante dans les marchés populaires, qui coûtent beaucoup moins cher.

**Les prix indicatifs** sont en 1984 :

- beurre	10 à 17 F	(1/4 kg)
- farine	30 F	(kg)
- viande boeuf	35 à 45 F	(kg)
- poisson (qualité)	25 à 35 F	(kg)
- lait	7 à 8 F	(litre)
- riz (qualité)	5 à 7	(kg)
- oeuf	12 à 15 F	(kg)
- sucre	6 à 8 F	(kg)
- crevettes	45 à 50 F	(kg)
- bière locale	5 à 7 F	(33 cl)
- bière importée	8 à 9 F	(33 cl)
- tomates	7 à 9 F	(kg)
- oranges	25 à 30 F	(kg)
- bananes	3 à 5 F	(kg)

### . Le coût d'un expatrié seul

**Le coût d'un expatrié seul** est bien sûr, beaucoup moins élevé, au moins au début de son séjour à Jakarta. Il peut trouver un logement dans un hôtel de deuxième classe, **de 15 à 30 US \$ par nuit**, qui ne sont généralement **pas assez "représentatif"**. (Une nuit dans un hôtel de classe internationale peut coûter environ 60 0 120 US \$ plus 21% service et taxe).

Avec beaucoup de contacts et une longue préparation **faite de puis la France avant son départ**, il pourrait trouver d'autres arrangements à Jakarta (partage d'une maison avec d'autres expatriés, logement chez des familles indonésiennes, etc.)

Pour se nourrir, un seul expatrié dépense, en moyenne, entre 70 et 100 US \$ par semaine.

Un déjeuner ou un dîner dans un restaurant chinois peut coûter entre 5 et 10 US \$ par personne (**moins dans un restaurant indonésien modeste**). Dans les grands restaurants d'hôtels le prix des repas complets varie entre 20 et 30 US \$ par personne.

## LE VOYAGE D'ETUDES

---

Pour s'implanter en Indonésie, il est souhaitable que le futur responsable (de l'entreprise française) effectue un travail en plusieurs étapes, avant son premier voyage d'études sur place à Jakarta ou autre ville. A Paris il peut se documenter avec les documents disponibles auprès du C.F.C.E. du C.N.P.F. de l'ACTIM, de l'Ambassade d'Indonésie, du bureau de BKPM à Paris, de la Chambre de Commerce Franco-Indonésienne.

En étudiant ces documentations, il peut ensuite, prendre contact avec **les responsables de ces organismes** afin de recueillir plus de renseignements et de conseils utiles. Les contacts avec les **banques françaises** ayant des bureaux de représentations à Jakarta peuvent être profitables, ainsi qu'avec les **soixantaine d'entreprises françaises** qui possèdent déjà un bureau de représentation ou une filiale. Il est vrai que, parfois, **il n'est pas si facile d'avoir des renseignements et de la coopération.**

### • Des contacts préliminaires depuis Paris

Des contacts préliminaires depuis Paris avec des personnes en Indonésie (françaises ou indonésiennes), des **organismes professionnels indonésiens** certains services gouvernementaux, le service économique et commercial de l'Ambassade de France, pourraient être utiles pour faciliter **les contacts ultérieurs en Indonésie.**

Avec certains appuis ou une certaine aide, les personnes sur place qui connaissent très bien le terrain grâce à leur expérience, le séjour de voyage d'études pourrait être **plus intensif, plus riche** en matières, **plus efficace et moins cher.**

Les renseignements et les conseils donnés par les services de l'Ambassade de France, par les **bureaux de représentation des banques françaises** et **les entreprises françaises** sont très précieux, mais il n'est quelquefois pas facile de les avoir, et très souvent, pas très rapidement (pour prendre rendez-vous les personnes concernées sont souvent très occupées. Il y a des cas, où certaines personnes ne veulent pas partager facilement leurs connaissances, ou bien où des personnes ont tendance à garder leurs contacts pour elles-mêmes.

. Pas de visa d'entrée pour un court séjour

Pour un court séjour ou pour un voyage d'affaires en Indonésie, **les français n'ont pas besoin d'un visa d'entrée.** Le tampon d'entrée à l'aéroport donne le droit de séjourner 2 mois dans ce pays.

Le principal aéroport d'entrée est Jakarta, qui est desservi par de nombreuses compagnies aériennes internationales. Les villes de Medan et Denpasar (BALI) ont également des aéroports internationaux . Les compagnies qui desservent l'Indonésie sont les suivantes :

Aeroflot	Lufthansa	Air India
Cathay Pacific	Malaisain Airlines System	British Airways
China Airlines	Quantas	Korean Airlines
CSA	Singapore Airlines	SAS
JAL	Thai	Saoudi Arabian Airlines
KLM	UTA	Swiss Air
Garuda	Merpati	Sempati

. Les billets pour Paris-Jakarta

La compagnie UTA assure un vol régulier depuis Paris plusieurs fois par semaine, ainsi que la compagnie indonésienne GARUDA. Il est recommandé d'être **muni de billets sans réduction**, éventuellement "open", qui permettent de modifier le programme de séjour facilement, par exemple, pour avoir des contacts à Singapour ou ailleurs. Les billets à tarif réduit sont trop rigides.

A partir de Janvier 1985, les billets de l'UTA pour Paris-Jakarta aller-retour seront :

- 1ère classe 31.770 Francs
- Classe "Affaires" 25.323 "
- Classe économique 22.020 "
- Tarifs réduits entre 8.025 et 11.560 Francs  
(selon le cas)

**. A l'aéroport de Jakarta**

En 1985, le nouvel aéroport de Cengkareng (Jakarta International Airport) construit par la France entrera en service.

On espère que dorénavant les queues pour les guichets d'immigration seront moins longues et qu'on attendra ses bagages moins longtemps.

Les articles suivant peuvent être emportés hors taxe (par personne):

- 2 litres d'alcool au maximum
- des parfums en quantité raisonnable
- 50 cigares, 200 cigarettes
- appareils photo, quelques films, 1 caméra
- machine à écrire, radio, petit maghétophone.

Peuvent aussi être introduits en Indonésie : monnaies étrangères, chèques, voyageurs chèques.

On peut changer son argent à l'aérodrome.

**. Trouver une chambre d'hôtel**

Trouver une chambre d'hôtel à Jakarta n'est pas trop difficile, **surtout dans les grands hôtels internationaux.** Mais les tarifs sont très chers. On peut même les cataloguer parmi les plus chers par rapport aux tarifs d'hôtel en Asie du Sud-Est (60 0 120 US \$ la chambre plus 21% service et taxe).

Pour trouver un hôtel au prix de son choix, on peut approcher des **démarcheurs d'hôtels** qui se trouvent à l'arrivée de l'aérodrome. Ils peuvent indiquer le prix d'une chambre et s'occupent du transfert en ville.

L'hôtel BOROBUDUR et le SARI PACIFID sont très fréquentés par les français, mais il y en a d'autres qui sont moins chers mais intéressants également. Les renseignements auprès des français (en France) qui ont des expériences de séjour (les entreprises, les banques) ou l'Ambassade d'Indonésie, peuvent être utiles.

## FORMALITES ADMINISTRATIVES

Les ressortissants de 28 pays qui effectuent, **pour leurs affaires** de brèves visites à Jakarta peuvent désormais obtenir leur visa en arrivant à l'aéroport international de Jakarta ou à d'autres ports d'entrée. Cette mesure a pris effet le **1er Septembre 1984**.

Les visas ne sont délivrés **à l'arrivée qu'aux hommes d'affaires** qui se rendent en Indonésie pour étudier les possibilités d'investissement ou de commerce, participer à des discussions avec un bureau ou des partenaires locaux, ou dans une perspective similaire.

### . Pour travailler en Indonésie

Les hommes d'affaires qui obtiennent ainsi un visa aux ports d'entrée ne sont pas autorisés à chercher un emploi sur place . Les visas sont délivrés gratuitement.

Les personnes qui ont l'intention **de chercher un emploi** en Indonésie doivent toujours demander un visa d'entrée à une ambassade ou à un consulat d'Indonésie, et **obtenir un permis de séjour** et une **carte de travailleur expatrié**.

Représentant de l'Indonésie en France :

Ambassade (Chancellerie)

49, rue Cortambert, 75016 Paris

Tel 503.07.60

Consulat :

441, avenue du Prado, 13008 Marseille

Tel :(91) 71.34.35

### . Visa à l'arrivée

La nouvelle réglementation applicable aux hommes d'affaires étrangers constitue une extension d'une mesure similaire, entrée en vigueur le 1er Avril 1983, qui permet aux touristes originaires d'un certain nombre de pays déterminés d'obtenir gratuitement un visa à leur arrivée en Indonésie. Les visas de tourisme sont également valables deux mois.

Les pays dont les ressortissants, hommes d'affaires ou touristes, peuvent demander un visa à leur arrivée en Indonésie sont :

Rep. Fed. Allemagne	Grande Bretagne	Les Pays-Bas
l'Australie	Grèce	Les Philippines
l'Autriche	Irlande	Singapour
la Belgique	Islande	Sri-lanka
Brunei	Italie	Suède
le Canada	Japon	Suisse
le Danemark	Rep. de Corée	Thaïlande
l'Espagne	Luxembourg	
les Etats-Unis	Malaisie	
<b>la France</b>	Nouvelle-Zélande	

### . Permis de travail pour les techniciens étrangers

Aucun expatrié ne peut travailler en Indonésie **sans un permis de travail** qui lui est délivré si d'après l'avis du gouvernement, la fonction de l'expatrié ne peut être tenue par un Indonésien.

Les permis de travail sont attribués en nombre et pour une durée limitée.

Normalement, il n'y a pas de problèmes pour les **"managers"** (cadres dirigeants) **et les techniciens étrangers pour obtenir un permis de travail.**

## L'OUVERTURE DU BUREAU DE REPRESENTATION

---

Les expériences des bureaux français de représentation en Indonésie peuvent constituer une "mine d'or" riches de renseignements et de "vécus" **accumulés durant des années de pratiques sur place.**

Ces expériences sont pleines de leçons à tirer pour pouvoir bien travailler dans ce pays, en évitant **des erreurs au début**, et en suivant **les bonnes pratiques et méthodes des autres.**

La question est de savoir prendre contact et approcher ces entreprises françaises, en France et en Indonésie. A cette fin, **une grande volonté de coopération**, un **esprit de solidarité**, sont des conditions de première importance, auprès de celles les plus "anciennes".

### . Réglementations les plus récentes

Les entreprises françaises peuvent être autorisées par le Ministère du Commerce à **installer un Bureau de Représentation en Indonésie.** Pour avoir les réglementations les plus récentes sur ce sujet, il est souhaitable de contacter l' Ambassade de France à Jakarta pour des renseignements nécessaires, et éventuellement, pour demander d'être introduit auprès des **autorités indonésiennes concernées, et auprès des responsables de bureaux français de représentation.**

### . Le secteur fermé : le commerce et la distribution

Un seul Bureau de représentation peut être ouvert par une **entreprise étrangère** et le représentant peut être un expatrié. Un Bureau de Représentation **ne peut s'engager dans aucune activité commerciale** (L'un des secteurs les plus fermés aux investissements étrangers en Indonésie est celui du commerce et de la distribution).

En raison des limitations imposées aux sociétés étrangères dans les secteurs de l'importation, de l'exportation et de la distribution de produits et de services, beaucoup de sociétés étrangères (japonaises, américaines, allemandes, taïwanaises, d'Hong Kong et singapouriennes) approvisionnant le marché indonésien à partir de l'étranger estiment opportun de désigner un représentant en Indonésie **pour travailler en étroite collaboration avec l'agent local** en l'aidant dans la promotion des ventes, les études de marché et en lui donnant des conseils techniques.

**. Déposer une demande d'ouverture**

Pour établir un bureau de représentation, une demande doit être déposée auprès du Directeur du Commerce du Ministère du Commerce et des Coopératives. Un formulaire de demande doit fournir les renseignements suivants sur la société représentée :

- a) la raison sociale
- b) la forme juridique
- c) la date et le lieu de constitution de la société
- d) l'adresse du siège social et ses succursales
- e) l'objet et les activités
- f) des précisions sur le lieu, l'importance et la localisation du bureau à établir en Indonésie.

Ces renseignements doivent être vérifiés et confirmés par une lettre émanant de l'Ambassade d'Indonésie à Paris.

Le Ministère du Commerce et des Coopératives délivre un permis provisoire valable pour trois mois à compter du dépôt de la demande. Si la demande est approuvée, un permis permanent, valable pour deux ans, sera délivré. L'examen du dossier prend de six à huit semaines.

**. Les activités autorisées**

Le Bureau de Représentation ne peut se livrer qu'à des activités de **promotion**, en l'occurrence promotion des ventes, études **de marché**, **démonstration des produits**, etc. Les activités commerciales telles que l'acceptation d'offres, la soumission aux adjudications, la signature des contrats, les opérations d'importation, d'exportation et de distribution ne sont pas autorisées.

Un Bureau de Représentation est assujetti à une taxe de 0,4% de la valeur des produits importés par l'agent local, avant la réforme fiscale de Décembre 1983.

Un Bureau de Représentation peut co-exister avec **une "joint-venture" de production.**

## L'ENVIRONNEMENT POUR UN FRANCAIS

En raison de l'intérêt croissant pour ce marché de plus de 160 millions d'habitants, les relations économiques franco-indonésiennes progressent et se diversifient.

Encores presque inconnue des milieux d'affaires français il y a dix ans, l'Indonésie compte, en 1984, **environ 100 bureaux de représentations** de sociétés françaises, dont une dizaine de banes, des bureaux d'études et **environ 3.000 résidents français.**

(Source : Indonésie Aujourd'hui, Décembre 1984)

### • La communauté française

La communauté française compte 2.027 français immatriculés au 1er Janvier 1984 en **majorité "temporaires" partagés entre le secteur privé** (entreprises de travaux publics, sociétés pétrolières, bureaux d'études, maisons de commerce), pour une moyenne de séjour de trois à cinq ans, et à un degré moindre, le secteur "Coopération" en assistance technique.

Il s'agit d'une communauté assez jeune, comportant une forte proportion de ménages et d'enfants (ces derniers représentant plus du quart de l'effectif global).

Elle se répartit en trois points : les deux tiers à Jakarta, du fait de la localisation, dans la capitale, des sièges d'entreprises françaises travaillant dans l'archipel ; à MEDAN (Sumatra nord) et BALIKPAPAN (Kalimantan est) en raison des exploitations et chantiers confiés sur place à certaines entreprises françaises (Source : Dossier de l'ACIFE, 1984).

### • Langue, coutume, culture

Le dossier de l'ACIFE (Accueil et information des Français à l'étranger) contient nombre d'informations utiles pour les français et les françaises **qui envisagent de séjourner en Indonésie.**

On peut lire, exemple, sur les langues, us et coutumes : "La connaissance de la langue indonésienne est certes utiles, mais pas nécessaire ; elle peut s'apprendre dans un institut à Jakarta. **La connaissance de l'anglais** est beaucoup plus importante. Cependant, il est très facile d'acquérir un **vocabulaire indonésien de base** utile pour la vie quotidienne . Le pays présente un réel intérêt, sur le plan touristique comme sur celui de la culture".

### . Connaissances du comportement etc.

L'expatrié doit avoir un minimum de connaissances touchant le comportement de l'Indonésien devant la vie. Autant la maîtrise de soi (avec l'absence de raideur et d'anxiété) est hautement estimée, autant le manque de contrôle est méprisable. L'homme qui n'est pas capable de cacher sa colère, sa déception, une joie excessive, apparaît comme n'étant pas pleinement adulte. La spontanéité n'est pas admirée et le franc parler n'est pas une vertue. Il faut surtout éviter de faire perdre la face à un Indonésien et de la perdre devant lui. Respecter la politesse subtile et raffinée des Indonésiens".

### . Le milieu musulman

Sur le milieu musulman, le dossier dit : "L'expatrié ne devra pas perdre de vue qu'il **vit dans un pays musulman à 90%**. Bien que les Indonésiens appliquent de façon générale les principes de leur religion, le pays dans son ensemble ne présente **pas un aspect particulièrement rigoriste** sur ce point".

Quant aux usages à respecter et aux erreurs à éviter, le dossier dit : "D'une façon générale, l'étranger doit surveiller son comportement, rester digne dans son attitude, courtois et patient dans ses démarches, faire preuve de réserve et rester prudent, en privé comme en public, dans l'expression de ses idées, surtout dans les domaines de la morale et de la politique.

**"Des attitudes, des geste ou des propos admis ou tolérés en Europe** peuvent être une source de scandale ou de mépris. Ne pas offrir à un musulman un aliment contenant de la viande de porc, ni de l'alcool.

Les musulmans jeûnent pendant un mois (Ramadhan- dont la date est fonction de l'année lunaire) entre le lever et le coucher du soleil. L'étranger doit s'abstenir de manger, boire et fumer (même en voiture) devant eux durant les heures de jeûne.

Dans une mosquée qui pourrait être ouverte aux non-musulmans (ce qui n'est pas le cas en général), enlever ses chaussures à l'entrée.

Ne pas photographier de musulmans s'ils ne sont pas consentants. Ne pas parler d'Israël".

### . Les conditions générales de vie

A ce propos, le dossier dit :

"Sécurité normalement assurée, notamment pour les étrangers, mais risques importants de vols, concernant les objets d'usage courant (mobilier, électro-

10/11

ménager, poste de radio ...). Il est déconseillé de se promener avec des bijoux trop voyants dans les rues.

" Il est possible de se nourrir **à peu près comme en France**. Approvisionnement régulier en produits alimentaires. Certains produits font toutefois particulièrement défaut : moutarde, bonne confiture, chocolat de qualité. **Parmi les produits français**, on trouve du vin et des fromages (mais ces derniers peuvent manquer par périodes).

"Journaux, périodiques, livres : **les journaux français** (Monde, Figaro) et quelques périodiques (Match, Express, Point, Jours de France) sont vendus dans les hôtels mais ils coûtent cher. La solution de l'abonnement est la moins onéreuse. **On ne trouve pas de livres français en librairie**. Films français: rares en cinéma public, les films projetés sont surtout des films américains ou chinois (sous-titrés en indonésien). Les films européens sont en minorité. Habillement : le choix se portera sur des vêtements légers (température moyenne 30°). Eviter les tissus synthétiques.

Loisirs : les centres culturels français à Jakarta et Surabaya, les Alliances Françaises à Bandung, Yogyakarta, Semarang et Surakarta organisent régulièrement des **projections de films français**, des expositions etc.

## LA COOPERATION INDUSTRIELLE AU CO-DEVELOPPEMENT

---

Les grands contrats confiés à la France, les coopérations scientifiques dans beaucoup de domaines, les assistances techniques françaises auprès de nombreux organismes indonésiens, pendant des années jusqu'en 1985, montrent que l'Indonésie place la France **à un rang assez important parmi ses partenaires.**

L'Indonésie considère les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon et la France comme **"les quatre supports du développement industriel de l'Indonésie"**

Certes, dans beaucoup de domaines, la France est derrière ces trois pays dans ses relations avec l'Indonésie, mais il y a encore beaucoup de possibilités pour elle de faire de grandes choses en Indonésie **dans le cadre du co-développement.**

### . L'Indonésie en l'an 2.000

La déclaration du Prof. Dr. Habibié (Ministre de la Recherche et de la Technologie) au journal Kompas pourrait donner certaines idées aux responsables français (gouvernementaux et industriels) sur l'avenir de ce pays.

"Mon rêve est que l'Indonésie devienne en **l'an 2000** une nation forte **dans l'Asie du Sud-Est en particulier** et dans le **Bassin du Pacifique en général.** Une nation avec une maîtrise scientifique et technologique pour le **développement de l'agriculture et industrielle.** Une nation qui peut produire des biens pour elle-même et pour des régions voisines. Je peux m'imaginer qu'à ce moment-là la nation indonésienne posséderait un revenu par tête plus haut, une démocratie économique plus solide, plus prospère, et plus ferme dans sa vie philosophique PANCASILA. En bref, l'Indonésie serait prête à décoller pour accueillir le prochain siècle, qui selon ma conviction **serait le siècle du Pacifique,** dans lequel l'Indonésie jouera un rôle important," dit le Prof. Habibié. (Kompas, 23.23.1984)

### . La stratégie de développement industriel

Depuis des années, le Prof. Dr. Habibié a fait des efforts pour réaliser sa politique et sa stratégie de développement industriel dans son pays. Selon lui, le développement industriel de l'Indonésie ne peut se faire qu'autour de la production d'objets prioritaires : **aéronautique, énergie,**

**bien d'équipement, machinisme agricole, défense, construction navale, transports terrestres et télécommunications.**

Il appelle les produits et les groupes de produits - ci-dessus mentionnés- les **"véhicules" du développement technique et industriel** de l'Indonésie.

**. Les facteurs pour choisir ces "véhicules"**

Les "véhicules" du développement technique et industriel ont été choisis en fonction de facteurs tels que **l'étendue du pays, sa position stratégique**, la taille de son **marché domestique** et sa perception du rôle politique de l'Asie du Sud-Est d'aujourd'hui et de demain.

La géographie indonésienne et la nécessité de renforcer son unité économique font du secteur des transports -aéronautique, construction navale, matériels ferroviaires et automobile - un choix évident. Ces industries, auxquelles on ajoutera **l'électronique** et les **télécommunications**, sont les véhicules les plus logiques pour transférer et développer **dans les vingt prochaines années**, toutes les techniques nécessaires.

**. L'industrie de l'énergie et des équipements**

Avec l'augmentation de la croissance économique, la consommation énergétique augmentera. Ainsi, **l'industrie de l'énergie** apparaît naturellement comme un autre véhicule prometteur : fabrication de turbines, de chaudières, de générateurs, d'échangeurs de chaleur, etc, ainsi que des matériels pour le transport et la transmission de l'énergie.

Puis, avec des besoins croissants en usines de transformation des produits agricoles, minéraux ou énergétiques **l'industrie des équipements** apparaît comme un autre véhicule approprié de développement industriel de l'Indonésie.

Enfin, après avoir beaucoup investi dans ces industries et accru ainsi ses richesses, consciente de sa position stratégique, et de ses vastes ressources naturelles, il y aura un besoin croissant d'une industrie de défense.

Ainsi, les grandes lignes de la stratégie de développement industriel de l'Indonésie, proposées par le Prof. Dr. Habibié.

## • La coopération industrielle avec la France

Un gros plan de développement industriel de l'Indonésie se dessine d'ici l'an 2000 autour de huit "véhicules", et la réalisation de ce plan nécessite **des coopérations scientifiques, technologiques et industrielles** avec beaucoup de pays, **dont la France.**

Dans les années passées, jusqu'à 1985, de nombreuses entreprises françaises ont noué des contacts, lancé des négociations et conclu des contrats avec l'Indonésie. La base pour les coopérations industrielles entre les deux pays **est préparée pour l'avenir par beaucoup d'entreprises et d'organismes français** à travers ses activités en Indonésie, entre autres :

Rhône -Poulenc (Laboratoire de biotechnologies)  
Lafarge-Coppee (Laboratoire de biotechnologie)  
FIAS (Formation professionnelle dans l'aéronautique)  
MATRA (les équipements sophistiqués)  
DASSAULT (l'équipement aéronautique)  
ALSTHOM ATLANTIQUE (fabrication de moteurs marins)  
IFREMER (industries offshore)  
CREUSOT-LOIRE (industrie sidérurgique)  
TECHNICATOME (laboratoire nucléaire)  
SERETE (laboratoire thermodynamique)  
ATOCHEM (laboratoire des polymères)  
COGEMA (exploration de l'uranium)  
CIT-ALCATEL (télécommunications)

**AUTORISATIONS D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS  
ET INDONESIENS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES  
de 1967 à 1983**

Lieu	Projets étrangers	Montant Investissements (millions Dollars)
Jakarta District		
Spécial	326	3.696,8
Java Ouest	175	3.646,8
Java Centre	21	423,2
Jogjakarta, District		
Spécial	2	2,1
Java Est	68	776,3
Aceh, District Special	8	1.400,3
Sumatra Nord	47	1.889,6
Sumatra Ouest	6	80,7
Riau	19	416,9
Jambi	4	25,4
Bengkulu	-	-
Lampung	6	80,1
Sumatra Sud	9	83,8
Kalimantan Ouest	10	16,9
Kalimantan Est	13	304,5
Kalimantan Centre	19	116,1
Kalimantan Sud	6	86,3
Sulawesi Nord	4	94,0
Sulawesi Centre	2	37,3
Sulawesi Sud-Est	5	277,3
Sulawesi Sud	5	104,6
Maluku	8	112,9
Bali	5	48,4
Nusa Tenggara Ouest	2	21,5
Nusa Tenggara Est	3	35,5
Irian Jaya	11	323,1
Divers	25	711,9
Projets concernant plus d'une province		
<b>TOTAL</b>	<b>809</b>	<b>14.416,3</b>

(Source : Bureau de Coordination des Investissements (BKPM))

AUTORISATIONS D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS  
PAR SECTEURS, de 1967 à 1983

Secteur	Projets	Montant des investissements (en millions de Dollars)
Agriculture	53	266,4
Exploitation forestière	57	499,0
Produits de la pêche	27	170,0
Exploitation minière	12	1.497,3
Industrie alimentaire	49	455,9
Industrie textile	62	1.249,0
Industrie du bois	20	258,5
Industrie du papier	18	859,2
Industrie chimique	133	2.183,5
Minéraux non ferreux	26	753,2
Métallurgie de base	19	2.806,4
Produits métallurgiques	160	2.154,7
Industries diverses	15	37,0
Construction	72	177,4
Hôtellerie	10	297,9
Immobilier	6	61,0
Transport	16	117,8
Services commerciaux	34	469,2
Services divers	20	102,9
<b>TOTAL</b>	<b>809</b>	<b>14.416,3</b>

Source : Bureau de Coordination des Investissements

## LE CAOUTCHOUC INDONESIEN

Chaque année la France achète une grande quantité de caoutchouc à l'Indonésie et à la Malaisie. Les importations de caoutchouc provenant de l'Indonésie étaient les suivantes :

année	tonnes	valeurs (milliers de francs)
1976		59.565
1977		247.596
1978		205.328
1979		
1980		
1981		
1982		87.000
1983		179.000

### • Le second exportateur de caoutchouc

Pour diverses raisons, la production de caoutchouc de ce pays a connu une stagnation pendant très longtemps, laissant la Malaisie occuper le premier rang dans la liste d'exportateurs mondiales de caoutchouc naturel. Actuellement, l'Indonésie **est le second exportateur de caoutchouc dans le monde**, en fournissant environ 24% de la demande mondiale d'environ 3,75 millions de tonnes.

Le caoutchouc est très important pour l'économie indonésienne, car il est **le deuxième produit agricole d'exportation**, avec une moyenne annuelle de l'ordre de 850.000 tonnes.

En 1983, les exportations de caoutchouc **étaient de 950.000 tonnes** pour une valeur de 850 millions de dollars US.

### • Plus de deux millions d'hectares

Depuis environ 10 ans (en 1974) le Gouvernement indonésien a lancé un programme de **rajeunissement des plantations** de caoutchouc, qui, pour la plupart, se trouvent à Sumatra. A part cela, la Banque Mondiale a accordé un investissement de 5 millions de dollars US pour aider les petites exploitations familiales de Sumatra, Java et Kalimantan à augmenter la production.

D'après le Directeur Général des Plantations, **au total plus de 2 millions d'hectares** de surface sont plantés en caoutchouc (hévéa). Parmi ces 2 millions d'hectares **plus de 80%** sont exploités par les "paysans-cultivateurs" (petani kebun). Mais le rendement vu la productivité des exploitations familiales est très bas, et il ne représente que 70% de la totalité de la production nationale (Kompas, 1.10.84)

**L'amélioration technique** de la petite exploitation paysanne, en général de petites propriétés de moins de 25 hectares, est l'objectif de la campagne gouvernementale depuis des années. Le but est de rapprocher la qualité et le rendement par hectare de ces produits (environ 300 à 350 kg par hectare) de ceux qui proviennent des grandes plantations (environ 700 kg par hectare).

**. Les grandes plantations**

Le caoutchouc cultivé par les grandes plantations représente environ 20% de la production nationale. Il y a plusieurs grandes plantations appartenant au gouvernement d'une taille moyenne de plus de 10.000 hectares. Les autres grandes plantations appartiennent à **7 grandes sociétés étrangères** (anglaises, hollandaises).

Parmi les sociétés étrangères se trouve l'entreprise LONDON SUMATRA une filiale de HARRISSON et CROSFIELD dont les premiers investissements en Indonésie **remontent à 1906.**

La principale zone productrice est à Sumatra, surtout dans le Nord mais on produit également du caoutchouc à Java et en petites quantités dans d'autres îles jusqu'à Kalimantan et Irian Jaya.

**Les plantations gouvernementales** se trouvent principalement à Java, Sumatra et Kalimantan.

**. 95% proviennent de l'Asie du Sud-Est**

L'hévéa pousse en général à une altitude de 150 à 500 mètres. **Plus de 95% de la production mondiale** de caoutchouc naturel proviennent de l'Asie du Sud-Est, les principaux pays producteurs étant dans l'ordre : **la Malaisie, l'Indonésie, Ceylan, la Thaïlande et le Vietnam.**

Les exportateurs de caoutchouc -la quasi totalité de la production représentent presque la moitié des exportations agricoles de l'Indonésie et **6% des exportations totales. Les Etats-Unis** sont les plus gros acheteurs suivis du **Japon.**

## L'INDUSTRIE TEXTILE

---

Depuis 1980 on peut trouver plus facilement qu'avant, dans les supermarchés et les magasins français des chemises, chemisiers et pantalons **"made in Indonésia"**.

"L'invasion" des articles textiles indonésiens en Europe était plus ressentie par plusieurs pays (surtout la Hollande, la RFA, la France et le Royaume-Uni) à partir de 1980. Des restrictions ont été prises par certains pays **pour limiter les importations** de chemises, chemisiers et pantalons indonésiens.

### • Des réactions très vives

Cette politique de restrictions a suscité des réactions très vives de la part des autorités indonésiennes qui ont pris cela pour une entrave à la réalisation du programme d'accélération des **exportations non-pétrolières** indonésiennes.

Le développement assez rapide de l'industrie textile indonésienne a forcé ce pays à trouver des débouchés pour ses produits, par seulement **en Europe**, mais aussi aux **Etats-Unis** et **en Australie**;

### • L'industrie la plus ancienne

L'industrie textile est à la fois l'industrie la plus ancienne et la plus grande de l'Indonésie. Le gouvernement indonésien a donné **une haute priorité pour le développement de ce secteur**.

Pendant les trois Plans Quinquennaux ce secteur a connu un progrès très rapide par rapport aux autres secteurs.

La production de textiles indonésienne était :

1979	1.900 millions de mètres
1980	2.037 "
1981	2.094 "
1982	1.709 *
1983	1.564 *

\* chiffre provisoire - Source : Ministère de l'Industrie

### . Principe de l'usine intégrée

Pour favoriser le développement de l'industrie textile, le gouvernement soutient **le principe de l'usine intégrée**. Beaucoup de sociétés ayant commencé par le tissage ont élargi leurs activités vers la filature et la finition. Des filateurs se sont engagés dans la production de fibres, des tisserands commencent à faire à la fois la finition et des imprimés, et des ateliers de tricotage se lancent **dans l'industrie du prêt à porter**.

La production de filé (yarn) était :

1979	998.000	bâles
1980	1.184.000	"
1981	1.233.000	"
1982	1.370.000	"
1983	1.254.000	"

Source : Ministère de l'Industrie

### . Domination des capitaux étrangers

Pendant environ 10 ans, les **investissements de capitaux étrangers** ont représenté un élément important dans le développement de l'industrie textile. Les capitaux de **Hong Kong, de Taïwan, de Singapour** et du **Japon dominant ce secteur**, qui profitent du très faible coût de la main d'oeuvre de ce pays.

Entre 1967 et 1983, il y avait plus de 120 demandes d'investissements étrangers, avec un montant d'investissement approuvé de l'ordre de 1,4 milliard US \$.

### . Importation d'équipements et de matières premières

La grande industrie textile indonésienne **est une importatrice substantielle d'équipements et de matières premières**. Plus de 95% du coton brut et 30% du filé sont importés, ainsi que les équipements des usines et toutes les pièces détachées. Cette situation restera ainsi pendant encore longtemps, malgré les efforts entrepris par le gouvernement de **diminuer la dépendance vis à vis de l'étranger**.

### . Limitation des quotas d'accès

En Septembre 1984, la presse indonésienne a beaucoup parlé de la limitation des quotas d'accès au marché américain. L'attaché commercial américain à Jakarta a expliqué que les exportations de textiles indonésiens

vers les Etats-Unis ont augmenté d'année en année, **au point que les Etats-Unis sont obligés de les limiter.** Il a déclaré également que les articles textiles indonésiens sont devenus très compétitifs sur le marché international grâce au soutien d'un marché intérieur très fort (Kompas, 1.10.84)

## LES INTERVENTIONS DE L'ACTIM POUR L'INDONESIE

---

Depuis des années l'ACTIM (L'Agence pour la Coopération Technique Industrielle et Economique) a fait nombre d'interventions pour promouvoir le développement économique entre la France et l'Indonésie.

Dans ses interventions pour l'Indonésie, l'ACTIM, qui est une association du type 1901, coopère étroitement avec les services du Ministère du Commerce Extérieur, du Ministère de l'Economie, du Ministère des Relations Extérieures, ainsi qu'avec des entreprises et des organismes français.

## LE SATELLITE PALAPA ET ARIANE

Parmi les principaux projets qui, dans le domaine des communications ont été achevés figurent un programme de satellites nationaux - 40 stations terriennes reliant les 27 capitales provinciales et 13 autres grandes villes-, un projet dans le domaine des services télégraphiques et de télex ainsi qu'un programme concernant l'installation de centraux téléphoniques dans 41 villes. Le coût total de ces projets - dont la plus large part a fait l'objet d'accords de financement - est estimé à **1,2 milliard de dollars**, dont environ les deux tiers en devises.

### . PALAPA A 1 et PALAPA B 1

Le premier des satellites de la deuxième génération, a été lancé par la navette spatiale américaine Challenger en Juin 1983. PALAPA B 1 remplace le satellite PALAPA A 1 lancé en 1976. Le système de communication PALAPA a constitué **une révolution pour les services de télex, de radio, de télévision, de télécopie et de transmission de données** indonésiennes. Entre autres avantages, ce système permet de joindre en automatique toutes les grandes villes d'Indonésie. Ce système permet également d'assurer un service de télévision **dans l'ensemble du pays** par l'intermédiaire du réseau national géré par le gouvernement, TVRI.

### . Avec 150 points du monde

Ce système est également à la base d'améliorations importantes dans les services de transmission de données, services qui sont assurés sous les auspices de P T Industrie Telekomunikasi Indonésia (**PT INTI**). En 1982, **PT INDOSAT**, la société internationale de télécommunication qui appartient à l'Etat, a mis en place un service de téléconférence qui permet de transmettre des voix, des photos et des textes entre Jakarta et Singapour. Cette société a également étendu son service international automatique qui, en Septembre 1982, reliait Jakarta à 52 villes dans le monde. Les réseaux de télex relient directement **Jakarta à 150 points du monde**

(Source : Indonésie Aujourd'hui, Décembre 1984)

### . Les satellites pour l'enseignement

Pour l'archipel indonésien, avec sa superficie totale 3,1 million de km<sup>2</sup>, les satellites de communication sont très importants pour faciliter le développement économique, social et culturel (voir autres chapitres sur : la Télévision, Télécommunication). Exemple : dans le cadre de la réalisation du programme **de l'enseignement à distance**, le gouvernement est en train de terminer les études sur la possibilité d'utiliser les satellites à cette fin. Selon le programme qui commencerait en 1984, **huit universités de l'Indonésie-Est** pourraient être reliées l'une à l'autre grâce aux transmissions par les satellites, pour échanger textes et documents dans le cadre de l'enseignement et de la recherche. Les universités concernées sont celles de : UJUNGPANDANG, MENADO, BANJARMASIN, JAYAPURA, MANOKWARI, AMBON, PALU et SAMARINDA. Les transmissions seront faites en utilisant deux satellites avec l'appui **de 130 stations-sol** (Kompas 31/8/84).

### . Possibilité de la coopération avec Ariane ?

Selon la revue Tempo (Jakarta), le gouvernement indonésien a commencé à envisager de lancer les satellites de communication PALAPA (de troisième génération C), avec ARIANE après la réussite de lancement d'un satellite américain par ARIANESPACE à Kourou (Guyane) fin Mai 1984.

Madame Edith Cresson a invité un représentant du gouvernement indonésien pour assister cet évènement. La **réussite d'Ariane à Kourou** a provoqué l'Indonésie pour réfléchir sur la possibilité de la coopération avec ARIANE (Tempo, 9/6/84).

Dans le passé, le gouvernement indonésien a travaillé beaucoup avec la NASA (Agence Nationale d'Aérospatiale américaine) et avec les entreprises américaines spécialisées dans la télécommunication, comme Transpec Carriers Incorporated, Hughes Aircraft, ITT, Philco-Ford, Teleconsult, Consat. Le lancement de satellite de communication PALAPA-I a été exécuté par les entreprises américaines, ainsi que PALAPA 2

. Coût de lancement : 25 millions de dollars

Le changement d'orientation de l'Indonésie vers l'Europe a abouti à des reproches de la part des américains, accusant, selon Tempo, Arianespace d'avoir arraché un client potentiel en baissant le prix de lancement de 25% à 30% du prix habituel sur le marché européen.

Le dirigeant d'ARIANESPACE, M. Frédéric d'ALLEST, a déclaré que son entreprise fixe le coût de lancement d'un satellite à **25 millions de dollars US**, donc presque le même prix que la NASA (Tempo, 9/6/84)

ARIANESPACE est un consortium européen, constitué de 36 entreprises aéronautiques européennes, 11 banques et le CNES (Centre National d'Etudes Spatiales)

## TELEVISION ET RADIO

---

Si dans le domaine des télécommunications, de l'électricité et des transports aériens la France a commencé à jouer un rôle (même minime) en Indonésie, **ce n'est pas encore le cas dans le domaine de l'audio-visuel.** Dans ce domaine, la concurrence est très sévère entre le Japon, l'Allemagne et les Etats-Unis. Malgré cela, avec beaucoup de persévérance et beaucoup de travail sur place, la France peut encore s'implanter dans ce domaine disputé de l'audiovisuel.

La T.V.A. indonésienne est gérée par l'Etat depuis sa naissance en 1962. Au début, ses émissions étaient limitées à une heure par jour, en noir et blanc. Actuellement, en 1984, la T.V. indonésienne diffuse, en couleurs, sept heures par jour. Il y a une émission d'une demi-heure quotidienne pour le journal diffusé en anglais.

### . Le progrès grâce aux communications par le satellite

Le progrès très significatif de la T.V. indonésienne se manifeste dans la réussite pour élargir, sur une grande échelle, sa zone de couverture **grâce aux communications par le satellite PALAP** (lancé par la firme américaine Hughes).

Les émissions de la T.V. sont envoyées au satellite PALAPA qui les retransmet **aux 200 stations implantées dans beaucoup d'îles.** Cela veut dire que la zone de couverture de la T.V. indonésienne s'étend sur environ 13.500 îles avec une distance de **3.400 miles de l'Est à l'Ouest.** Plus précisément, environ 26% de la superficie indonésienne (Kompas, 25/8/84).

### . 63% de la population regardent la T.V.

Le rôle important de la T.V. indonésienne s'explique du fait que, selon les estimations d'une source locale, **environ 96,8 millions de personnes** (adultes et enfants) regardent la TV quotidiennement. Cela représente environ **63% de la population** indonésienne, qui pour la majorité habite les régions rurales (Kompas, 25/8/84).

Dans les régions lointaines sans électricité, les téléspectateurs regardent les émissions générées par les batteries.

Selon des sources locales, environ 6 millions de postes de T.V. sont enregistrés et paient des redevances mensuellement. Mais on estime que beaucoup de postes restent encore non-enregistrés.

L'importance de la T.V. repose sur le fait qu'environ 75% de la population adulte de Jakarta possède un poste de T.V.

#### . La radio officielle

Dans le domaine de la radio, la France n'a pas encore fait beaucoup de choses en Indonésie, sauf les interventions de Thomson-CSF. La Radio Republik Indonesia (RRI), établie en 1945, est la radio officielle du gouvernement. **Elle a actuellement 49 stations relayées par 300 stations de retransmissions** éparpillées dans tout le pays. La RRI diffuse 24 heures d'émissions par jour, dont environ 25% pour les informateurs, 20% pour les religions et l'éducation, 50% pour les loisirs et environ 5% pour la publicité (FEER, 1/3/84).

#### . Les actions de Thomson-CSF

Thomson-CSF qui a réalisé beaucoup de projets en Indonésie (liaison radio pour l'Aviation Civile, matériel électronique pour les centres de formation aéronautique, système de télécommunication HF, etc) a rendu à la Radio Republik Indonesia (RRI) des services pour le montage d'un émetteur en 1981/1982, qui coûterait environ 20 millions de francs.

#### . La radio "privée" ou la radio libre

Si dans le domaine de la T.V. le gouvernement prend une position de monopole, **la participation privée dans le domaine de la radio est tolérée** par les autorités, tout en gardant un contrôle assez étroit.

Il y a, en 1984, 569 stations de radio privées ("radio libre") dans le pays, dont 38 se trouvent à Jakarta (et parmi les 38 stations de Jakarta, 30 sont des radios commerciales). Les stations privées sont autorisées à émettre durant 18 heures, à partir de 6 heures du matin jusqu'à minuit. Les stations privées ne sont pas autorisées **à produire leur propre journal parlé (informations, commentaires)** et elles sont, par réglementation, obligées de retransmettre les informations de la RRI (radio gouvernementale) d'environ 15 minutes six fois par jour

(FEER, 1/3/84)

## L'INDUSTRIE ELECTRONIQUE ET LA FRANCE

La France a commencé, depuis des années, à acheter des machines et appareils électriques, des objets à usages électroniques provenant de l'Indonésie. Les importations de ce pays dans ce secteur étaient :

1982 -	326.359.000 Frs
1983 -	23.406.000 Frs

(Source : Douanes françaises)

### . Progrès très rapide

L'industrie électronique indonésienne a progressé très rapidement. Le gouvernement a pris des mesures, depuis 1977, pour favoriser le développement de l'industrie électronique locale et **diminuer les importations** dans ce secteur.

Dans les premières étapes, le gouvernement facilitait la naissance et le développement des industries de montage en interdisant l'importation de certains produits finis ou en les **taxant lourdement à l'importation.**

### . La production de téléviseurs et radios

Mais, la production (assemblage) de téléviseurs et radios indonésiens a connu des hauts et des bas, à cause de la **concurrence très rude avec les produits importés :**

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>
<b>radios :</b>	1.280.000	1.019.000	1.111.000	1.135.000	1.590.000	1.228.000
<b>téléviseurs :</b>	611.000	660.000	730.000	847.000	654.000	623.000

(Source : Ministère de l'Industrie)

La stagnation de la production de radios est le résultat de la popularité de la radio-cassette dans ce pays.

### . Plus de 80 entreprises

En 1984, il y a plus de 80 entreprises qui sont actives dans la production de radios, radio-cassettes, téléviseurs en noir et blanc, téléviseurs en couleurs, magnétophones, auto-radios, amplificateurs, haut-parleurs.

Pour favoriser l'industrie locale, le gouvernement encourage **la fabrication locale des composants** utilisés dans le montage de ces produits, entre autres :

- transformateurs d'alimentation
- transformateurs d'entrée ou de sortie audio
- bobines haute fréquence
- haut-parleurs
- antennes tiges (radio)
- antennes T.V.
- circuits imprimés
- châssis pour T.V.

• La demande augmente considérablement

La demande pour les composants électroniques augmentera considérablement en 1985. La projection de demande est estimée pour l'année 1985 à environ 580 millions de résistances, 113 millions d'inducteurs, 489 millions de condensateurs, et 179 millions de semi-conducteurs.

La demande pour **les circuits imprimés** serait augmentée de l'ordre de **395 millions de mètres carrés**.

La fabrication de **composants sophistiqués** est encore très limitée en 1984. La plupart de ces composants sont encore d'origine étrangère.

## L'INDUSTRIE DU BOIS

La France a importé une quantité de bois et ouvrages en bois indonésien dans les années passées. Selon les statistiques douanières françaises les importations de bois provenant de l'Indonésie étaient :

année	tonnes	valeur
1981		
1982		
1983		127.215.000,-
1984		

### • Surplus de production

L'industrie indonésienne du bois est en train, en 1984, de faire face à une période difficile à cause de la situation économique mondiale et à cause de la chute de prix sur le marché international.

Cette situation entraîne **l'accumulation du surplus de production** de bois (contreplaqués et sciages)

Selon estimation le surplus de production serait d'environ 0,8 millions de m<sup>3</sup>, et cela serait encore pire en 1985, avec un surplus de production de 1,1 million de m<sup>3</sup>

(Kompas, 19/6/84)

### • Plus de 100 unités d'usine de bois

Jusqu'en Mars 1984, 85 unités d'usines de ce pays se trouvaient en état de production, avec une capacité de production annuelle d'environ 4,8 millions de m<sup>3</sup>.

Cependant, 38 unités d'usine de bois sont en cours de construction avec une capacité (estimée) de 1,7 m<sup>3</sup> par an.

Cela signifie que fin 1984, il y avait 105 unités d'usine de bois, qui peuvent produire 5,6 millions m<sup>3</sup>, **tandis que fin 1985** il y aurait 122 unités avec une production totale de **6,5 millions de m<sup>3</sup>** (Kompas, 19/6/84).

### . Un développement "spectaculaire"

Le développement de l'industrie du bois de l'Indonésie est "spectaculaire" au point d'inquiéter beaucoup de gens qui pensent **à l'avenir des réserves forestières.**

Les chiffres de production de bois brut sont les suivants :

1971	13,7 millions de m <sup>3</sup>
1975	16,3 "
1976	23,3 "
1977	24,0 "
1978	26,0 "
1979	32,0 "
1980	27,5 "
1981	23,3 "
1982	22,4 "

### . Environ 20% des exportations mondiales

Le gouvernement souhaite les exportations de produits transformés plutôt que de bois brut et il a décidé, en 1979, de limiter les exportations **de bois en grume.** Le quota pour les exportations de grumes est réduit progressivement chaque année. Pour encourager le développement de l'industrie locale, le gouvernement favorise l'exportation **de bois manufacturés, particulièrement contreplaqués et sciages.** En matière de contre-plaqués, l'Indonésie est devenue le premier fabricant mondial, et **assuren environ 20% des exportations mondiales** (en 1983 et 1984).

Les exportations de bois occupent **le premier rang dans la liste des exportations non-pétrolières** de ce pays et a représenté en 1982 environ 12,4% du montant total des exportations.

### . L'industrie de contre plaqué

Depuis 1978, l'industrie du contre plaqué a connu un progrès assez rapide. En 1973, il n'y avait que 2 usines de contreplaqué, 16 en 1978, 18 usines en 1979, 67 en 1983, et 85 usines en 1984.

Les exportations de sciages et de contre-plaqués sont les suivantes:

année	sciages en m <sup>3</sup>	contre-plaqué en m <sup>3</sup>
1970	56.000	0
1975	410.000	2.000
1980	1.100.000	282.000
1981	1.003.000	434.000
1982	2.016.000	677.000
1983	2.500.000	1.250.000

**. Le Japon : le principal client**

Selon le 4ème Plan Quinquennal, l'Indonésie envisage d'exporter 5,52 milliards de dollars US de contreplaqué, 5,18 milliards de dollars de bois sciés et 227 millions de dollars de grumes.

En 1985, les exportations de contreplaqués pourraient **s'élever à 3.000.000 m<sup>3</sup>**. Le principal client est le Japon dont le marché intérieur représente 7 millions de m<sup>3</sup>.

(dossier OCVA, 1984)

Pays	Projets	Montant des investissements (en millions de dollars)
Japon	210	4.999,5
Etats-Unis	74	1.172,8
Hong-Kong	127	1.143,8
Belgique	15	896,2
Canada	5	863,3
Pays-Bas	42	630,3
All. Fédérale	25	394,7
Royaume-Uni	51	360,0
Les Philippines	12	281,1
Suisse	20	246,4
Australie	35	214,3
Inde	12	193,0
Singapour	31	170,7
Corée du Sud	15	150,7
Panama	9	127,5
Taiwan	3	122,5
France	11	85,5
Danemark	5	72,6
Malaisie	15	46,1
Thaïlande	7	21,6
Norvège	3	21,1
Brunei	4	16,8
Lichtenstein	3	15,8
Italie	1	6,1
Suriname	1	6,1
Autres pays	77	2.129,6
<b>TOTAL</b>	<b>809</b>	<b>14.416,3</b>

Source : Bureau de Coordination des Investissements

### . Encouragements pour les investissements étrangers

L'afflux des investissements **étrangers est une des composantes primordiales du développement économique indonésien**. Les antennes du BKPM (Bureau de Coordination des Investissements) dans les pays importants à Paris également, sont toujours actifs pour inviter les entreprises étrangères à investir dans ce pays.

Ils sont encouragés par un certain nombre de mesures et de facilités : libre transfert des capitaux, des revenus et dividendes, exemptions fiscales pour les sociétés nouvelles, des franchises douanières pour certains biens d'équipement.

### . La chute des investissements en 1984

A partir de Juillet 1984, des soucis ont été manifestés par les autorités et nombre de personnalités indonésiennes des milieux d'affaires. Les journaux ont fait grand tapage sur la chute dramatique du volume des investissements (étrangers et indonésiens) au cours du premier semestre 1984. Le volume était tombé de 3,8 trillions de Roupiahs à 923 milliards de Roupiahs (**soit 25%**).

Cette chute était, selon les analyses locales, due à la situation **économique mondiale qui est en crise** et aux décisions gouvernementales de réduire les facultés à l'égard des investissements étrangers.

### . Les difficultés pour les entreprises étrangères

Selon l'opinion des personnalités indonésiennes des milieux d'affaires l'Indonésie actuellement n'est plus une région attirante pour les investissements étrangers, parce qu'**ils préfèrent investir ailleurs**, par exemple à Singapour, Malaisie, Thaïlande, Taïwan ou Corée du Sud

Les difficultés pour les entreprises étrangères sur le plan fiscal, **les réglementations trop sévères pour l'embauche des rapatriés**, les obstacles administratifs et la lourde bureaucratie, l'annulation de la période de grâce etc. ont amené l'hésitation et la réticence à investir dans ce pays. **La concurrence de plus en plus sévère avec les industries locales** est également un facteur de désintérêt.

## ECHANGES COMMERCIAUX FRANCO-INDONESIEN

---

Depuis 1970, les échanges commerciaux entre la France et l'Indonésie augmentent régulièrement et relativement plus rapidement encore ces dernières années. Cependant, elle occupe une place peu importante dans les commerces internationaux de l'Indonésie et se situe derrière la RFA.

La France est, en 1984, le 6ème fournisseur de ce pays et le 17ème investisseur. Avec environ 3,5% du marché indonésien, elle n'occupe qu'un modeste 18ème rang dans la liste des clients indonésiens (Après le Japon avec 25,4%, les Etats-Unis 14,3%, Singapour 16,7%, la RFA 7,1%, le Moyen-Orient 6,8%).

### . Les importations françaises

La France achète depuis plus de 10 ans, à l'Indonésie de l'étain, du bois, du caoutchouc, du café, et plus récemment aussi des produits agro-alimentaires, pétrole, textile, cuir et chaussures, appareils et machines électrique.

L'Indonésie a vendu à la France, au cours des dernières années, de plus en plus de produits transformés (finis ou semi-finis). Cette évolution correspond aux souhaits du gouvernement indonésien qui est en train, avec des grands efforts et par tous les moyens, de développer les exportations de produits non pétroliers.

Les importations françaises en provenance de l'Indonésie ne représentent que moins de 1% du total des exportations de ce pays.

### . Les exportations françaises

Les exportations françaises vers l'Indonésie ont porté, principalement sur des biens d'équipements (et appareillages divers), avions, véhicules et navires, produits chimiques.

Le gouvernement indonésien encourage les importations des équipements de chantiers, des machines et appareils électriques, des machines et engins mécaniques, **pour favoriser le développement des industries de transformations locales.**

Les points forts des ventes françaises restent liés à de **grands contrats** : des installations de centrales électriques, des ventes d'usines clé-en-main, des équipements électriques et téléphoniques, des équipements de transport.

**La structure est vulnérable**, car la concentration des ventes est basée sur les biens d'équipements destinés à des **acheteurs publics (gouvernementaux)** qui représentent environ 2/3 du total. Une véritable implantation commerciale et industrielle, des échanges vers **la demande privée et le commerce courant** sont impératifs pour établir une présence française stable et solide.

**LES IMPORTATIONS INDONESIENNES  
PAR PAYS D'ORIGINE**

Pays	1982		1983	
	000 Tons	US \$ Mil.	000 Tons	US \$ Mil.
<b>ASEAN</b>	7.508,6	3.301,6	10.451,2	3.914,8
Malaisie	54,1	56,3	82,0	60,0
Thaïlande	601,2	198,5	735,3	208,7
Philippines	599,2	227,8	523,4	181,6
Singapour	6.254,1	2.819,0	9.110,5	3.464,5
HONG KONG	155,7	86,6	135,2	64,8
JAPON	3.037,9	4.278,5	2.820,2	3.793,1
Autres Asie	6.572,9	2.451,5	5.751,1	2.220,1
<b>AFRIQUE</b>	502,6	201,5	475,1	134,8
ETATS UNIS	2.101,4	2.417,2	2.584,6	2.533,7
CANADA	266,8	138,1	521,6	186,0
AUTRES AMERIQUES	368,9	165,5	284,1	129,4
AUSTRALIE	1.140,5	364,6	1.244,5	2.231,2
AUTRES OCEANIE	97,8	95,7	80,0	72,4
<b>CEE</b>	963,0	2.652,7	1.244,5	2.231,2
Grande Bretagne	120,6	445,3	140,3	364,4
Pays Bas	101,3	184,9	170,3	257,3
Rep. Fed. Allemagne	482,9	1.192,7	415,4	741,4
Belgique / Lux	70,3	96,5	74,3	123,8
<b>France</b>	127,0	570,9	382,0	591,1
Danemark	18,5	53,8	13,6	20,5
Irlande	0,4	4,2	1,7	8,0
Italie	42,0	104,4	46,9	124,7
<b>URSS</b>	120,0	39,2	69,5	24,9
Autres EUROPE	631,9	666,2	796,7	644,3
<b>TOTAL</b>	<b>23.468,0</b>	<b>16.858,9</b>	<b>23.362,7</b>	<b>16.351,8</b>

(Sources : Bureau Central des Statistiques indonésien)

## ANNEXE

### NOTES BIOGRAPHIQUES du PROF. Dr. HABIBIE

Depuis des années, surtout depuis 1978, le nom (et le rôle) du Prof. Dr. Habibié est souvent mentionnés dans les conversations avec les personnalités françaises, ou les dirigeants d'entreprises françaises qui discutent les problèmes de relations économiques et de coopérations techniques et scientifiques avec l'Indonésie.

Beaucoup de personnalités françaises (gouvernementales) ont rencontré le Prof. Dr. Habibié, en France ou en Indonésie, c'est ainsi que les dirigeants d'entreprises françaises ont conclu de grands contrats pour divers projets en Indonésie. Le rôle du Prof. Dr. Habibié dans la politique de développement du pays, sa fonction publique dans la structure gouvernementale et sa stature dans les domaines de recherches scientifiques et technologiques sont, en effet, des facteurs à considérer par beaucoup de gens en France ou ailleurs.

#### . Qui est le Prof. Dr. Habibié ?

Prénom : Bacharuddin Jusuf - Nom : Habibié.

Il est né à Paréparé, Sulawesi-Sud, le 25 Juin 1936. Religion : musulmane. Education : SMA (Ecole Secondaire Supérieure) à Bandung, et puis à l'Institut Technologie (ITB) de Bandung (1954-1955). En 1955 il a été envoyé par le Ministère de l'Education pour suivre ses études au **Technische Hochschule** à Aachen (RFA).

A l'âge de 21 ans il a été diplômé en tant qu'ingénieur (en génie mécanique et construction aéronautique). Après l'obtention de son diplôme, il travaillait en tant que chercheur dans ce Technische Hochschule d'Aachen. Pendant son travail il a réussi à faire plusieurs plans de construction : sous-marin, wagon de chemin de fer pour l'entreprise Talbot, une chambre de haute tension pour le Centre Nucléaire de Julich (RFA)

#### . Une personnalité dans l'industrie aéronautique

Plus tard, entre 1966-1969, il était nommé Directeur du Bureau de Recherche de l'Industrie aéronautique **Messerschmitt-Bolkow-Blohm (MBB)**.

Ensuite il fut nommé Directeur du Secteur Méthodes et Technologie de Construction des avions civils et transports militaires de MBB. A partir de 1974 il était nommé Vice-Président du Département Technologie Appliquée de MBB.

Il a participé activement à la réalisation de nombreux projets le calcul et le plan de construction de F -28, l'avion de transports **DO-31**, Transports militaires **Transall C 130**, **Hansa-jet 320**, **Airbus A 300** ( 300 passagers). Indirectement il a participé à la conception de l'**hélicoptère BO 105**, l'**avion militaire MRCA** (Multi role combat aircraft) et des projets de satellites missiles (Source APA et SIAPA, 1983-1984, Jakarta)

#### • Ses fonctions en Indonésie

Après sa rentrée en Indonésie, il était nommé Conseiller auprès du P.D.G. de Pertamina (1974) et ensuite Directeur de la Division Technologie Avancée et de la Division Technologie Aéronautique de Pertamina.

En 1976 il était nommé PDG de la société aéronautique **PT Nurtanio** (jusqu'à aujourd'hui) et en 1978 il était nommé **Ministre d'Etat de Recherche et de la Technologie**, fonction qu'il a conservé jusqu'à aujourd'hui. Il est également le Président de l'**Agence pour le Développement et l'Evaluation de la Technologie** (BPPT) et le Président de l'**Autorité de Développement de BATAM**.

(Source APA & SIAPA, 1983-1984, édition Grafiti Pers, Jakarta).

#### • Président du Conseil des Industries Stratégiques

Outre ces fonctions, le Prof. Dr. Habibié détient également la responsabilité en tant que Directeur du **Chantier naval PT.PAL** et Directeur de l'**Industrie d'armements PT PINDAD**.

Il est le Président du Conseil des Industries Stratégiques qui regroupe 8 industries stratégiques :

1. PT NURTANIO
  2. PT PAL
  3. PT PINDAD
  4. PT INKA
  5. PT LEN
  6. PT DAHANA
  7. PT INTI
  8. PT Krakatan Steel
- les trois sont dirigées par Dr. Habibié

(Source : Kompas, 14 Décembre 1984)

. Président du Conseil National de Recherches

En Décembre 1984, le **Conseil National de Recherches** (DEWAN RISET NASIONAL) était fondé, se composant de nombreux savants indonésiens. Ce conseil est présidé par le Dr. Habibié également.

Le "Who's who" indonésien ("Apa & Siapa" 1983-1984) écrit : "Dans les milieux scientifiques indonésiens on connaît l'existence de : **la Théorie Habibié, le Facteur Habibié, la Fonction Habibié**".

Cette petite phrase explique, implicitement, la place qu'il occupe dans le contexte indonésien d'aujourd'hui.

**LES EXPORTATIONS INDONESIENNES**  
par pays de destination

	1982		1983	
	000 tons (US\$ Mil.)		000 tons (US \$ Mil.)	
<b><u>ASEAN</u></b>	29.466,6	3.499,1	33.622,8	3.476,3
Malaisie	278,5	59,1	422,1	58,0
Thaïlande	175,9	26,3	232,6	48,6
Philippines	1.053,6	292,8	1.117,6	241,9
Singapour	27.958,6	3.120,9	31.850,5	3.127,8
HONG KONG	329,4	145,0	435,0	181,7
JAPON	43.363,4	11.192,6	41.828,0	9.678,2
Autres Asie	4.182,4	970,3	3.640,8	800,9
<b><u>AFRIQUE</u></b>	65,6	56,8	97,9	78,8
Etats-Unis	11.698,6	3.546,0	15.978,5	4.266,7
Canada	19,1	18,9	22,9	28,3
Autres Amérique	3.530,3	928,9	4.524,8	1.014,9
AUSTRALIE	2.445,0	674,2	724,4	208,4
Autres Océanie	885,0	278,0	980,4	264,1
<b><u>CEE</u></b>	2.333,5	895,7	2.555,7	952,7
Grande Bretagne	340,7	126,4	455,2	199,0
Pays Bas	525,8	265,2	787,4	289,4
Rep. Fed. Allemagne	770,9	252,7	938,9	252,4
Belgique / Lux.	47,0	19,6	67,7	32,9
<b>France</b>	205,5	77,2	64,3	53,1
Danmark	10,7	9,6	2,8	4,4
Irlande	0,2	0,4	0,5	0,8
Italie	329,8	141,5	238,3	119,5
Grèce	2,9	1,1	0,6	1,4
<b><u>URSS</u></b>	26,8	22,4	53,6	50,3
Autres Europe	210,7	100,4	188,2	144,6
<b>TOTAL</b>	98.456,4	22.328,3	104.653,9	21.145,9

Jusqu'en 1985, plus de 1.600 stagiaires et boursiers indonésiens ont suivi des formations en France. Parmi eux se trouvent des titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'un DEA, ou d'un diplôme de docteur (doctorat d'ingénieur ou de 3ème cycle).

Ces cadres formés en France occupent, de retour dans leur pays, des fonctions ou des postes assez importants dans l'administration, dans les universités, ou dans les sociétés nationales.

#### **. Les contrats industriels et le transfert technologique**

Un véritable développement n'est possible sans l'accès aux technologies nouvelles, maîtrisées et appropriées aux conditions du pays, sans **l'acquisition des connaissances et des savoir-faires nécessaires**.

Pour cela, dans les relations entre la France et l'Indonésie, les sujets de la coopération industrielle, le transfert de technologie, la formation technique, on été, et seront, souvent abordés dans les conversations et les négociations. L'assimilation **des technologies transférées** dans le cadre de contrats industriels ou les essais de technologies au service d'une industrie (Krakatau steel par Spie-Batignolles, l'industrie aéronautique Nurtanio pour le Gifas, etc.) sont de bons exemples de cette orientation.

#### **. Assistance au développement industriel**

L'Indonésie a connu une croissance économique (même si elle est encore faible), et ce pays joindra, dans l'avenir, le rang des **"Nouveaux Pays industriels" (NPI)**. Une assistance au développement industriel, avec la participation active et dynamique d'entreprises industrielles françaises, est un autre moyen pour soutenir la formation technique dans ce pays. Les actions de l'industrie française en faveur de la formation professionnelle pourront même à long terme, déboucher **sur des affaires industrielles** et créer une **occasion de pénétrer le marché indonésien**. (le cas du Japon et de la RFA).

### . 36.000 Ingénieurs dans ce pays

L'idée de monter l'I.T.I. liée étroitement avec le PUSPITEK est basée sur la constatation du fait que le nombre d'ingénieurs indonésiens qui se vouent à la **Recherche et au Développement** (R & D) est très faible, **environ 4%**. Parmi les ingénieurs de ce pays, **seulement 1440 personnes** travaillent dans le domaine de la Recherche et du Développement. Selon le Prof. Habibié, ce retard doit être un facteur pour donner un coup de fouet à l'Indonésie. Parce que selon lui, en prenant l'exemple du Japon, le pourcentage d'ingénieurs japonais qui travaillent dans le R & D est **environ 66%** (Kompas, 15/8/84).

### . Le besoin de 15.000 nouveaux ingénieurs

L'I.T.I. est créé par l'Association d'Ingénieurs Indonésiens (Persatuan Insinyur Indonésia - P.I.I.) dans le but d'accélérer la croissance du nombre d'ingénieurs en Indonésie. Parce que chaque année jusqu'à ce jour, les universités de ce pays ne produisent que **3.500 ingénieurs**.

D'après le Prof. Habibié, ce chiffre est beaucoup trop bas par rapport **au Japon**, qui produit chaque années environ **74.000 ingénieurs**. Dans la course du Plan Quinquennal IV, la formation d'ingénieurs doit pouvoir produire 15.000 ingénieurs indonésiens. (Kompas, 7 Décembre 1984).

### . La contribution de la France

La France a contribué et continue à contribuer à la formation technique de ce pays, entre autres pour les cadres :

- **de l'aéronautique**
- **du secteur nucléaire**
- **de la télécommunication**
- **de l'électricité**
- **de travaux publics**
- **du secteur agriculture**
- **du secteur génie civil**
- **de l'océanologie**
- **du domaine de la santé**
- **de la sidérurgie**
- **de la géologie**

## . Les Instituts Polytechniques

Le 4ème Plan Quinquennal (Repelita IV) prévoit l'augmentation considérable d'ouvertures des instituts polytechniques (équivalent des IUT en France), notamment de 7 instituts polytechniques en 1984 à 34 instituts en 1989. Ces instituts polytechniques seront placés dans 32 universités gouvernementales. En outre, **les universités privées** seront encouragées et aidées pour ouvrir des instituts polytechniques.

(Source : Repelita IV)

## . A trouver : 14.000 professeurs

D'après le Ministre de l'Éducation et de la Culture, l'Indonésie a besoin, de toute urgence, de trouver **14.000 professeurs pour l'enseignement supérieur**. Le besoin le plus pressant étant de trouver des professeurs pour **les facultés techniques**. Durant le quatrième Plan Quinquennal, l'Indonésie doit former environ 15.000 nouveaux ingénieurs. "Cette tâche nous donne terriblement mal à la tête", dit le Ministre.

(Source : Kompas, 23.1.85)

## . L'Institut Technologie Indonésien

En Août 1984, le Ministre de la Recherche et de la Technologie, le Prof. HABIBIE, a annoncé devant la presse indonésienne, son idée d'ouvrir une grande école, l'Institut Technologie Indonésien (I.T.I.) dans le but de former des ingénieurs de haute qualité. Le campus de cet institut se trouvera dans le complexe du PUSPITEK, avec l'objectif de **promouvoir l'élan pour la recherche scientifique** parmi les ingénieurs indonésiens (Kompas, 15.8.84).

L'I.T.I. travaillera en coopération intensive avec les autres instituts technologiques, comme l'I.T.B. (Bandung, avec qui la France a noué des relations importantes depuis des années) et l'I.T.S. (Surabaca).

L'I.T.I. aura dans sa première étape, trois facultés :

- a) La Faculté de Technique Civile et Planification : technique civile, architecture et planologie.
- b) La Faculté de Technologie Agricole : mécanisation agricole et technologie agricole.
- c) La Faculté de Technologie Industrielle avec : électro, machine, gestion industrielle et techno-chimie.

Dorénavant, les **relations entre la France et cet institut** auront une grande importance.

## FORMATION TECHNIQUE ET LA FRANCE

---

Le gouvernement indonésien a fait des efforts pour donner une place importante au secteur d'éducation et de formation technique pour le développement du pays. Le budget d'Etat pour l'exercice 1985-1986 a démontré cette importance. Parmi les 18 secteurs de développement, **le secteur d'éducation** et de formation s'est attribué **la plus grande allocation**, notamment de l'ordre de 1,5 trillion de Roupies.

Viennent ensuite le secteur de l'agriculture et de l'irrigation (1,4 trillion), les transports et le tourisme (1,4 trillion), les mines et l'énergie (1,3 trillion). Les autres secteurs sont au-dessous de 1 trillion. (Kompas, 8 Janvier 1985).

### . Chaque année : 7.300 techniciens

Le budget de l'exercice 1985-1986 a prévu la construction de plus de 620 écoles secondaires (SLTP et SLTA), l'ouverture de 17 instituts polytechniques, la construction de plusieurs laboratoires.

Cependant, la Banque Asiatique de Développement a accordé une aide, en Décembre 1984, de l'ordre de 83 millions de dollars US pour **l'amélioration du système de la formation technique en Indonésie**. Avec l'aide de cette banque, les STM (collèges techniques) dans 11 provinces seraient mieux équipés, 7 nouveaux collèges techniques et 3 collèges techniques spéciaux seraient ouverts. Avec ce programme, l'Indonésie espère **produire chaque année 7.300 techniciens qualifiés**.

(Kompas, 6 Janvier 1986)

### . Participation de beaucoup de pays

Dans ce pays, le besoin de formation des techniciens, des spécialistes des ouvriers qualifiés, des ingénieurs est énorme pour faire face au développement et au décollage industriel.

**Beaucoup d'organismes internationaux** (la Banque Mondiales, la Banque Asiatique de Développement, l'Unesco, FAO, etc) **et beaucoup de gouvernements étrangers** (le Japon, la Suisse, la Hollande, le Canada, les Etats-Unis, la RFA, l'Australie, la France) participent aux efforts de l'Indonésie pour accélérer le développement de la formation ou de l'enseignement technique (secondaire et supérieure).

## **La BFCE : un rôle majeur pour les investissements**

La Banque Française du Commerce Extérieur est le plus important pourvoyeur de crédits à l'exportation en Indonésie. En coopération avec d'autres banques françaises, la BFCE négocie des contrats de financement à l'exportation. Outre son rôle de Banque commerciale spécialisée dans le commerce extérieur, la BFCE propose également des crédits à long terme pour l'exportation et le refinancement à **d'autres banques françaises** afin de promouvoir les exportations.

La BFCE est également actionnaire de PT Finconesia, organisme de financement non bancaire à Jakarta.

### **. Large implantation des banques françaises**

Bien que les banques étrangères ne puissent plus ouvrir de succursales en Indonésie, les banques françaises ont activement exploré les marchés financiers indonésiens par l'intermédiaire de filiales à Jakarta. En matière de représentativité bancaire, **la France vient en troisième position après le Japon et les USA.**

Quatre banques ont signé **des accords d'assistance technique** avec des banques indonésiennes privées : la Banque Nationale de Paris avec la PT Bank Umum Nasional, le Crédit Lyonnais avec la PT Pan Indonesia Bank Ltd, la Société Générale avec la PT Bank Dagang Nasional Indonesia et la Banque Paribas avec la PT Bank Pacific.

En outre, quatre banques ont des actions dans des établissements financiers non bancaires : la BFCE a des actions chez PT Finconesia, la Banque Paribas chez PT ASEAM Indonesia, le Crédit Lyonnais chez PT Private Development Finance Company of Indonesia, et le Crédit Commercial de France chez PT Inter-Pacific Financial Corporation. Le Crédit Lyonnais est également actionnaire de PT Clipan Leasing.

### . Produits de substitution au pétrole

La Banque Mondiale a accordé un prêt de 300 millions de dollars à l'Indonésie pour le financement de ses projets de **conversion de l'énergie géothermique et des ressources charbonnières** en énergie électrique. C'est le douzième prêt consenti à l'Indonésie par la Banque Mondiale depuis 1968 pour le développement de l'énergie électrique et de ses réseaux de distribution.

Ce nouveau prêt permettra de soutenir la politique indonésienne de **promotion des produits de substitution au pétrole** pour la production de l'électricité et d'autres besoins énergétiques. La diversification des sources d'énergie diminuera la dépendance nationale par rapport au pétrole, favorisant ainsi le maintien des exportations de pétrole qui représentent les plus fortes entrées de devises.

### . Le charbon deviendra la source principale

On prévoit que le charbon deviendra la source principale de carburant des centrales électriques d'Indonésie au fur et à mesure de la mise en exploitation de **centrales alimentées au charbon durant la décennie**. Le prêt de la Banque Mondiale qui a été approuvé le 15 Décembre 1982 constituera une aide au financement d'une troisième centrale de 400 MW alimentés au charbon à Suralaya, Java occidental. La construction des deux premières centrales de 400 MW à Suralaya a été également financée en partie par des prêts de la Banque Mondiale. Ces deux unités deviendront opérationnelles au cours de l'année 1985. Les mines de Madura Tiga et Bukit Asam dans Sumatra Sud fourniront le charbon requis pour alimenter les trois unités productrices d'énergie électrique.

Les exploitations minières de Sumatra sont partiellement financées par un prêt de la Banque Mondiale d'un montant de 185 millions de dollars accordé en Janvier 1982.

## LES PRINCIPAUX CONTRATS SIGNES ENTRE LA FRANCE ET L'INDONESIE

---

Les contrats signés entre la France ( par les pouvoirs publics ou les entreprises françaises) et l'Indonésie couvrent beaucoup de domaines. La liste suivante, **qui n'est pas complète**, contribuera, dans une certaine limite, à donner **un aperçu général**, de l'ampleur des interventions françaises en Indonésie jusqu'en 1984. (Sources : Les Echos, l'AGEFI, Nouveau Journal, CFCE, Notes de PEE, KOMPAS, et autres).

### AEROPORTS DE PARIS

- Etudes et supervision de travaux de l'aéroport de Cengkareng (Jakarta). Contrat 1980-1985 avec un montant de **84 Millions** de Francs.
- Conception et réalisation d'un système centralisé de gestion des informations relatives aux opérations aéroportuaires. Contrat 1983-1985, avec un montant de **14 Millions** de Francs.

### ALSTHOM ATLANTIQUE

- Vente clés en mains de la centrale thermique de BUKIT ASAM, contrat signé 1982, montant **910 Millions** de Francs.
- Visite et construction de 5 turbines à gaz. Contrat signé 1982, montant **166 Millions** de Francs.

### APPAREILS DRAGON

- Ventes de fourniture, installation de concassage, chargement de barges. **Montant 10 Millions** de Francs.

### BEICIP

- Etudes d'utilisation du gaz naturel en Indonésie. Contrat en 1983, montant de **10 Millions** de Francs.

### CABLE DE LYON

- Cable électrique Haute tension, Contrat 1983, montant **210 Millions** de Francs.

#### C.G.E.E. ALSTHOM

- Fourniture d'une ligne de fabrication complète d'ananas en boîte  
Montant **10 Millions** de Francs.
- Equipement électrique de l'aéroport de Jakarta (avec Sainrapt).  
Contrat 1982, **montant 180 Millions** de Francs.
- Lignes et postes d'électricité de BUKIT ASAM (avec Cogalex)  
à Sumatra. Contrat 1982-1984, **montant 333 Millions** de Francs.
- Construction de lignes à haute tension à Java. Contrat signé en  
1980, **montant 50 Millions** de Francs.

#### CHAMBON INTERNATIONAL

- Unité de fabrication de contreplaqué à Kalimantan, Contrat 1980-  
1983, **montant 55 Millions** de Francs.
- Complexe intégré de soierie, contreplaqué, usinage et séchage.  
Contrat 1981-1984, **montant 120 Millions** de Francs.

#### COMSIP ENTREPRISES

- Etudes et mission d'achat d'électricité pour la papeterie de LECES,  
pour le compte de Technip.

#### CLECIM/SPIE BATIGNOLLES

- Construction du laminoir à froid de KRAKATAU. Contrat 1983,  
montant de part française **1850 Millions** de Francs.

#### COYNE ET BELLIER

- Projet de barrage et projet de centrale à MAUNG, et micro-centrale  
de CURUE. Contrat 1982-1984, **montant 26 Millions** de Francs.

#### CREUSOT-LOIRE

- Maintenance d'ateliers ferroviaires à MANGGARAI (Jakarta),  
avec fourniture de matériel. Contrat 1983-1984, **montant 14 Millions**  
de Francs.

#### DEGREMONT

- Traitements des affluents de la papeterie de LECES, pour Technip.  
Contrat 1982-1984, **montant 16 Millions** de Francs.

#### FIVES-CAIL-BABOCK

- Fourniture d'équipements de charbon pour la centrale de BUKIT  
ASAM. Contrat 1982-1984
- Fourniture d'une chaudière à liqueur résiduaire d'une cuisson de  
bagasse pour la papeterie de LECES, pour Technip. Contrat 1982-1984

#### GRANDE PAROISSE

- Ingenierie d'une unité de synthèse d'amoniac à KALIMANTAN-Est  
Contrat 1979-1984.

## HYDROCARBON ENGINEERING

- Livraison clés en main d'un module de compression de gaz destiné à la plateforme offshore de BEKAPAI, en association avec Creusot-Loire, pour le compte de TOTAL INDONESIE. Contrat 1983-1984, montant **55 Millions** de Francs.

## LAFARGE CONSEILS ET ETUDES

- Etudes de génie civil pour deux lignes de 1,5 Mtonnes de ciment/an. Montant **12,75 Millions** de Francs.

## LURGI FRANCE

- Livraison clés en main, d'une unité de méthanol de BUNYU (Kalimantan) Contrat 1982-1984, montant **850 Millions** de Francs (sur un investissement total de 1200 Millions de Francs).
- Livraison d'une unité de fibres polyester pour SOLO Synthetic Factory. Contrat 1980-1984, montant **75 Millions** de Francs.

## MERLIN GERIN

- Fourniture clés en main des auxiliaires électriques de la centrale thermique de SURALAYA. Contrat 1982-1985, montant **51 Millions** de Francs.
- Etudes, fournitures et supervision du montage de la cimenterie pour Indo-Ciment (par POLYSIUS) Contrat 1981-1984, montant **61 Millions** de Francs.
- Fourniture et montage du tableau de moyenne tension à KRAKATAU, pour Clesim-Spie. Montant **13 Millions** de Francs.

## POLYSIUS

- Extension cimenterie de CIBINONG (Indo-Ciment) contrat 1981, **470 Millions** de Francs.

## SAINRAPT et BRICE

- Génie civil pour l'aéroport international de Cengkareng (Jakarta) Contrat 1980-1984, montant **2250 Millions** de Francs

## SERETE

- Construction d'un laboratoire de thermodynamique pour moteur d'avion, avec comme partenaire Architen . Total investissement **1 milliard** de francs, dont 100 millions d'ingenierie.

## SERIBO

- Fourniture clés en main, d'une unité de panneaux bois-ciment pour Cemindo, contrat 1983-1985, montant **70 Millions** de Francs.

## S.G.T.E.

- Ingenierie complète d'un hôtel Sofitel 350 chambres et 4 étoiles à BALI. Contrat 1982-1985, montant **2 Millions** de Francs (sur un investissement de **200 Millions**)

## . Un grand pays agricole

L'Indonésie est un grand pays agricole, l'agriculture entrant pour environ 30% dans la composition du P.N.B. et occupant plus de 60% de la population active.

L'Indonésie est :

- Le **1er** producteur mondial de coprah
- le **2è** " caoutchouc
- le **3è** " riz
- le **3è** " manioc
- le **3è** " patates douces
- le **4è** " café
- le **4è** " palmistes
- le **6è** " bananes
- le **7è** " thé, soja
- le **8è** " céréales (maïs)
- le **12è** " canne à sucre
- le **15è** " maïs
- le **16è** " tabac

Sans doute, la France et l'Indonésie peuvent chercher les moyens pour le renforcement des relations, **gouvernementales et privées**, afin de développer réciproquement les entreprises et les industries orientées vers l'exportation, de promouvoir le développement de l'agriculture indonésienne en général.

## . Développer les potentialités agricoles et agro-alimentaires

L'Indonésie est en train de développer les exportations non-pétrolières. Le secteur de l'agriculture offre des perspectives prometteuses pour réaliser cette orientation, en raison des ressources disponibles et de l'abondance de la main d'oeuvre.

Le développement de **l'industrie agro-alimentaire** pourra contribuer beaucoup à l'effort de ce pays pour donner une nouvelle importance au développement de l'exportation (non-pétrolier) de produits finis ou semi-finis.

Les entreprises françaises (dans le domaine des machines agricoles, machines agro-alimentaire, équipements de produits agricoles, équipements de bio-technologie) et les instituts scientifiques et de recherches français,

## LES COOPERATIVES FRANCO-INDONESIENNES DANS L'AGRICULTURE

Bien que le secteur industriel de l'économie prenne progressivement plus d'importance, l'Indonésie demeure un pays essentiellement agricole. Les principaux produits agricoles destinés à la consommation locale comme à l'exportation comprennent **le riz, le maïs, la cassave, le soja, le bois, le caoutchouc, le palmier à huile** et les diverses épices qui ont fait la réputation du pays pendant des siècles.

Dans les années passées, les coopérations entre la France et ce pays dans le secteur d'agriculture, n'étaient pas si avancées que dans le secteur d'industrie, de construction des usines, de télécommunications, de travaux publics, d'aéronautique.

Cependant les possibilités pour le renforcement de ces relations sont toujours présentes dans ce secteur vaste et varié de l'agriculture dans ce pays.

### - La visite du Ministre Français de l'Agriculture

La visite du Ministre français de l'Agriculture, Monsieur Michel Rocard, fin Janvier 1985 à Jakarta, serait inscrit comme un évènement assez important dans les annales des relations entre les deux pays.

Cette délégation française (6 personnes), d'après le journal Kompas (Jakarta) avait la mission d'explorer les possibilités pour les **investissements français en Indonésie** et de discuter les problèmes de transferts technologiques dans les domaines de **l'agriculture, de l'irrigation** et dans **le secteur forestier**.

Durant son séjour à Jakarta, le Ministre a conduit des négociations avec les ministres indonésiens de l'agriculture, de la transmigration, de la forêt, et de la recherche. (Kompas, 25/1/85).

.../..

pourront chercher les moyens de nouer des **contacts directs et continus** avec ces partenaires en Indonésie afin de pouvoir introduire les techniques et le savoir-faire français dans le secteur de l'agriculture.

Les relations fortes entre les syndicats professionnels ou les associations professionnelles de deux pays (**en dehors des canaux étatiques ou gouvernementaux**) devraient être encouragées et développées pour multiplier, consolider et enrichir la présence française dans ce secteur important de l'économie indonésienne, notamment de l'agriculture.

#### **. Exemple : la réussite de Guyomarch**

La réussite de la société française Guyomarch (siège à Vannes, 4000 employés) avec son implantation en Indonésie dans le **secteur agro-alimentaire** est exemplaire. Cette société, en association avec une entreprise locale (P.T. WIRONTONO) a commencé en 1982 le projet de la fabrication de produits alimentaires pour l'élevage de poulets à Surabaya (Java-Est) et un projet d'élevage de volaille (poussins) près de Jakarta.

Après un an de lancement, le projet a réussi à répondre aux besoins des régions avoisinantes et l'entreprise tourne très bien. Les progrès de cette entreprise a amené ses dirigeants à élargir ses activités par la production d'autres produits (pour le bétail) en investissant plus dans les équipements (machines). L'investissement de Guyomarch est environ 100 millions de francs jusqu'en 1985.

#### **. Les besoins de formation**

Le développement de l'agriculture et le développement rural de l'Indonésie représente l'une des préoccupations majeures des autorités indonésiennes en matière de formation.

Les possibilités pour la France (dans le cadre des **interventions publiques ou privées** ou par les **organisations non-gouvernementales**) à soutenir les efforts de ce pays pour former les cadres et les techniciens sont énormes, notamment dans les secteurs :

**agronomie, alimentation, sciences des sols, génie rural, techniques de l'eau, forêts, machines agricoles, élevage, aquaculture, pêche maritime, biologie tropicale.**

Le Ministère Français de l'Agriculture (représenté par le Bureau pour le Développement de la Production Agricole - BDPA) et I.U.T. International a participé à l'étude et à la mise en oeuvre du projet de

développement de l'enseignement agricole en Indonésie financé par la Banque Asiatique de Développement.

L'ORSTOM a lancé, également, des actions en Indonésie, liées au problème de l'agriculture de ce pays.

#### • Les polytechniques agricoles

Le B.D.P.A. (auprès du Ministère de l'Agriculture) est en train, à partir de 1985, de fournir une **assistance technique** auprès de 6 nouveaux polytechniques agricoles indonésiens par l'envoi des missions d'experts dans ces établissements avec la mission de former des formateurs indonésiens. En même temps, environ 40 à 50 professeurs de ces polytechniques agricoles seraient reçus en France pour suivre des stages pendant moins d'un an.

Pour accélérer la formation des cadres dans le secteur agricole, l'Indonésie est en train d'ouvrir des lycées professionnels avec un niveau de lycées agricoles. Dans ce domaine également, la France a offert ses services d'assistance technique.

#### • Les rôles des entreprises françaises

Le Ministre de la Recherche et de la Technologie, A. Hubert Curien, a déclaré en Février 1985 que l'agro-alimentaire est (aujourd'hui) le **premier secteur industriel** en France et que la France est le **deuxième exportateur mondial** de ses produits (Les Echos, 18/2/1985).

Sans doute, la France pourra offrir son aide à l'Indonésie pour le développement de ce secteur, avec ses expériences riches en la matière, entre autres dans les domaines :

- du développement des produits transformés par rapport aux produits bruts pour les exportations,
- de l'utilisation non alimentaire de produits agricoles
- le développement des sciences de la nutrition, de l'alimentation et de la consommation.
- les biotechniques appliquées à l'agro-alimentaire
- l'amélioration des procédés et le génie industriel alimentaire.

**Les entreprises ou les groupements français** (avec l'appui du Ministère des Relations Extérieures, Commerce Extérieur, Agriculture, Recherche et Technologie, Education Nationale etc.) qui disposent d'une expérience en des domaines voisins pourraient apporter une grande contribution.

## . L'importance des industries agro-alimentaires

Face à l'augmentation, chaque année, d'environ 2 millions de chercheurs d'emploi, de sous-emploi reignant dans le monde rural, les économistes indonésiens reconnaissent l'importance du développement de l'agriculture et des entreprises (petites et moyennes) agro-alimentaires.

Le développement de ce secteur pourrait absorber beaucoup de main-d'oeuvre, susciter le développement rural, dynamiser le marché intérieur.

L'introduction d'amélioration des techniques du monde rural (traitement de produits agricoles, préparation des produits pour les exportations, l'amélioration des techniques de l'artisanat) est un sujet très urgent à étudier et ensuite à réaliser selon les possibilités locales.

## . Renforcements des relations du secteur privé

Pour renforcer les échanges commerciaux vers la demande privée et le commerce courant, beaucoup d'efforts doivent être consacrés pour trouver les moyens disponibles et pour créer des structures possibles, en France et en Indonésie, à court terme et à long terme.

Compte tenu de la condition locale (en Indonésie), ces efforts ne doivent pas être faciles pour avoir des résultats immédiats.

**L'industrie française, les PME et les PMI françaises, les syndicats professionnels** de tous les secteurs, devraient montrer une agressivité commerciale plus vigoureuse, avec l'appui des pouvoirs publics (ministères concernés, l'Ambassade de France) et les organismes ou les institutions français (CNPFP, CFCE).

Les relations directes, fortes et continues avec le KADIN (la Chambre de Commerce Indonésienne) **et ses syndicats** devraient être établis, par tous les moyens et dans toutes les formes, entre autres :

- participation réciproque dans les salons (en France et en Indonésie)
- l'envoi de missions d'études et de prospection par les entreprises françaises et indonésiennes,
- l'invitation directe par les entreprises françaises faite aux responsables indonésiens des secteurs privés pour visiter les usines françaises.
- l'organisation des colloques par les entreprises françaises en Indonésie,
- les relations plus étroites et continues avec la presse spécialisée des deux pays.

## . La France peut contribuer beaucoup

La France est un pays doté de développements et de réussites très avancés dans le domaine de l'agriculture (sur le plan technique et scientifique). Elle est également un pays avec beaucoup d'expériences et de connaissances approfondies sur les problèmes agricoles de pays tropicaux en développement (exemple : l'Afrique, l'Indochine, Nouvelle Calédonie, etc.)

Sans doute, la France peut contribuer beaucoup à accélérer le développement de l'agriculture indonésienne dans le cadre des **relations Nord-Sud**, dans **l'esprit du co-développement**, et avec une **orientation de la Nouvelle Economique Internationale**.

L'Indonésie est un immense pays de 165 millions d'habitants (175 millions prévus en 1988) et l'agriculture constituerait un pilier important de l'économie du pays et de la société indonésienne.

Ainsi, une agriculture développée et **un développement rural avancé** de ce pays permettrait un marché très potentiel pour soutenir la croissance industrielle indonésienne et en même temps pour créer des débouchés aux exportations et aux investissements français.

**Les ingenieries françaises** devraient chercher les moyens de soutenir les ingenieries indonésiennes pour développer les industries agro-alimentaires, compte tenu des possibilités d'expansion agricole et des besoins de ce pays.

## . Connaissance des conditions locales

Malgré l'existence de problèmes variés et de difficultés à surmonter par les entreprises françaises qui veulent investir en Indonésie (choix de partenaire local, bureaucratie, complexité de la réglementation, manque de personnel ou de cadres compétents, le manque de données sur le marché, les problèmes d'approvisionnement et de distribution) il y a encore beaucoup de possibilités pour les entreprises françaises de s'implanter dans ce pays.

Il est évident que pour s'implanter dans ce pays, les entreprises françaises devraient **se familiariser avec les conditions locales** dans beaucoup de domaines (administratives, coutumières, mentales) par le biais des études, par des contacts multiples avec les services indonésiens concernés par l'aide de l'Ambassade de France, des banques françaises. La connaissance sur la position et l'influence de **détenteurs de pouvoir de décision**, et la capacité de travailler ensemble avec des **groupes de pression locaux** sont des éléments importants pour faciliter les démarches à faire. Sûrement, tout cela ne peut pas être réussi ni rapidement ni facilement.

Les coopérations scientifiques pourraient être encouragées par le biais des initiatives **entre les organismes privés** de deux pays : les universités privées, les organisations ou syndicats professionnels (ingénieurs, médecins, architectes, constructeurs électrotechniques, constructeurs navals, experts de télécommunications, constructeurs de machines agricoles, etc...) et les autres institutions.

Les coopérations par les canaux non gouvernementaux ne mettront pas nécessairement en cause les coopérations publiques. Au contraire, cela devrait constituer un **élément complémentaire**, une **action de soutien** qui à long terme pourrait enrichir et consolider la présence française en Indonésie.

#### **La contribution française**

L'agro-alimentaire est aujourd'hui le premier secteur industriel en France, et la France est le deuxième exportateur mondial de ses produits.

### . L'importance des industries agro-alimentaires

Face à l'augmentation, chaque année, d'environ 2 millions de chercheurs d'emploi, de sous-emploi régnant dans le monde rural, les économistes indonésiens reconnaissent l'importance du développement de l'agriculture et des entreprises (petites et moyennes) agro-alimentaires.

Le développement de ce secteur pourrait absorber beaucoup de main d'oeuvre, susciter le développement rural, dynamiser le marché intérieur.

L'introduction d'amélioration des techniques du monde rural (traitement de produits agricoles, préparation des produits pour les exportations, l'amélioration des techniques de l'artisanat) est un sujet très urgent à étudier et ensuite à réaliser selon les possibilités locales.

### . Coopération scientifique "gouvernementale"

Dans le passé, les coopérations scientifiques entre la France et l'Indonésie étaient très souvent liées, directement ou indirectement, aux **grands contrats du secteur public** (gouvernemental) et aux **accords** bilatéraux entre les deux gouvernements. Cette pratique pourrait contribuer beaucoup à la réalisation de l'idée de transfert technologique.

Il est évident que les coopérations scientifiques, la formation technique et le transfert technologique, sont des éléments très importants pour **développer l'intérêt économique** de la France (des ventes d'équipements, les investissements en Indonésie).

Les ingénieurs et cadres indonésiens, formés en France se familiarisent avec les **techniques**, les **méthodes**, les **procédés** français, et les interventions françaises en Indonésie dans les domaines scientifiques et formation technique pourront susciter l'intérêt de la société indonésienne aux technologies françaises.

### . Encourager les canaux privés

Afin d'avoir une **base plus large**, un champ d'action **plus dynamique et souple**, un rayonnement plus vaste pour l'introduction et la diffusion de la technologie française, d'autres moyens et d'autres canaux **en dehors des canaux gouvernementaux** devraient dorénavant être recherchés.

## • Les rôles positifs des ONG (LSM)

Dans le contexte indonésien, dans une situation qui n'est parfois pas facile (financièrement et administrativement), les ONG interviennent comme **catalyseur** stimulant la motivation, **la prise de conscience** des membres du groupe face aux problèmes qu'ils rencontrent, le potentiel de leurs ressources et les possibilités qu'ils ont de construire un avenir meilleur.

Les ONG ont une fonction de **communicateur** qui observe et enregistre **les besoins et aspirations des groupes**, et leur apporte des informations sur le programme de développement dans un langage qu'ils peuvent comprendre.

Les ONG ont une fonction de pionnier introduisant des méthodes nouvelles, des innovations utiles .

Les ONG ont une fonction de facilitateur en apportant leur assistance pour la création des activités, des petites entreprises, en fournissant une partie du financement initial, de l'équipement, des matières premières, des possibilités de marché, de l'assistance technique.

Les activités des ONG peuvent être incluses dans le contexte d'un but élargi : **la transformation sociale** axée sur l'accroissement des compétences, de l'indépendance, de l'autonomie.

Le fait que les ONG travaillent sur une petite échelle leur permet de développer des programmes **plus intensifs et plus personnalisés**.

Elles peuvent travailler à Jakarta jusqu'à des petites unités travaillant dans les villages. Elles sont minuscules et par rapport à la population indonésienne elles paraissent marginales . Mais elles peuvent **agir en pionnier** pour promouvoir des idées que le Gouvernement n'aurait pas.

Elles sont sans but lucratif et ont un caractère humanitaire. Leurs **activités sont très diverses et leurs caractéristiques différentes**. C'est le reflet des diversifications de la société qu'elles servent et des différentes sortes d'activités dans lesquelles sont engagées les communautés.

Dans le contexte actuel en Indonésie, les ONG sont très souvent **plus souples**, parfois peuvent **agir plus rapidement** que les services gouvernementaux, sont plus **"ouvertes" au public** et sont **"plus proches"** de la communauté.

Sur l'ensemble du territoire on peut recenser au moins 230 ONG nationales (indonésiennes). Comparé à la population de 160 millions d'habitants, elles ne sont pas nombreuses. Ces organisations ont été créées sous forme d'une association, d'un comité, d'une "fondation" (YAYASAN) ou sous d'autres formes.

#### . Pas ONG mais LSM ou SHO

Les ONS indonésiennes sont issues de l'initiative des communautés et sont actives dans le secteur social, et ne sont pas soutenues par l'Etat. Le terme ONG (NGO en anglais) est maintenant rarement utilisé du fait de la connotation négative du mot **"Non"** et a été remplacé en Indonésie, par **LSM** (Lembaga, Swadaya Masyarakat) ou **SHO** (Self Help Organization).

Certaines n'agissent que ponctuellement, mais en général, elles abordent des thèmes aussi différents que :

- le développement agricole,
- le crédit rural,
- la santé publique,
- l'aide juridique,
- les problèmes d'environnement,
- l'éducation/centres de formation
- réhabilitation des handicapés
- besoins en eau des villages
- coopératives
- orphelinat
- transmigration
- droits de l'homme

## . Les rôles des ONG françaises

L'Indonésie est une nation en profonde évolution, sa population de 160 millions d'habitants en 1985 s'accroît de plusieurs millions tous les ans (3 à 4 millions) avec sa natalité très élevée. Le taux de croissance économique (industriel, agricole) est relativement assez important.

Malgré les progrès dans beaucoup de domaines, le pays se trouve confronté à des problèmes économiques et sociaux assez importants à surmonter. L'aspiration du peuple à une **répartition des revenus plus équitable**, à une **participation plus large** dans la vie politique, démocratique est de plus en plus ressentie dans ce pays. Il y a encore **20 millions de personnes** qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Améliorer les conditions de vie de ces gens est le défi auquel doit faire face l'Indonésie.

## . L'Etat ne peut pas accomplir seul ....

Il est évident que l'Etat ne peut pas accomplir seul la tâche immense du développement du pays, et **surtout du développement rural**. La société indonésienne est essentiellement agricole. Dans beaucoup de cas, l'appareil bureaucratique n'est pas en mesure d'aider les plus pauvres, du fait de son **manque de souplesse ...**

Du fait de toutes ces difficultés, de nombreuses organisations non-gouvernementales (de beaucoup de pays) fonctionnent en Indonésie. Des programmes de santé, de crédit rural, d'aide juridique, d'éducation, petites industries, environnement, planning familial, ont eu un certain succès.

"Mais ce n'est malheureusement pas toujours le cas, car les ONG n'ont pas été utilisées d'une façon optimale dans tous les domaines et dans toutes les régions, et quand elles le sont, l'appareil bureaucratique au lieu d'utiliser leur potentialité, détruit leur créativité et leur indépendance, ce qui les rend inefficaces dans leur lutte contre la pauvreté "

(citation de la Revue Prisma, Jakarta, n° 82)

## . Plus de 230 ONG nationales (indonésiennes)

Les ONG indonésiennes ont été créées pour apporter son aide à une région ou à un secteur d'activités délaissé par les programmes gouvernementaux, pour faire participer les **gens au processus de développement** de leur communauté, pour apporter une assistance appropriée à leurs besoins.

Les ONG ont une fonction de facilitateur en apportant son assistance à la création d'activités, des petites entreprises, en fournissant une partie du financement initial, de l'équipement, des matières premières, des possibilités de marché, et l'assistance technique.

Les activités des ONG peuvent être incluses dans le contexte d'un but élargi : **la transformation sociale** axée sur l'accroissement des compétences, de l'indépendance, de l'autonomie.

Le fait que les ONG travaillent sur une petite échelle leur permet de développer des programmes plus **intensifs et plus personnalisés**.

Elles peuvent travailler à Jakarta jusqu'à des petites unités travaillant dans les villages. Elles sont minuscules et par rapport à la population indonésienne elles paraissent marginales. Mais elles peuvent **agir en pionnier** pour promouvoir des idées que le gouvernement n'aurait pas.

#### . La répartition géographique des ONG (LSM)

On dénombre officiellement 227 ONG locales en Indonésie (jusqu'en 1983). La répartition géographique est la suivante :

- Sumatra** - 37 ONG, dont la grande majorité se situe dans le Nord.
- Java** - 137 ONG, dans le Centre, l'Est et l'Ouest . A Jakarta, 17 ONG se signalent comme "bureau d'étude".
- Nusa Tenggara** - 15 ONG, essentiellement à Flores.
- Kalimantan** - 13 ONG, situées plutôt dans le Sud.
- Sulawesi** - 13 ONG, situées plutôt dans le Sud.
- Maluku** - 5 ONG
- Irian Jaya** - 5 ONG

Les objectifs des ONG se ressemblent beaucoup : promotion du développement communautaire par la formation des paysans et création de coopératives. Nombreuses sont celles qui annoncent leur volonté "d'aider le gouvernement". Environ 10% invoquent une confession ou le soutien à un Dieu, généralement musulman, par le biais d'écoles et d'orphelinats. (Source : Evaluation des Micro-réalisation en Indonésie, par le Club de Rome, Février 1985).

Il est évident qu'en réalité, les ONG (LSM) indonésiennes sont plus nombreuses, mais qu'elles ne sont pas mentionnées dans les répertoires nationaux.

• Les ONG étrangères en Indonésie

Les 21 ONG étrangères qui ont des activités, directes ou indirectes, en Indonésie sont :

**The Asia Foundation**

**Asia Partnership for Human Development (APHD)**

**Care**

**Catholic Relief Service**

**Christian Children's Fund**

**Church World service**

**Cida**

**Cuso**

**Foster Parents Plan International**

**Friedrich-Naumann-Stiftung**

**Hellen Keller International**

**Kenyonite Central Committee**

**Mission Aviation Fellowship**

**Novil**

**Oxfam**

**Save The Children Federation**

**Seventhday Adventist**

**Volunteers in Asia Inc.**

**World Relief Corporation**

**World Vision International**

Le tableau de la page suivante (établi par l'Unicef) montre le champ d'activités de ces organisations.

## . Coopération française avec les ONG indonésiennes

Jusqu'en 1985, la coopération entre les ONG françaises et les ONG indonésiennes est encore **très limitée**, loin derrière celle des allemands ou des hollandais. Le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement (C.C.F.D.), la Cimade, l'Inodep, le Frère des Hommes ont lancé, directement ou indirectement des actions ponctuelles dans ce pays.

La **présence française dans les milieux des ONG indonésiennes** devraient être renforcée, et les pouvoirs publics français devraient **stimuler et aider** les ONG françaises à cette tâche importante. Le rôle des ONG est essentiel, car il est **complémentaire** de celui de l'Etat. Il y a un certain nombre de choses que l'Etat ne peut pas faire, ou que l'Etat ne doit pas faire.

La **coopération entre les peuples**, par l'intermédiaire des ONG peut se réaliser de manière directe, atteindre les communautés de base, promouvoir le développement autocentré.

Il y a beaucoup de choses à faire en Indonésie, sûrement les conditions locales ne permettent pas toujours de travailler facilement.

## . Les ONG et les "associations 1901" françaises

La France est un pays doté d'une forte puissance dans la vie associative avec ses centaines de ONG et ses milliers d'associations "1901"

Des dizaines d'ONG françaises s'occupent des problèmes de l'éducation au développement, l'aide d'urgence, l'aide alimentaire, le volontariat, les "micro-projets" de développement dans les secteurs : alimentation, élevage, agriculture, artisanat, infrastructure, réfugiés, transports, enseignement, formation des cadres, animation rurale, animation de jeunesse, santé assainissement etc...

Une partie de ces organisations actives dans le domaine de la Coopération pour le Développement se regroupent au sein de six "collectifs" ou "coordinations".

- Comité Français pour la Campagne Mondiale contre la Faim (CFCF)
- Comité Français pour la Campagne Mondiale contre la Faim (CFCF)
- Comité de Liaison des ONG de Volontariat (CLONG/ Volontariat)
- Comité pour les Relations Nationales et Internationales des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire (CNAJEP)

- Commission Nationale de la Jeunesse pour le Développement (CNJD)
- Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID)
- Groupement National de la Coopération (GNC)

Ces six collectifs sont eux-mêmes regroupés au sein d'un intercollectif : "Intercollectif des ONG Nationales de Développement".

Des études communes et des efforts conjoints, avec le soutien actif des pouvoirs publics, devraient être entamés **pour le renforcement de la présence des ONG** en Indonésie, pour le rayonnement de la France et pour soutenir le développement dans ce pays.

## LES COOPERATIONS CULTURELLES FRANCO-INDONESIENNES

---

Depuis nombre d'années, jusqu'en 1985, l'Indonésie est **le premier client** de la France dans l'ensemble de l'ASEAN, et les exportations françaises sur ce pays dépassent largement celles en direction de l'Inde, de la Chine, de Hong Kong ou de l'Australie.

La percée française dans ce pays est relativement forte dans les coopérations industrielles (par les grands contrats), les coopérations techniques et les coopérations scientifiques (recherches, formations, stages).

Par rapport à d'autres secteurs, les **coopérations culturelles** entre les deux pays sont encore **relativement faibles**, malgré les succès remportés par beaucoup d'interventions françaises, et malgré les tendances prometteuses pour l'amélioration de l'intensification de ce domaine.

### • Les bonnes bases pour le départ

Depuis des années, nombre d'activités dans le domaine culturel ont été menées, **en France et en Indonésie**, qui ont contribué -même encore limité - au développement de la connaissance réciproque entre les deux pays.

En Indonésie, les activités des **Alliances Françaises** ou des **Centres Culturels Français** sont importantes pour la promotion et l'animation culturelle française (présentation chaque année dans cinq ou six villes du pays de quatre ou cinq spectacles). Les Alliances Françaises ou les Centres Culturels touchent un public adulte d'environ **5000 personnes par session**.

(Source : chiffres publiés par le bulletin de l'ADFE, Jakarta, 1984)

L'enseignement de la langue française dans les collèges indonésiens est un autre véhicule pour l'introduction de la culture française dans ce pays.

En 1984, environ 160 Professeurs indonésiens de français assistés par une vingtaine de spécialistes assurent cet enseignement à environ **30.000 élèves** (Source : bulletin de l'ADFE).

Certaines universités indonésiennes, notamment l'Université INDONESIA de Jakarta, possèdent des facultés pour l'enseignement de la littérature française.

Des expositions françaises ont été montées en Indonésie (il est vrai, rarement), mais pour la plupart elles étaient liées aux buts commerciaux.

La participation très active à la **restauration de BOROBUDUR** sous l'égide de l'Unesco était la marque d'une fraternité culturelle qui se tisse au fil des ans grâce à cette coopération.

### **• Les activités en France**

Dans le cadre d'un accord de coopération culturelle, la France a reçu les troupes artistiques indonésiennes (danse de BALI et autres) et organise des spectacles pour ces troupes dans certaines grandes villes.

**Le groupe ARCHIPEL** a publié une revue consacrée aux problèmes indonésiens et a produit de nombreuses études interdisciplinaires. Un dictionnaire indonésien-français, d'un volume important a été publié en 1984. Cette initiative marque un pas très significatif dans les échanges inter-culturels entre les deux pays.

Au sein du **CNRS** se trouvent de nombreux chercheurs et spécialistes de haut niveau dans beaucoup de domaines (littérature ancienne, littérature moderne, histoire, sociologie, ethnologie, politique contemporaine, etc). Chaque année le CNRS envoie quatre ou cinq missions scientifiques en Indonésie.

**Des initiatives privées** sont prises par certains groupes de français pour organiser ponctuellement des soirées indonésiennes (projection de films, de diapositives, débats).

**L'Ambassade d'Indonésie** organise, de temps en temps, des activités culturelles.

### . L'importance de la coopération culturelle

Les relations économiques entre la France et l'Indonésie seraient plus solides et stables, s'il y a une base assez large et forte sur le plan culturel, soutenue par des coopérations scientifiques et techniques.

Une coopération culturelle riche et intensive pourrait être une contribution importante pour le développement des relations amicales entre les deux pays et les deux peuples. Sans oublier la connotation négative de la maxime "**La conquête du marché est par la conquête du coeur**", tous les moyens possibles devraient être étudiés pour renforcer les coopérations culturelles.

La culture française a **une bonne image** en Indonésie, au sein des intellectuels, écrivains, artistes, journalistes, cinéastes, universitaires, dirigeants de la vie associative dans les domaines artistiques et culturels. Les coopérations culturelles devraient être consolidées par la puissance publique (gouvernementale), et **les initiatives privées** devraient être encouragées et soutenues activement sur le plan financier, technique et administratif.

La présence française dans les sphères artistiques et culturelles Indonésiennes ne pourra pas facilement produire des résultats immédiats et tangibles (économiquement ou financièrement), mais à long terme ces "**investissements culturels**" pourraient rapporter une grande contribution pour le rayonnement de la science et de la technologie française dans ce pays.

### . L'extension de la diffusion linguistique

Avec la croissance des coopérations économiques et scientifiques entre la France et l'Indonésie, l'extension de la diffusion linguistique (le français en Indonésie surtout, et jusqu'à une certaine limite, l'indonésien en France) est devenue urgente.

• **La barrière du langage** freine le développement des relations bilatérales, et pourrait constituer des obstacles -même mineurs- dans les contacts entre les hommes d'affaires, les ingénieurs, les scientifiques, les techniciens.

Dans beaucoup de cas, **l'anglais** est utilisé dans la communication entre les français et les indonésiens. Le recours en anglais s'opère souvent mal, surtout lorsqu'aucun des partenaires ne parle sa propre langue et que le dialogue s'établit sur la base d'une double traduction.

• **Une extension et une intensification** de la diffusion de la langue française est très importante en Indonésie. Les pouvoirs publics de deux pays et **les secteurs privés** devraient chercher les moyens de diminuer les obstacles linguistiques afin de faciliter les communications aux milieux économique, industriel, scientifique et culturel.

• **Des programmes pratiques à réaliser**

Il y a beaucoup à faire, **à court terme et à long terme**, pour intensifier les coopérations culturelles entre les deux pays, par les pouvoirs publics, par **les entreprises** et par les **canaux non-gouvernementaux** (associations culturelles, groupes socio-professionnels, groupes artistiques, etc.)

Exemple des programmes susceptibles à réaliser :

- l'envoi des livres (littéraires, scientifiques) pour les bibliothèques des universités indonésiennes (d'Etat ou privées).
- renforcement des activités des Alliances Françaises en les dotant de plus de capacités budgétaires (et personnels)
- l'appuis pour la parution des dictionnaires techniques et spécialisés (français-indonésien et vice-versa, ou français-anglais-indonésien).
- l'octroi des bourses d'études (ou de stages) pour les écrivains, les journalistes, les cinéastes, les artistes, les musiciens.
- l'invitation réciproque pour les groupes artistiques
- l'organisation des expositions de peintures, artisanat, ou d'autres manifestations culturelles
- la traduction et la publication des oeuvres littéraires et scientifiques devraient être soutenue et encouragée.

## • L'Indonésie devrait rejoindre Taïwan et la Corée (du Sud)

D'Après le Directeur du LEMBAGA ELEKTRONIKA NASIONA (Bandung) un grand effort sera consacré à développer l'industrie électronique indonésienne dans les années à venir, par des mesures différentes, entre autres, en obligeant les vendeurs étrangers à **former les techniciens indonésiens** (transferts technologiques).

Autres mesures : les reserremements des liens et des coordinations entre : **la formation, les usagers** (consommateurs), **les industries** et **la recherche** dans ce domaine.

L'industrie électronique indonésienne est encore très en retard (en 1985) par rapport à d'autres pays. L'ambition est de rattrapper Taïwan et la Corée du Sud **dans 15 ans**. D'après le Directeur de cet institut (L.E.N. Lembaga Elektronika Nasional), durant le 5ème Plan Quinquennal (1989-1994) l'Indonésie devrait atteindre le niveau de la Corée (du Sud) d'aujourd'hui dans le domaine de l'électronique (Source : Kompas 16/2/85).

## • Le rôle du LEMBAGA ELECTRONIKA NASIONAL

Le rôle du L.E.N est important pour développer l'industrie électronique en Indonésie. Cet institut est un centre de recherche, mais en même temps il se lance dans la production ou la fabrication de nombreux produits électroniques, parfois assez sophistiqués.

En 1985, **environ 720 personnes** travaillent dans les bureaux, les ateliers, les laboratoires du L.E.N. Parmi eux se trouvent environ 100 ingénieurs ou scientifiques et 50 diplômés de l'enseignement technique supérieur.

Pour suivre les derniers progrès scientifiques d'autres pays dans ce domaine une partie des ingénieurs du L.E.N. a été envoyée en France ou en Angleterre (Source : Kompas, 16/2/85)

La direction du L.E.N. a toujours essayé de trouver une stratégie appropriée pour accélérer le développement de l'industrie électronique indonésienne. Suivre le processus américain, japonais, ou européen ? Quelle priorité à donner : développement au service des professionnels, au service des consommateurs, au service de la défense ?

Selon l'observateur du Kompas, il paraît que le L.E.N. a tendance à choisir le processus selon le modèle européen. C'est à dire : le développement technologique au service des professionnels d'abord, et ensuite au service de la défense ou consommateurs.

## • Les activités du L.E.N.

Le rôle et les activités du L.E.N. sont placés, par les autorités indonésiennes, au sein **des industries stratégiques** qui comptent au total 8 secteurs stratégiques (aéronautique, énergie, biens d'équipement, machinisme agricole, défense, construction navale, transports terrestres et télécommunications).

Les activités du L.E.N. peuvent être (en 1985) divisées globalement en trois secteurs : **la défense/sécurité, les professionnels** (services publics de télécommunications, la télévision d'Etat, etc), et **les consommateurs** ou le grand public.

Les activités du L.E.N. couvrent **les recherches et la fabrication** de produits variés : semi-conducteurs, les fréquences UHF dans les télécommunications, ordinateurs, jusqu'aux préparations d'électronique spatiale. Le L.E.N. a fabriqué et monté environ 35 satellites terriens en Indonésie-Est ( Irian Jaya, Nusa Tenggara, Sulawesi, Kalimantan, Natuna, etc), pour moderniser les télécommunications de ce pays (Source : Kompas, 16/2/85)

## • Transferts technologiques

Grâce aux activités du L.E.N. dans de nombreux domaines de transferts technologiques ont été apportés en Indonésie par cet institut. Le L.E.N. participe aux recherches communes avec des instituts étrangers. Il envoie à l'étranger des experts indonésiens pour qu'ils se familiarisent avec les nouveaux instruments et avec les équipements les plus récents afin de les étudier et les analyser, et plus tard, de les fabriquer eux-mêmes.

La fabrication de nombreux équipements dans le domaine de l'électronique et de l'électricité est **la voie empruntée** par le L.E.N. pour les transferts technologiques.

En 1985, le L.E.N. peut produire les émetteurs de radio d'onde courte de 100 KW à 250 KW, des émetteurs de la T.V. entièrement transistorsés de 1 KW à 10 KW, des satellites terriens.

(Source : Kompas, 16/2/85)

## **• Les activités des entreprises françaises**

Depuis des années, la France a réussi à coopérer avec l'Indonésie dans le domaine de l'électricité et de la télécommunication, par le biais de grands contrats. Dans le domaine électronique, des relations ont été nouées par les entreprises françaises avec certains services gouvernementaux indonésiens. Les relations avec les entreprises privées indonésiennes sont encore faibles.

Parmi ces entreprises françaises on trouve :

- le groupe THOMSON-CST
- le groupe ALCATEL
- le groupe TRT
- le groupe FRANCE-CABLES et RADIO
- le groupe ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
- le groupe JEUMONT-SCHNEIDER
- le groupe MATRA
- l'entreprise SCHLUMBERGER

Les relations nouées par ces entreprises françaises sont à différents stades : certaines ont apporté des contrats, d'autres sont encore dans la phase d'exploration.

## **• Les perspectives de la coopération avec la France**

Bien que l'industrie électronique soit très jeune, la volonté et l'ambition de développer ce secteur est cependant ressentie fortement, dans les milieux officiels ou privés.

Avec sa population de 165 millions d'habitants (et bientôt 180 millions) le marché indonésien de l'industrie électronique est énorme. L'étendue géographique de ce pays, avec ses milliers d'îles peuplées, nécessite un système de télécommunication relativement vaste. L'industrie naissante et la modernisation du secteur agricole ou agro-alimentaire, sont également des marchés prometteurs pour l'industrie électronique.

Avec ces perspectives, la coopération entre la France et l'Indonésie par les canaux gouvernementaux ou privés, est sur une bonne voie, malgré la concurrence très sévère d'autres pays tels que le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Hollande et l'Angleterre.

Elles sont sans but lucratif et ont un caractère humanitaire. Leurs **activités sont très diverses et leurs caractéristiques différentes**. C'est le reflet des diversifications de la société qu'elles servent et des différentes sortes d'activités dans lesquelles sont engagées les communautés.

Dans le contexte actuel en Indonésie, les ONG sont très souvent **plus souples**, parfois peuvent **agir plus rapidement** que les services gouvernementaux, sont plus **"ouvertes" au public**, et sont **plus proches** de la communauté.

Sur l'ensemble du territoire on peut recenser au moins 230 ONG nationales (indonésiennes). Comparé à la population de 160 Millions d'habitants, elles ne sont pas nombreuses.

Ces organisations ont été créées sous forme d'une association, d'un comité, d'une "fondation" (Yayasan) ou d'autres formes.

#### **. Pas ONG mais LSM ou SHO**

Les ONG indonésiennes sont issues de l'initiative des communautés et sont actives dans le secteur social, et ne sont pas soutenues par l'Etat. Le terme ONG (NGO en anglais) est maintenant rarement utilisé du fait de la connotation négative du mot **"NON"** et a été remplacée, en Indonésie, par **LSM** (Lembaga Swadaya Masyarakat) ou **SHO** (Self Help Organization)

Certaines n'agissent que ponctuellement, mais en général, elles abordent des thèmes aussi différents que :

- le développement agricole
- le crédit rural
- la santé publique
- l'aide juridique
- les problèmes d'environnement
- l'éducation / centres de formation
- réhabilitation des handicapés
- besoins en eau des villages
- coopératives
- orphelinat
- transmigration
- droits de l'homme

### • Les rôles positifs des ONG (LSM)

Dans le contexte indonésien, dans une situation qui n'est parfois pas facile (financièrement et administrativement), les ONG interviennent comme **catalyseur** stimulant la motivation, **la prise de conscience** des membres du groupe face aux problèmes qu'ils rencontrent, le potentiel de leurs ressources et les possibilités qu'ils ont de construire un avenir meilleur.

Les ONG ont une fonction de **communicateur** qui observe et enregistre **les besoins et aspirations des groupes**, et leur apporte des informations sur le programme de développement dans un langage qu'ils peuvent comprendre;

Les ONG ont une fonction de pionnier introduisant des méthodes nouvelles, des innovations utiles.

## - Renforcements des relations du secteur privé

Pour renforcer les échanges dans le domaine privé et le commerce courant, beaucoup d'efforts doivent être consacrés pour trouver les moyens disponibles et créer les structures adéquates, en France et en Indonésie, à court terme et à long terme.

Compte tenu des conditions locales (en Indonésie), ces efforts ne peuvent aboutir facilement sur des résultats immédiats.

**L'industrie française, les P.M.E. et les P.M.I. françaises, les syndicats professionnels** de tous les secteurs, devraient montrer une agressivité commerciale plus vigoureuse, avec l'appui des pouvoirs publics (ministères concernés, l'Ambassade de France) et les organismes ou les institutions françaises (CNPFF, CFCE, etc...)

Les relations directes, fortes et continues avec le KADIN (la Chambre de Commerce Indonésienne) et **ses syndicats** devraient être créées par tous les moyens et dans toutes les formes, entre autres :

- participation réciproque dans les salons (en France et en Indonésie)
- l'envoi des missions d'études et de prospection par les entreprises françaises et indonésiennes
- l'invitation directe par les entreprises françaises aux responsables indonésiens des secteurs privés pour visiter les usines françaises.
- l'organisation des colloques par les entreprises françaises en Indonésie.
- les relations plus étroites et continues avec la presse spécialisée des deux pays.
- l'organisation des stages par les entreprises françaises pour les cadres indonésiens (gestion, marketing).

### - Connaissances de conditions locales

Malgré l'existence de problèmes variés et de difficultés à surmonter par les entreprises françaises qui veulent investir en Indonésie (choix du partenaire local, bureaucratie, complexité de la réglementation, manque de personnel ou de cadres compétents, manque de données sur le marché, problèmes d'approvisionnement et de distribution) il y a encore beaucoup de possibilités pour les entreprises françaises de s'implanter dans ce pays.

Il est évident que pour s'implanter dans ce pays, les entreprises françaises devraient **se familiariser avec les conditions locales** dans beaucoup de domaines (administratives, coutumières, mentales) par le biais des études, par des contacts multiples avec les services indonésiens concernés à par l'aide de l'Ambassade de France, des banques françaises. La connaissance sur la position et l'influence de **détenteurs de pouvoir de décision**, et la capacité de travailler ensemble avec des **groupes de pression locaux** sont des éléments importants pour faciliter les démarches à faire. Sûrement, tout cela ne peut pas être réglé ni rapidement ni facilement.

### - L'importance des industries agro-alimentaires

Face à l'augmentation, chaque année, d'environ 2 millions des chercheurs d'emploi et de sous-emplois régnant dans le monde rural, les économistes indonésiens reconnaissent l'importance du développement de l'agriculture et des entreprises (petites et moyennes) agro-alimentaires.

Le développement de ce secteur pourrait absorber beaucoup de main d'oeuvre, susciter le développement rural, dynamiser le marché intérieur.

L'amélioration des techniques du monde rural (traitement de produits agricoles, préparation des produits pour les exportations, l'amélioration des techniques de l'artisanat) est une tâche très urgente à étudier et ensuite à réaliser selon les possibilités locales.

## - Coopération scientifique "gouvernementale"

Dans le passé, les coopérations scientifiques entre la France et l'Indonésie étaient très souvent liées, directement ou indirectement, aux **grands contrats du secteur public** (gouvernemental) et aux **accords bilatéraux** entre les deux gouvernements. Cette pratique contribuait beaucoup à la réalisation de l'idée de transfert technologique.

Il est évident que les coopérations scientifiques, la formation technique et le transfert technologique, sont des éléments très importants pour **développer les intérêts économiques** de la France (des ventes d'équipements, les investissements en Indonésie)

Les ingénieurs et cadres indonésiens formés en France se familiarisent avec les **techniques, les méthodes, les équipements, les procédés** français, et les interventions françaises en Indonésie dans les domaines scientifiques et formation technique pourront susciter l'intérêt de la société indonésienne aux technologies françaises.

## - Encourager les canaux privés

Afin d'avoir une **base plus large**, un champ d'actions plus **dynamique et souple**, un rayonnement plus vaste pour l'introduction et la diffusion de la technologie française, d'autres moyens et d'autres canaux **en dehors des canaux gouvernementaux** devraient dorénavant être recherchés.

Les coopérations scientifiques pourraient être encouragées par le biais des initiatives **entre les organismes privés** de deux pays : les universités privées, les organisations ou syndicats professionnels (ingénieurs, médecins, architectes, constructeurs électrotechniques, constructeurs navals, experts de télécommunications, constructeurs de machines agricoles, etc.) et les autres institutions.

Les coopérations par les canaux non gouvernementaux ne mettent pas nécessairement en cause les coopérations publiques. Au contraire, cela devrait constituer un **élément complémentaire, une action de soutien**, qui à long terme pourrait enrichir et consolider la présence française en Indonésie.

## - La contribution de la France

La France est un pays qui, dans le domaine de l'agriculture, obtient des réussites renommées grâce au développement et à la parfaite maîtrise des sciences et techniques agricoles.

Elle a également acquis beaucoup d'expérience et possède des connaissances approfondies sur **les problèmes agricoles des pays tropicaux en développement** (exemple : Afrique, l'ancienne Indo-chine, Nouvelle-Calédonie, etc.)

La France peut donc contribuer énormément au développement de l'agriculture indonésienne. L'Indonésie est un immense pays de 160 millions d'habitants (en 1988 il est prévu 175 millions) où l'agriculture restera un pilier important de son économie et de sa société.

Aussi une agriculture développée et un développement rural avancé de ce pays constitueraient un marché potentiel pour soutenir la croissance industrielle et en même temps créer des débouchés pour les exportations et les investissements français.

Les ingénieries françaises pourraient chercher le moyen de soutenir les ingénieries indonésiennes afin de développer les filières agro-alimentaires, compte tenu des possibilités d'expansion agricole et des besoins de ce pays.

## - Difficultés du "Made in Indonésia"

D'après les informations publiées dans les journaux indonésiens, le souhait du gouvernement indonésien pour fabriquer des voitures entièrement "made in Indonesia" à partir de 1986 se confronte à de nombreux problèmes.

La plus grande difficulté est la réalisation du programme de la fabrication de moteurs. Ce programme exige des investissements assez lourds pour les entreprises (environ 100 Millions de dollars pour chaque entreprise). Cependant, la fabrication de moteurs n'est rentable que si la production dépasse 30.000 unités (par an) pour chaque marque.

La production (assemblage) des voitures commerciales d'Indonésie en 1984 était de 153.670 unités, et cela est loin de l'objectif visé par le gouvernement qui était de 350.000 unités. L'industrie automobile indonésienne a connu des difficultés depuis plusieurs années (jusqu'en 1985).

Pour cette raison, le programme de "full manufacturing" ou le programme "made in Indonésia" fixé pour 1986, serait difficile à réaliser (source : Kompas, 2.2.1985).

#### **- Les coopérations culturelles coûtent cher**

Sans doute, les coopérations culturelles coûtent cher, et très souvent elles ne rapportent pas immédiatement des résultats tangibles.

Exemple : pour organiser "Le Festival d'Indonésie" en France en 1982, un budget de 4,5 millions de francs devrait être consacré. Ce budget ne tenait pas compte des dépenses locales de nombreuses villes françaises qui avaient présenté des spectacles du théâtre d'ombres javanais (Wayang Kulit), des danses javanaises, des danses balinaises, etc.

Le Festival d'Indonésie était évidemment la plus importante manifestation dans les annales de la coopération culturelle entre les deux pays. Environ 200 artistes, musiciens, danseurs, marionnettistes (originaires des trois îles de Java, Bali et Madura) avaient donné dans plus de cinquante villes de France une centaine de représentations pendant deux mois (Juin-Juillet 1982).

Des représentations culturelles similaires pourraient être encore organisées plus régulièrement et ceci à une plus petite échelle afin d'en faciliter l'organisation et de réduire les frais. Pour le festival d'Indonésie en 1982 il y avait 5 troupes dont 4 orchestres et plus de 200 artistes. On a même chiffré à 5 tonnes les poids des instruments de musique (game-lans), sans l'oublier la soixantaine de caisses d'accessoires et de costumes!